

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LES
RÈGLEMENTS DU CONSEIL DU ROI
SOUS LOUIS XIII

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
ROLAND MOUSNIER

(1945)

PARIS

1949

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LES
RÈGLEMENTS DU CONSEIL DU ROI
SOUS LOUIS XIII

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
ROLAND MOUSNIER
(1945)

PARIS
1949



A MONSIEUR CHARLES-H. POUTHAS

MON MAITRE ET MON AMI

LES RÈGLEMENTS

DU

CONSEIL DU ROI SOUS LOUIS XIII

INTRODUCTION

Le Conseil du Roi est, par excellence, l'instrument du souverain pour gouverner. C'est en Conseil que le Roi arrête sa politique générale, c'est par son Conseil qu'il légifère, qu'il juge en dernier ressort, qu'il administre. Pour l'historien de l'Ancienne France, surtout s'il utilise cette source admirable qu'est la collection des arrêts du Conseil¹, il est donc de première importance de connaître aussi bien que possible l'organisation, le recrutement et le fonctionnement du Conseil du Roi.

* * *

Or, pour l'époque de Louis XIII, l'historien se trouve assez démuní. Pour les règnes antérieurs, il dispose des excel-

1. Collection de minutes aux Archives nationales, série E, série V 6 ; de transcriptions, réunie par le chancelier Séguier à la Bibliothèque nationale, ms. fr. 18156-18204 (voir aussi 10841, Clairambault 653, 654).

lents travaux de Noël Valois¹, auquel on ne peut guère reprocher qu'une confiance excessive dans les *Économies royales* de Sully². Mais, sauf quelques indications brèves, cet historien ne dépasse pas la mort de Henri IV. Pour le règne personnel de Louis XIV et pour Louis XV, nous avons les admirables études d'Arthur de Boislisle, qu'il est presque inconvenant d'oser louer³. De Boislisle a utilisé de nombreux documents de l'époque de Louis XIII⁴. Décidé, au début, à s'en tenir à la dernière partie du règne de Louis XIV, il ne revint d'abord en arrière que dans la mesure où il le fallait pour éclairer les documents de sa période. A partir de l'apparition de l'*Étude* de Valois, il fut évidemment tenté de la relier lui-même à ses travaux et il consacra quelques pages aux Conseils des finances, de la guerre, de conscience, du commerce, sous Louis XIII⁵. Mais ce n'était pas son sujet, son étude resta succincte et incomplète. D'ailleurs, son plan méthodique par Conseil, très bon pour étudier une époque déterminée, devenait une gêne pour montrer une évolution. Sur Louis XIII, il ne nous a laissé que des fragments⁶.

Ces deux grands érudits ne nous instruisent donc pas autant que nous le désirerions. Or, tous les autres ouvrages,

1. N. Valois, *Étude historique sur le Conseil du Roi (Introduction à l'inventaire des arrêts du Conseil d'État, règne de Henri IV, t. I, 1886, in-4°)*, complétée par : *Le Conseil du Roi aux XIV^e, XV^e, XVI^e siècles*. Paris, 1888, in-8°.

2. R. Mousnier, *Sully et le Conseil d'État et des Finances. La lutte entre Bellièvre et Sully*, dans *Revue historique*, 1941, t. CXCII, p. 68-85.

3. A. de Boislisle, *Les Conseils sous Louis XIV*, appendice aux *Mémoires* de Saint-Simon : t. IV, 1884, p. 377-439, Conseil privé ou des Parties ; t. V, 1886, p. 437-492, Conseil d'État d'en Haut, Conseil des Dépêches ; t. VI, 1888, p. 477-512, Conseils des Finances ; t. VII, 1890, p. 405-443, Conseils de la Guerre, de Conscience, de Commerce ; p. 637-647, Additions et corrections. Cette notice, terminée en 1885, fut, cette année-là, imprimée à part et tirée à trente exemplaires. Mais de Boislisle y fit des corrections et des additions dans les tomes V, VI, VII, des *Mémoires* de Saint-Simon, où il vaut donc mieux la consulter.

4. *Le Traité du Conseil du Roi* attribué à Marillac, des règlements du Conseil, les *Mémoires* d'Arnault d'Andilly, de Bassompierre, Fontenay-Mareuil, des Ormesson, de Molé, de Talon.

5. T. VI, p. 477-482 ; t. VII, *passim*.

6. Maintenant que nous avons les travaux de Valois et ceux de Boislisle, une étude des Conseils sous Louis XIII devrait être chronologique.

s'ils sont utiles et s'il serait fort imprudent de les négliger, sauf un, sont trop incomplets pour nous satisfaire pleinement.

Dans l'ordre chronologique, nous trouvons d'abord l'*Histoire de l'Administration monarchique en France depuis l'avènement de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV*, d'Adolphe Chéruel¹. Dans un ouvrage qui embrasse en deux volumes seulement une question et une période aussi vastes, Chéruel n'a pu consacrer au Conseil que quelques pages. Il a dû se contenter, pour Louis XIII, d'attirer l'attention sur l'effort pour organiser le Conseil en corps particulier, avec son personnel spécial à l'avancement réglé. Sa documentation était d'ailleurs trop restreinte pour lui permettre d'aller bien loin².

L'année suivante, M. de Vidaillan publiait une *Histoire des Conseils du Roi, depuis l'origine de la monarchie jusqu'à nos jours*³. C'est le seul ouvrage qui soit franchement mauvais. Il utilise les recueils d'édits et ordonnances de Fontanon, Néron et Girard, et Isambert ; le *Recueil des États-Généraux* de Mayer, les livres de Tessereau et de Girard et Joly, le *Mercure français*, les *Mémoires* de Richelieu. Mais il oublie complètement les autres *Mémoires* beaucoup plus importants et les règlements du Conseil. Surtout, il a une très mauvaise conception de l'histoire et ne se fait aucune idée des problèmes qui se posent. Son chapitre sur le Conseil sous Louis XIII est avant tout une annalistique des intrigues de Cour et des guerres civiles. Il n'y a rien à en tirer.

Chéruel a publié, en 1860, le *Journal d'Olivier Lefèvre d'Or-*

1. Rédigée d'abord en 1847, comme mémoire pour le concours de l'Académie des Sciences morales et politiques, publiée dans le t. IV des *Mémoires* de l'Académie, p. 697 et suiv., reprise, développée et publiée en deux volumes in-8°, 1855. Ce qui concerne le Conseil sous Louis XIII est au t. I, p. 286-291.

2. Elle se composait de quelques règlements du Conseil, extraits des *Mémoires* d'André d'Ormesson, et de quelques souvenirs de ce dernier, reproduits en appendice, n° 11, p. 344-386, et qui sont la partie essentielle de l'ouvrage. Chéruel a reproduit une partie de son *Histoire* dans son *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, art. *Conseil*, 7^e éd., 2 vol. in-16. Paris, 1899.

3. 1856, in-8°, 2 vol. : t. I (510 à 1515), t. II (1515 à 1791) ; ch. XVIII : de 1610 à 1643.

messon et *Extraits des Mémoires d'André Lefèvre d'Ormesson*. Dans son Introduction, il traite l'organisation du Conseil d'État de l'ancienne monarchie. Il n'ajoute rien, en somme, à son étude précédente¹.

En cette même année 1860 paraissait la deuxième édition refondue du remarquable ouvrage de J. Caillet, *L'Administration en France sous le règne de Richelieu*.

Sa documentation était bien meilleure que celle de Chérue^l², et Caillet était un esprit autrement vigoureux et pénétrant. Mais, obligé d'utiliser pour un vaste sujet de nombreux documents, il ne put consacrer au Conseil que quelques pages³. Il fit une analyse des principaux règlements, exacte, mais sommaire, et laissa beaucoup à prendre.

En 1876, Léon Aucoc, livra au public un livre sur *Le Conseil d'État avant et depuis 1789, ses transformations, ses travaux et son personnel*. Cette étude est admirable en son genre par le soin avec lequel sont relevés les documents et les ouvrages sur la question. Son utilisation s'impose pour préparer tout travail sur le Conseil. Sur le Conseil lui-même, sous Louis XIII, dans un livre de peu de pages, il n'a pu donner que de brèves indications.

Le comte de Luçay réunit en volume, en 1881, plusieurs études antérieures sur les secrétaires d'État et y ajouta un Mémoire nouveau. C'est un livre sérieux, bien documenté, qui, à cause de son sujet, n'aborde la question que de biais. Il ne peut fournir que des compléments⁴.

1. Paris, 1860, in-4°. *Collection de Documents inédits sur l'Histoire de France*; 1^{re} série : *Histoire politique*, t. I, Introduction, 2^e partie, paragraphe III, p. c-cviii.

2. Il utilisait l'*Histoire* et le *Dictionnaire* de Chérue^l, le *Traité du Conseil du Roi* attribué à Marillac avec les règlements qui suivent (Sorbonne 1080 = ms. fr. 23675), une série de règlements assez complète trouvée dans le Sérilly 162 (aujourd'hui au British Museum), le *Recueil des États-Généraux* de Mayer, 1789, t. XVIII.

3. T. I, p. 23-34 d'un livre in-12.

4. *Les secrétaires d'État depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*. Paris, 1881, in-8°, viii-647 p., fondé sur Fauvelet du Toc, Sully, Villeroy, Fontenay-Mareuil, Tessereau, Guillard, Isambert et Caillet.

Le vicomte Georges d'Avenel, dans son gros ouvrage sur *Richelieu et la monarchie absolue*¹, a ajouté à ses devanciers en deux pages une étude sur les formes des arrêts et les conjectures qu'il en a tirées sur la façon dont se déroulaient les séances ; en outre, quelques lignes sur la tenue du Conseil, quelques lignes sur le recrutement.

Rodolphe Dareste donna, en 1898, en collaboration avec Pierre Dareste, la seconde édition, très remaniée, d'un livre publié en 1862 : *La justice administrative en France*, où il traita, entre autres, du Conseil du Roi. Il n'utilisa pas de documents nouveaux, mais chercha à creuser davantage la question. Il fit une étude très claire, très intéressante, forcément sommaire, dans un livre où il avait tant à dire, et surtout il adopta un plan méthodique qui l'amena à confondre les périodes.

En 1927, Georges Pagès constatait : « Aucune étude ne relie celle de Noël Valois sur le Conseil d'État jusqu'à la mort de Henri IV à celles d'Arthur de Boislisle sur les conseils au temps de Louis XIV... Il nous manque une étude du Conseil sous Louis XIII². » Cette étude, G. Pagès essaya de la faire et publia les résultats de ses efforts dans la *Revue d'Histoire moderne* en 1937³. Il étudie les sources, les différentes sections du Conseil, le recrutement des conseillers, leur activité. Il s'appuie sur les règlements du Conseil, les brevets des conseillers, les arrêts du Conseil d'État. Or, sans doute à cause des étroites limites imposées à un article de revue, ce mémoire est un peu décevant. Il n'ajoute, en somme, que peu de choses à Caillet. D'ailleurs, il ne donne pas toujours l'impression de la solidité⁴.

L'historien soucieux de bien connaître les Conseils sous

1. 4 vol. in-8°, 1884-1890 ; au t. I, p. 40-57. Il fait des incursions dans le Moyen Âge, mais néglige la première partie du règne de Louis XIII.

2. *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1927, 5^e série, p. 335-338.

3. *Le Conseil du Roi sous Louis XIII*, dans *Revue d'Histoire moderne*, t. XII, nouvelle série, t. VI, p. 294-324, et, à part, dans un volume intitulé : *Études sur l'histoire administrative et sociale de l'Ancien Régime*, publiées sous la direction de M. Georges Pagès (*Société d'Histoire moderne*). Paris, 1938, in-8°, p. 7-38.

4. Voir plus bas, p. 23.

Louis XIII ne trouve donc pas dans tous ces travaux les renseignements qu'il désire. Force lui est de recourir à des ouvrages antérieurs.

* * *

Des juristes et des praticiens du xvii^e et du xviii^e siècle ont fait, dans leurs livres, des chapitres historiques ou sont revenus en arrière dans des chapitres juridiques pour éclairer leur matière et appuyer leurs thèses.

De 1786 à 1788, Pierre Guyot a publié un *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque dignité, à chaque office et à chaque état*, où le Conseil du Roi était traité par Merlin¹. L'auteur, qui utilise beaucoup l'*Histoire* de Guillard, donne quelques indications sur le xvi^e siècle et sur Louis XIV. Il semble avoir joué à éviter Louis XIII. Il n'écrit que quelques lignes sur le règlement du 3 janvier 1628, page 191, et, page 224, quelques mots sur ce même règlement, qui paraît être le seul à avoir attiré son attention. Le travail, très bon pour la fin du xviii^e siècle, ne peut nous servir pour Louis XIII qu'à nous poser des questions.

René Guillard, avocat au Conseil, dans son *Histoire du Conseil du Roi*, fort inspirée d'un traité antérieur attribué à Marillac, ne fait pour notre période que découper les règlements du Conseil et reclasser méthodiquement ses extraits². Il vaut mieux se reporter au traité, qui est d'un contemporain, et lire les règlements. C'est aussi l'observation qu'appelle

1. Paris, 4 vol. in-4°; au t. II, 1787, seconde partie, ch. LXXIX, du Conseil du Roi, p. 184-286. A la même époque, en 1786, Toloza a publié, à Paris, chez Moutard, un gros volume in-4° : *Règlement du Conseil précédé de l'explication des différents articles compris dans chacun des chapitres; avec les formules des procédures qu'on y suit et celles des arrêts ou jugements qui s'y rendent*. C'est un commentaire du règlement de 1738, qui ne contient rien pour les périodes antérieures. Il en est de même du *Style du Conseil* de Gauret, publié en 1700 à Paris.

2. *Histoire du Conseil du Roi depuis le commencement de la monarchie jusqu'à la fin du règne de Louis le Grand, par rapport à sa juridiction*. Paris, 1718, in-4° (Privilege royal du 7 août 1715). Fondé sur le traité attribué à Marillac, du Tillet, Fontanon, Mezeray, Miraulmont et les règlements du Conseil.

l'Histoire et origine des Conseils du Roi, écrite vers 1703 par de Lisle de Hérissé¹, qui « n'est qu'une sorte d'édition nouvelle, revue et augmentée... », du traité attribué à Marillac².

Nous sommes ainsi peu à peu rejetés vers des ouvrages qui émanent de membres du Conseil qui ont vécu sous Louis XIII, et qui sont donc des sources.

Il existe un traité du Conseil du Roi, intitulé : *Des personnes desquelles les Roys ont composé leurs Conseils...*, et qui débute au règne de Henri III. J'en connais quatre copies à la Bibliothèque nationale : le ms. fr. 18155 (ancien Saint-Germain 1336), qui provient du chancelier Séguier, mort en 1672 : le ms. 193 des Cinq-Cents de Colbert ; le ms. fr. 4589, belle copie du dernier quart du xvii^e siècle ; le ms. 649 de la collection Clairambault, où le texte a été écourté par le copiste. Ms. fr. 18155 et ms. fr. 4589, qui sont de deux copistes différents, renferment, en outre, d'autres traités, dans chaque manuscrit tous de la même main : un traité des *Chanceliers et gardes des Sceaux de France sous le Roy François I^{er} et autres Roys ensuivans* ; un traité des *Surintendants des finances de France*. Dans ms. fr. 18155, le traité des chanceliers se termine ainsi : « ... Iceluy Séguier... Dieu le conserve encore longtemps en cette place pour le bien de l'Eglise, le service du Roy et l'honneur de cet Estat... », et, d'une autre écriture : « ... C'est la prière que fait de tout son cœur, Monseigneur, Votre très humble, très obéissant et très affectionné serviteur, Lefèvre de Lézeau, le 20^e février 1667. » Le traité des chanceliers est donc de Lefèvre de Lézeau, de 1667, dédié à Séguier. Or, le traité des surintendants se termine ainsi : « ... Depuis, et en la présente année 1668, se trouve qu'il n'y a plus que deux Intendants des finances, à savoir le Sieur Marin et le Sieur Hotman... et qu'il n'y a plus qu'un seul Contrôleur des Finances, à savoir M. Colbert. » Le traité du Conseil du Roi est clos par la liste des conseillers d'État servant au Conseil du Roi, dont la fin est en ces mots : « Finances, Colbert, Contrôleur général,

1. Bibl. nat., nouv. acq. franç., 9731 (autrefois Lancelot 100).

2. Aucoc, *ouvr. cité*, p. 18.

Marin et Hotman, Intendants. » Les trois traités sont donc de la même année, ils sont de la main du même copiste, dans le même volume retrouvé dans la bibliothèque de Séguier, alors que l'un d'eux est signé Lefèvre de Lézeau, et spécialement dédié à Séguier. Il y a donc les plus grandes probabilités, confinant presque à la certitude, pour qu'ils soient tous de Lefèvre de Lézeau. Ce Lefèvre de Lézeau était conseiller d'État, frère du doyen du Conseil André Lefèvre d'Ormesson, oncle du maître des Requêtes Olivier Lefèvre d'Ormesson. Il devait mourir en 1680 doyen des conseillers d'État. Il avait été maître des Requêtes depuis 1618, grand ami et disciple du chancelier Michel de Marillac, qui lui communiquait des documents, et dont il écrivit une biographie apologétique restée manuscrite¹. Son traité est donc une source pour le règne de Louis XIII. Mais il n'est qu'une analyse de règlements, dans l'ordre chronologique², avec quelques souvenirs personnels et, ceux-ci extraits, il vaut mieux se reporter au texte même des règlements.

Un autre traité du Conseil du Roi est plus important. Intitulé tantôt : *Des personnes desquelles les Roys ont composé leurs Conseils et qui ont entrée, séance et voix en iceluy*, tantôt : « *Recueil des Conseils du Roy. De l'origine et règlements d'iceux*. Ce recueil contient seulement les exemples tirés de l'antiquité de l'histoire et des Registres du Parlement et autres de ce qui est observé cy-devant en chacun des articles remarqués et contenus en icelluy », il commence toujours par : « Il n'est pas besoin de rechercher l'origine... », et est suivi généralement de copies de règlements du Conseil. Ce traité a eu, au XVII^e siècle, un grand succès. J'en ai rencontré à Paris vingt et une copies³, je ne suis pas sûr de les con-

1. Bibl. Sainte-Geneviève, ms. 2005-2006.

2. 1578, 1584, 1585, 12 octobre 1622, 1^{er} juin 1624, 26 août 1626, 3 janvier 1628, mai 1644, juin 1644, 3 mai 1657, 3 octobre 1658.

3. Bibl. nat., ms. fr. 4582, 4583, 4592, 10837, 16217, 16218, 18151, 23674, 23675, 23676 ; nouv. acq. franç. 2471-9732. — Cinq-Cents Colbert 194. — Arsenal, ms. 4248, 4249 4250. — Mazarine M. 2645. — Arch. nat., KK. 626, U. 945 A, U. 946, U. 947. Aucoc n'a pas connu les manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal ni les U. 946 et 947 des Archives nationales.

naître toutes, et il doit y en avoir en province, au moins dans les bibliothèques des villes où il y a eu Parlement.

Il y a discussion sur l'auteur. Caillet attribue le traité à Olivier Lefèvre d'Ormesson, troisième fils d'André, maître des Requêtes depuis 1643, et qui, à ce titre et surtout comme aide de son père, assista régulièrement aux séances du Conseil d'État, jusqu'à ce qu'il fût tombé en disgrâce pour avoir refusé de conclure à la peine de mort pour Fouquet, et fut ensuite comme contraint de vendre sa charge de maître des Requêtes, en 1667. Caillet connaissait le traité par un manuscrit de la Bibliothèque nationale, provenant du fonds Sorbonne (Sorbonne 1080, aujourd'hui ms. fr. 23675), légué à la Bibliothèque de la Sorbonne par Nicolas Petitpied, docteur en théologie, conseiller au Châtelet, né le 4 août 1665, mort le 7 janvier 1747. Le titre porte le nom de l'auteur : « Par Monsieur d'Ormesson, Ancien Maître des Requêtes... » Une autre main a ajouté en interligne, entre « Monsieur » et « d'Ormesson », d'une encre plus noire, d'une écriture tremblée, « Olivier Lefèvre¹ ». Chéruei, qui a utilisé le même manuscrit, fait la même attribution et y ajoute des détails d'une précision troublante : « Son journal, qui commence précisément au moment où il achète la charge de Maître des Requêtes, nous le montre assistant régulièrement aux séances du Conseil d'État, s'y instruisant des questions de finances et d'administration générale qu'on y discutait. Il fit même, sous la direction de son père, un recueil de toutes les ordonnances qui régissaient le Conseil d'État et ce manuscrit existe encore aujourd'hui à la Bibliothèque Impériale. » (En note, il cite le Sorbonne 1080².) Mais d'où Chéruei tire-t-il ces renseignements? Je n'ai rien trouvé dans les mémoires d'Olivier sur la rédaction de ce travail ; rien dans les fragments des mémoires d'André que Chéruei a publiés. Chéruei a l'air de considérer le Sorbonne 1080 comme le manuscrit même d'Olivier. Mais, si celui-ci l'a rédigé vers 1643, l'écri-

1. Caillet, *ouvr. cité*, p. 20, ms. fr. 23675, Petitpied laissa à la Sorbonne près de cent manuscrits (L. Delisle, *Le Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque nationale*. Paris, in-fol., t. II, 1874, p. 203).

2. *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, Introduction, p. xi.

turé du manuscrit porterait à attribuer au volume une date bien postérieure. D'ailleurs, s'il a été fait vers 1643, comment d'Ormesson est-il qualifié, sur le titre : d' « ancien Maître des Requêtes » ? Ce n'est qu'une copie. Peut-être a-t-elle été donnée par les Ormesson à Petitpied ? Au-dessus du titre, le manuscrit porte ces mots : « Pour M. Nicolas Petitpied, Docteur en Théologie, de la Maison et Société de Sorbonne, Sous-Chantre et Chanoine de l'Église de Paris, Conseiller du Roi au Châtelet. » Mais cet en-tête est de la même encre noire, de la même écriture tremblée, que la correction du titre, et de cette écriture, si caractéristique, a été recopié, dans le même manuscrit, le règlement du 29 janvier 1690. De cette écriture, il y a des additions à un exemplaire imprimé des *Généalogies des Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hôtel du Roy*, par François Blanchard¹, qui a appartenu à Nicolas Petitpied ; la plus récente, au fol. 24 v^o, est « Obiit parisis 2 Aprili 1704. » Or, Olivier Lefèvre d'Ormesson est mort le 4 novembre 1686. D'ailleurs, Henri Martin, dans le *Catalogue* de la Bibliothèque de l'Arsenal, déclare que ces notes sont de la main de Nicolas Petitpied². Un autre Ormesson a-t-il donné ce manuscrit à Petitpied ? Le manuscrit étant venu à Petitpied par une autre voie, le théologien était-il su par un Ormesson de qui il était ? Tout cela est possible ; Petitpied était très curieux de tout ce qui touchait au Conseil, aux Requêtes de l'Hôtel et au Parlement³. Un fils d'Olivier Lefèvre d'Ormesson, Claude-François-de-Paule, devint docteur en Sorbonne, doyen et grand vicaire de Beauvais, et mourut le 3 février 1717. Mais Petitpied a pu tout aussi bien avoir ce manuscrit d'une source inconnue, trouver l'attribution faite à d'Ormesson, « ancien Maître des Requêtes », et connaître par ses recherches qu'il ne pouvait s'agir que d'Olivier Lefèvre. Au milieu de tous

1. Paris, 1670, Arsenal, ms. 5039.

2. *Catalogue général des manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal*, 8 vol. in-8° (*Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publiques de France*), t. V, p. 14.

3. Guédier de Saint-Aubin, *Catalogus codicum manuscriptum Sorboni-corum*, autrefois Arsenal 856, puis 6268 ; depuis 1928, Bibl. nat., nouv. acq. lat. 100.

ces possibles, rien ne permet de se décider. Il reste qu'un manuscrit d'origine inconnue, de date assez tardive, attribue l'ouvrage à Olivier Lefèvre d'Ormesson.

L'attribution, en tout cas, n'était pas discutée lorsque Aucoc étudia une liste des manuscrits où se trouvaient des règlements du Conseil du Roi. Il connut ainsi de nombreuses autres copies du traité du Conseil, qu'avaient ignorées Chéruel et Caillet, et en rencontra trois qui l'attribuaient au chancelier de Marillac, dont deux donnaient la date de composition, 1632¹. Aucoc se convainquit que le traité était bien de Marillac et il en donna des preuves. Le traité était rédigé : « ... évidemment vers 1630... », puisqu'il ne rapportait aucun document postérieur à cette époque ; il était impossible qu'André Lefèvre d'Ormesson, conseiller d'État jusqu'en 1665, et Olivier, son fils, maître des Requêtes en 1643, eussent écrit un traité qui ne parle d'aucun des documents postérieurs à 1630 ; un traité du Conseil du Roi d'André Lefèvre d'Ormesson est mentionné par le Père Lelong, n° 32404, comme un ouvrage différent de celui qui nous occupe. Il écartait deux difficultés : Lefèvre de Lézeau ne mentionne pas ce traité dans son histoire de M. de Marillac ; mais, disait Aucoc, il ne mentionne pas non plus son traité des chanceliers et garde des Sceaux ; ni son mémoire contre l'autorité du Parlement. L'autre difficulté est plus sérieuse : Achille III de Harlay, premier président au Parlement de Paris de 1639 à 1707, sur un exemplaire qui lui appartenait², avait écrit, en marge du titre : « Mémoire touchant le Conseil du Roy fait par M. de Marillac. Néanmoins il est parlé du Cardinal de Richelieu, p. 30 v^o, comme s'il eust été mort lorsque cet escrit a été composé, ce qui ne conviendrait pas à cet auteur... » « Toutefois, dit Aucoc, le passage dont il s'agit constate uniquement, en nommant le cardinal de Richelieu, « que l'Église et la France auront toujours une « très honorable mémoire de ses Conseils », ce qui pouvait

1. Bibl. nat., ms. fr. 16218 (Harlay 79) ; ms. fr. 4592, nouv. acq. franç. 9732 (Lancelot 101).

2. Bibl. nat., ms. fr. 16218.

s'écrire de son vivant. Il est donc douteux que Michel de Marillac ait pu écrire cette ligne après la journée des Dupes et le procès de son frère, le Maréchal. Mais le manuscrit, qui ne nous paraît pas complètement terminé, pouvait avoir été rédigé avant la fin de l'année 1630. C'est la date donnée par Denis Godefroy, historiographe du Roy (dans ses additions de 1658 à l'ouvrage de Le Féron : *Histoire des Connétables, Chanceliers, Gardes des Sceaux et maréchaux*, p. 176-177)¹... » Les raisons d'Aucoc semblèrent décisives. Lorsque Noël Valois et de Boislisle connurent aux Archives nationales une bonne copie du traité², ils l'attribuèrent sans hésitation à Marillac, bien qu'elle fût anonyme, et l'utilisèrent.

Depuis, R. Dareste a admis la date de 1632 pour la composition, mais que le traité avait été fait par Lefèvre d'Ormesson pour le chancelier de Marillac³. Il ne donna pas ses raisons, et son érudition ne paraît pas solide, car il écrit que Chéruel en a donné une analyse dans son *Histoire de l'Administration monarchique en France*, à l'appendice du t. I, alors que cet appendice ne contient que des morceaux copiés dans les mémoires d'André Lefèvre d'Ormesson. Georges Pagès cita « un traité attribué à Michel de Marillac et qui est conservé aux Archives nationales⁴ », et « celui d'Olivier Lefèvre d'Ormesson dont les deux premiers chapitres se trouvent dans un recueil de pièces aux Manuscrits de la Bibliothèque nationale », et il cite en note le ms. fr. 18151⁵. Mais il ne semble pas s'être aperçu que ces deux premiers chapitres sont identiques à ceux du traité attribué à Marillac et qu'il n'y a pas deux traités, un de Marillac et un d'Olivier Lefèvre d'Ormesson, mais un seul attribué à ces deux auteurs. Les opinions de R. Dareste et G. Pagès ne comptent donc pas.

Restent face à face deux camps : Caillet et Chéruel, qui

1. L. Aucoc, *ouvr. cité*, p. 9-14.

2. Arch. nat., U. 945 A.

3. R. Dareste, *ouvr. cité*, p. 57.

4. Arch. nat., U. 946 A.

5. *Ouvr. cité*, p. 8.

tiennent pour Olivier Lefèvre d'Ormesson ; Aucoc, Valois et de Boislisle, qui sont pour Marillac.

Vérifions les raisons d'Aucoc et allons voir la fameuse phrase du fol. 30 v^o du manuscrit de Harlay, qui se trouve dans toutes les copies du traité et qui en fait donc bien partie intégrante : « ... comme les cardinaux Briçonnet et d'Amboise, du Prat, Tournon et de Lorraine, et, sous Louis XIII, le Cardinal de Richelieu, des Conseils desquels l'Église et la France auront toujours une très honorable mémoire... ». La phrase semble bien d'appliquer à tout un groupe de gens qui n'existent plus, y compris le Roi, dont un contemporain dirait plutôt : « sous le Roy à présent régnant ». D'autre part, l'attribution à Marillac se trouve, comme celle à Olivier d'Ormesson, dans des manuscrits de basse époque ; dernier quart du xvi^e siècle ou du xviii^e, aux mains de gens qui, ou bien doutaient de l'attribution comme Harlay, ou bien n'étaient pas très familiers avec le règne de Louis XIII. Le ms. fr. 4592, fol. 2, attribue ainsi l'ouvrage à Marillac : « Dressé par feu Monsieur de Marillac vivant surintendant des finances en 1632. » Or, Marillac avait quitté la surintendance des finances le 1^{er} juin 1626, pour devenir garde des Sceaux, et il occupa son exil, à Châteaudun, à des lectures pieuses. Le renseignement d'un copiste aussi bien au courant de l'histoire doit-il être retenu ? André ou Olivier d'Ormesson ont pu rédiger ce traité sans parler des règlements postérieurs à 1630, s'ils l'ont écrit entre 1630 et l'apparition de ces règlements. Les articles du Père Lelong ont été lus un peu vite par Aucoc. Il a bien vu que le mémoire 32401 désigne notre traité : « *ms. Recueil des Conseils du Roi, de l'origine et règlement d'iceux tirés de l'Antiquité, de l'Histoire et des registres du Parlement et du Conseil*¹. Ce recueil était conservé dans la Bibliothèque de Caumartin² et dans celle de Colbert de Croissy, évêque de Montpellier. » Mais le n^o 32404, qui lui a fait croire à l'existence d'un autre traité par André Lefèvre d'Ormesson, est ainsi rédigé : « *ms.*

1. C'est le titre sur ms. fr. Arsenal 4248 entre autres.

2. Mort en 1723.

du Conseil du Roi, des personnes desquelles les Rois ont composé leur Conseil et qui ont entrée, séance et voix en icelui, par (André le Fèvre) d'Ormesson, Conseiller d'État, in-folio. Son traité conservé dans la Bibliothèque de M. l'Évêque de Séz et dans celle de M. le Chancelier d'Aguesseau¹. » Or, nom d'auteur à part, c'est le titre que portent d'autres copies du traité identiques à celles qui ont le premier titre². Il s'agit donc bien du même ouvrage. Aucoc, d'autre part, n'a pas fait attention aux parenthèses qui entourent André Le Fèvre et qui indiquent que le Père Lelong ne se croyait sûr que du nom d'Ormesson. Enfin, la notice nous apprend que d'autres manuscrits que le Petitpied attribuaient l'ouvrage à un Ormesson.

Les arguments d'Aucoc ne sont donc pas inébranlables. Si nous faisons la chronologie des manuscrits³, nous remarquons que les deux premières copies du traité sont du début du règne personnel de Louis XIV, vers 1663⁴. Une seule pourrait être antérieure, celle du ms. fr. 18151, qui provient du chancelier Séguier : elle contient des règlements du Conseil jusqu'à ceux de 1630 inclus, et, à la suite, les deux premiers chapitres du traité. Comme les règlements de mai et juin 1644 ne s'y trouvent pas, on peut penser que les copies ont été faites entre 1630 et 1644. Mais ceci ne s'opposerait pas à l'attribution à un Ormesson, et d'ailleurs il est possible que les deux premiers chapitres du traité aient été ajoutés après coup sur les feuillets laissés libres par les copies de règlements. Donc le traité pourrait avoir été rédigé bien des années après 1630. Le dernier texte cité est l'ordonnance de janvier 1629, et les règlements de 1630 n'y sont pas. Mais Lefèvre de Lézeau, dans son traité du Conseil terminé en 1667, n'utilise ni l'ordonnance de 1629 ni les règlements de 1630. Il n'y a donc pas là de difficulté. Il est parlé dans l'ou-

1. Jacques Lelong, prêtre de l'Oratoire, *Bibliothèque historique de la France*, revue par Fevret de Fontette, conseiller du Parlement de Dijon, 1771, in-fol., 5 vol.

2. Par exemple, Arsenal 4250, ms. fr. 23675, etc...

3. Voir plus bas, p. 31.

4. Cinq-Cents Colbert 194 ; Clairambault 651.

vrage de Richelieu et de Louis XIII, comme s'ils étaient morts, et il n'y est rien dit des règlements de mai et juin 1644, surtout de celui du 16 juin 1644. Donc, il a pu être fait entre le 14 mai 1643, date de la mort du Roi, et le 16 juin 1644. Or, Olivier Le Fèvre d'Ormesson était maître des Requêtes depuis février 1643. Nous le voyons très bien se préparer à ses fonctions, à réunir les règlements du Conseil et à en faire des extraits méthodiques, ce qui est le caractère de l'ouvrage. C'est d'autant plus vraisemblable qu'en 1661, lorsqu'il fut nommé membre de la Chambre de Justice chargé d'instruire le procès de Fouquet, il s'y prépara en faisant un extrait des ordonnances des rois de France sur les questions financières et les procès de plusieurs trésoriers royaux¹. Peut-être fit-il son traité du Conseil sous la direction de son père, puisque celui-ci le fit plusieurs fois rapporter à sa place pour l'exercer². Nous avons sans doute refait quelques-uns des raisonnements de Chéruel.

Mais, dira-t-on, si Olivier Lefèvre s'est documenté pour ses fonctions de maître des Requêtes, comment a-t-il négligé des règlements aussi importants que ceux de 1630, appliqués, semble-t-il, jusqu'en 1643? Cette omission des règlements de 1630 vaut d'y réfléchir. D'autre part, ce traité a eu du succès. Comment alors Denys Godefroy, historiographe du Roi, bien placé pour être renseigné sur les Conseils et les Chanceliers, attribue-t-il, en 1658, première attribution que nous en connaissions, le traité à Marillac et en fixe-t-il la rédaction en 1630? S'il avait été fait quinze ans auparavant par un Lefèvre, comment Denys Godefroy aurait-il pu imprimer cette phrase, alors que deux Lefèvre étaient au Conseil et un parmi les maîtres des Requêtes³. Ne peut-on penser que

1. Chéruel, *Introduction au journal...*, p. XLV.

2. *Mémoires*, I, p. 10.

3. J'ai vérifié la citation de Godefroy. Elle se trouve bien dans le traité du Conseil du Roi qui nous occupe. De Lisle de Hérissé attribue aussi le traité à Marillac (nouv. acq. franç. 9731 (Lancelot 100), p. 37 v^o, 39, 48), mais parce qu'il connaissait l'opinion de Godefroy, qu'il admet sans discussion. Il connaissait mal le règne de Louis XIII : il attribue la collection dite de Brienne au comte de Brienne (fol. 65 v^o), alors qu'elle a été formée par le père de ce dernier.

ce traité était resté soit inconnu, soit négligé à cause de la disgrâce de Marillac, et que c'est Denys Godefroy qui a, ou appelé l'attention sur lui, ou montré par sa publication qu'il n'y avait aucun risque à s'en servir, puisque les copies se multiplient après 1658? Cette méthode de travail n'était pas spéciale à Olivier : Colbert faisait de même. Marillac a pu se préparer ainsi à la rédaction de ses grands règlements de 1630.

Retournons au texte du traité. Dans le chapitre iv, de l'Ordre et séance des Conseils, il traite des rangs et séances des surintendants : « Audit sieur de la Vieuville succédèrent les sieurs de Champigny et de Marillac conjointement le 13 août 1624 et administrèrent la charge ensemble en ladite qualité de Surintendants des Finances ; ils n'eurent point de brevet et ne le demandèrent pour ce que ledit sieur de Champigny se trouva le plus ancien dudit Conseil n'ayant au-dessus de luy que M. de Châteauneuf qui n'y venait point à cause de son grand aage.

« A la fin de février 1626, ledit sieur de Marillac demeura seul surintendant des finances et un pareil brevet que dessus pour précéder ceux du Conseil après les officiers de la Couronne, mais il n'en voulut pas user envers lesdits sieurs de Chasteauneuf et Champigny.

« Après ledit sieur de Marillac, qui en sortit au mois de juin 1626, fut fait Garde des Sceaux, succéda le Marquis d'Effiat qui a eu pareil brevet et en a usé. »

Puis il abandonne définitivement les rangs et séances des surintendants pour traiter de l'ordre des opinions.

Ce texte appelle deux remarques :

La première que le traité a été évidemment rédigé très tôt. L'auteur ne cite aucun surintendant après d'Effiat, qui mourut en juillet 1632, et il en parle en termes qui n'impliquent pas que d'Effiat n'existât plus. Si nous rapprochons cela du fait que d'Effiat a été surintendant depuis février 1626, que le dernier texte cité dans le traité est de janvier 1629, nous en concluons que Denys Godefroy avait probablement raison d'en placer la rédaction en 1630.

La deuxième est que le traité n'est sans doute pas de Marillac, puisqu'il est parlé du chancelier à la troisième per-

sonne. Mais peut-on attacher de l'importance à cette bizarrerie de rédaction, alors qu'une phrase semblait rejeter la composition du livre après la mort de Richelieu? Le traité aurait-il été retouché entre 1630 et 1660? Mais alors pourquoi n'y a-t-on pas utilisé de documents postérieurs à 1630?

Il y a tout de même dans ce texte bien des bizarreries. Dans l'état actuel des documents, le problème ne paraît pas comporter de solution exacte.

Il reste certain seulement que le traité a été rédigé dans la première moitié du *xvii^e* siècle, par un homme très renseigné sur le Conseil; qu'il a eu un grand succès après 1660, a été reproduit de nombreuses fois, et que, pour le rendre plus commode, certains copistes l'ont distribué en huit chapitres, alors qu'il était primitivement en six, sans que le texte ait été le moins du monde changé.

Comme un des deux titres l'annonce, ce traité consiste surtout en un découpage et un reclassement logique des règlements. Quelques réflexions et souvenirs personnels y sont mêlés. Ils sont fort intéressants, mais, une fois extraits, il vaut mieux nous reporter au texte même des règlements. Ce livre, lui non plus, ne peut nous donner entière satisfaction.

Les autres ouvrages ne donnent que des indications fragmentaires. Du Crot, dans son *Style du Conseil*, ne traite que du Conseil privé et d'un point de vue tout pratique¹. E. Girard et J. Joly, dans leurs trois livres des *Offices de France*, ont quelques extraits de l'ordonnance de Marillac et la liste, faite en décembre 1623, des maîtres des Requêtes², Fauvelet du Toc, dans son *Histoire des Secrétaires d'État*³, ne fait guère qu'une suite de biographies; on peut y prendre quelques détails complémentaires.

Ainsi, les ouvrages sont insuffisants⁴. Il nous faut recourir à d'autres sources.

1. Lazare du Crot, avocat aux Conseils, *Les vrais styles des Conseils d'État et privé du Roy, conformes au résultat du dernier juin 1597*. Paris, Richer, 1623, in-8°; 2^e éd., Bourricant, 1645, in-4°.

2. Paris, Richer, 1638, 2 vol. in-fol., II, p. 679-680 et fol. cccxiv.

3. Paris, 1668, in-4°.

4. J. du Tillet, *Recueil des Roys de France*. Paris, Métayer, 1618, in-4°, ne traite que du Conseil privé et seulement jusqu'à Henri II.

* * *

Les Mémoires des contemporains fournissent de nombreux détails précis, vivants, intéressants pour connaître la pratique et contrôler l'application des ordonnances et des règlements. Les meilleurs sont ceux d'André Lefèvre d'Ormesson, maître des Requêtes en 1605, conseiller d'État en 1616, doyen du Conseil en 1654, dont Chéruel a donné des extraits dans son *Histoire des institutions administratives*¹ et dans son édition des *Mémoires* d'Olivier Lefèvre d'Ormesson²; ceux d'Olivier Lefèvre d'Ormesson, fils d'André, maître des Requêtes au début de 1643, pour les derniers mois du règne de Louis XIII et ensuite pour quelques coutumes qui ne changeaient pas; ceux de Robert d'Arnauld d'Andilly, commis d'Isaac Arnauld, intendant des finances, depuis 1605, à seize ans, qui assista depuis 1611 au Conseil de la Direction derrière le Roi et la Reine mère, travailla, en 1615 et 1616, avec son oncle au Conseil, fit lui-même les lettres, mémoires et expéditions, fut le 9 mars 1618 nommé conseiller d'État, devint de 1619 à 1623 aide de Schomberg, surintendant des finances et, en fait, exerça la fonction, fut en 1634 intendant de l'armée du Rhin et, en 1643 et 1644, un des principaux conseillers d'Anne d'Autriche; ses écrits, qui vont de 1614 à 1632, sont pleins d'indications précieuses³; ceux de Henri-Auguste de Loménie, sieur de la Ville-aux-Clercs, comte de Brienne, fils d'Antoine de Loménie, secrétaire d'État, qui eut la survivance de son père depuis 1615, accompagna le Roi de longues années, fut ambassadeur, puis secrétaire d'État en titre de janvier 1638 à février 1643⁴; ceux de Paul Phély-

1. T. I, appendice II, p. 344-386.

2. T. I, Introd., p. xxx-xxxviii; t. II, appendice, p. 635 et suiv.

3. Il faut distinguer : les *Mémoires*, publiés dans la collection Michaud-Poujoulat; — le *Journal*, plus important pour l'étude du Conseil, éd. par A. Halphen, *Journal inédit d'Arnauld d'Andilly (1614-1620)*. Paris, 1857, 1 vol. in-8°, bonne introduction, bonne annotation, analyses commodées; travail poursuivi par E. Halphen, aidé de J. Halphen, *Journal inédit d'Arnauld d'Andilly (1620-1632)*. Paris, 10 fasc. in-8°, 1888-1909, peu de notes, aucun moyen de s'orienter dans le texte.

4. *Mémoires du comte de Brienne, ministre et secrétaire d'État, contenant*

peaux de Pontchartrain, secrétaire d'État depuis 1610 jusqu'à sa mort le 21 octobre 1621¹; ceux de Fontenay-Mareuil, homme d'épée, tardivement conseiller d'État, mais assez bien en Cour pour avoir été bien renseigné²; ceux de Bassompierre, homme d'épée et courtisan, très renseigné, et qui assista d'ailleurs à quelques Conseils secrets³; ceux de Mathieu Molé, procureur général au Parlement de Paris, garde du Trésor des chartes, qui sont une collection de lettres, d'arrêts et de rapports⁴; enfin, ceux d'Omer Talon, avocat général au Parlement de Paris en 1631, premier avocat général en 1641, dont les souvenirs sont rassemblés à partir de 1630⁵.

Ces mémoires sont indispensables. Mais ils ne peuvent permettre de bâtir un ensemble. Ils sont utilisables par rapport aux règlements du Conseil qu'ils servent à éclairer, compléter, contrôler. Imaginons que les règlements du Conseil et les ouvrages qui en sont tirés aient disparu. Nous serions bien embarrassés avec tous ces mémoires pour reconstituer l'organisation, le recrutement, le fonctionnement des Conseils.

Quant aux arrêts du Conseil, chose curieuse, ils ne peuvent guère servir à résoudre les diverses questions qui nous préoccupent. De grands espoirs avaient été fondés sur leur étude. Georges Pagès, en 1927, écrivait : « Il nous manque une étude du Conseil sous Louis XIII,... d'après ses arrêts⁶. »

les événements les plus remarquables du règne de Louis XIII et de ceux du règne de Louis XIV jusqu'à la mort du cardinal Mazarin (Nouvelle collection de Mémoires..., éd. par Michaud et Poujoulat, 3^e série, t. III, p. 1-77).

1. *Mémoires concernant les affaires de France sous la régence de Marie de Médicis, avec un journal des Conférences de Loudun (Nouvelle collection des Mémoires..., éd. par Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. V, p. 297-445).*

2. *Mémoire de messire François Duval, marquis de Fontenay-Mareuil (Nouvelle collection de Mémoires, éd. par Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. V, p. 1-292).*

3. *Journal de ma vie. Mémoires du maréchal de Bassompierre*, éd. marquis de Chantérac (*Société de l'Histoire de France*), 4 vol. in-8°, 1870-1877, surtout le t. II.

4. *Mémoires*, éd. Aimé Champollion-Figeac (*Société de l'Histoire de France*), 4 vol. in-8°, 1855; t. I : 1614-1628; t. II : 1629-1641.

5. *Mémoires*, éd. Champollion-Figeac et Aimé Champollion fils (*Nouvelle collection de Mémoires...*, éd. par Michaud et Poujoulat, 3^e série, t. VI, à 39, p. 1-86).

6. *Bull. Soc. Histoire moderne*, 1927, 5^e série, p. 336.

En fait, Georges Pagès n'a pas tiré grand'chose de dépouillements assez étendus poursuivis pendant onze ans. Il ne pouvait pas en tirer grand'chose. La patience peut venir à bout de la résistance qu'oppose la masse de ces arrêts qui se comptent par dizaine de milliers. Mais, s'ils sont une mine de renseignements sur les autres institutions et sur les mœurs, ils instruisent fort mal sur le Conseil lui-même. Il est absolument impossible de savoir de quelle section du Conseil viennent les arrêts, car tous se ressemblent. Tout ce que l'on peut faire est de distinguer les arrêts sur requête des arrêts en commandement, mais, à l'exception du Conseil privé, toute section du Conseil rendait des uns et des autres. Il est à peu près impossible de savoir comment les décisions étaient prises, car les formes des arrêts nous cachent la réalité¹. Pagès, pour le règne de Louis XIII, après Valois pour le règne de Henri IV, a essayé de tirer parti des signatures pour discerner la composition réelle des Conseils et le rôle des conseillers. Pas plus que Valois², ce travail ne l'a mené bien loin. Ces signatures sont d'ordinaire peu nombreuses au bas de chaque acte, elles renseignent mal sur la présence des conseillers et elles sont de forme, elles n'indiquent rien sur l'activité réelle du signataire.

Finalement, nous sommes repoussés vers les règlements eux-mêmes.

* * *

Les règlements ont été parfois vus avec défiance : leur nombre a fait penser qu'ils n'avaient pas reçu d'application, la comparaison avec les mémoires a montré que certaines au moins de leurs dispositions étaient restées sur le papier. G. d'Avenel écrit cavalièrement : « Il y eut sous Richelieu divers règlements intérieurs ayant pour objet de répartir les affaires, quelquefois assez arbitrairement, entre plusieurs

1. Quelques généralités, comme celles que l'on trouve dans d'Avenel, quelques remarques qui permettent de s'apercevoir qu'il y a des apparences dont il ne faudrait pas être dupe, c'est tout ce que l'on a pu obtenir.

2. Voir R. Mousnier, *art. cité*.

sous-conseils. Les uns ne furent pas appliqués, les autres le furent imparfaitement et pendant peu de temps... *Il n'y a pas lieu d'en tenir compte*¹. » De Boislisle dit aussi, d'après d'Avenel : « ... La plupart de ses règlements restèrent à l'état de lettre morte²... » Valois exprime l'avis que : « C'est dans les recueils d'arrêts plus que dans les règlements, c'est aussi dans les correspondances ou mémoires contemporains qu'on retrouve un tableau fidèle du Conseil³... »

Cependant, contrairement à l'opinion hautaine et dédaigneuse de d'Avenel, il y a lieu de tenir le plus grand compte des règlements. Toute étude sérieuse du Conseil doit commencer par leur examen approfondi. Seuls, ils nous font apparaître l'ensemble de l'institution et nous permettent de brosser un tableau que l'étude des Mémoires, des Cahiers des États-Généraux et des Assemblées de Notables, des arrêts du Conseil, viendra ensuite compléter, animer et rectifier, mais qu'elle ne permettrait pas de bien faire. Ces règlements ne créent pas tout de toutes pièces : ils cherchent à modifier pour l'améliorer une réalité préexistante qu'ils révèlent. La comparaison attentive des règlements successifs entre eux fait apparaître ce qui durait, ce qui se faisait et ce qui est resté sur le papier, les parties vivantes et les parties caduques ou idéales. Même lorsqu'ils ont été entièrement nuls, les règlements sont précieux comme documents sur la pensée des hommes d'État, les tendances du gouvernement et de la société, les manœuvres politiques. Déterminer d'ailleurs (ce qui n'a jamais été fait) dans quelle mesure tel règlement ou tel article d'un règlement a été ou n'a pas été appliqué, pourquoi il avait été décidé, quelles sont les raisons qui ont limité ou empêché son effet, serait fécond en découvertes de nature à éclairer toute la politique intérieure. Jusqu'ici, nous n'avons, de-ci de-là, dans les histoires, que des fragments de ce travail. Enfin, ces règlements apportent des renseignements sur d'autres institutions et sur les hommes.

1. *Ouvr. cité*, t. I, p. 44.

2. *Mémoires de Saint-Simon*, IV, p. 390, note 2.

3. N. Valois, *ouvr. cité*, p. cxxiii.

Tout cela impose de ne pas traiter cette source à la légère. Certes, aucune source ne se suffit à elle-même, et la vérité ne peut sortir que de l'utilisation de tous les documents qui nous restent. Imaginons cependant que toutes les autres sources disparaissent, les règlements du Conseil à eux seuls nous permettraient d'approcher souvent du vrai.

C'est ce qu'ont reconnu les historiens. Valois, après avoir fait la critique des règlements, protestait en note contre la désinvolture du vicomte d'Avenel¹ et, en fait, il a tiré beaucoup des règlements pour le xvi^e siècle. G. Pagès pense qu'on peut « tirer d'eux des renseignements utiles et sûrs », bien qu'il ait été discret à leur égard². Les juristes, à cause de la nature particulière de leurs travaux, y ont attaché une grande importance. Aucoc disait, en 1876 : « Nous croyons savoir que l'administration des Archives nationales se propose de publier la collection des arrêts du Conseil depuis le règne d'Henri IV. Nous faisons des vœux pour qu'elle rende au public le service de placer dans l'introduction de ce grand recueil la collection des règlements du Conseil du Roi³. » Il fut question de faire publier tous les règlements dans la Collection des Documents inédits relatifs à l'histoire de France par Aucoc lui-même assisté de Moranvillé, et la publication était attendue avec impatience⁴. Mais le projet n'aboutit pas. J'essaye aujourd'hui d'en réaliser une partie.

* * *

Pour tirer tout le profit souhaitable de l'étude de ces règle-

1. *Ouvr. cité*, p. cxxiii, note 6.

2. P. 9 du *tirage à part*, 295 de l'article.

3. *Ouvr. cité*, p. 19. Chéruel, dans son *Histoire de l'administration monarchique en France*, I, avait déjà publié en appendice, p. 367-386, les règlements du 12 octobre 1622, du 1^{er} juin 1624, du 26 août 1626, du 3 janvier 1628, du 18 janvier 1630 (sans le règlement de la Direction des Finances), mais d'après les seuls *Mémoires* d'André d'Ormesson. Le projet d'avril 1616 a été publié par Bouchitté dans le *Recueil des négociations relatives à la Conférence de Loudun* (*Coll. Doc. inéd. sur l'hist. de France*), p. 835, d'après le seul ms. Dupuy 450 et sans aucune comparaison avec les autres règlements.

4. A. de Boislisle, IV, et R. Dareste, *ouvr. cité*, p. 57, note 2.

ments, il faut les lire tous, il faut les lire dans le bon texte, il faut les lire de très près. Plusieurs exemples pourraient être donnés des inconvénients qu'a entraînés l'oubli de quelqu'une de ces précautions. Celui d'Arthur de Boislisle et de Georges Pagès suffira.

A la recherche des origines du Conseil des Dépêches, chargé au temps de Louis XIV de l'examen des questions relatives aux provinces et à l'administration intérieure du royaume, de Boislisle s'arrêtait au règlement du 18 janvier 1630 comme « au premier texte précis¹ ». En voici le titre et les premiers articles. « L'ordre que le Roy veult estre tenu en son Conseil des Affaires et dépêches le Mardy.

« Audit Conseil seront leues toutes les dépêches du dedans du Royaume et délibéré des réponses et de ce qui sera à faire à l'occasion d'icelles.

« Seront aussy leues les réponses et les instructions qui seront baillées à ceux qui seront employez dans les provinces pour les affaires de Sa Majesté.

« Audit Conseil tous ceux qui auront esté en commission pour le service de Sa Majesté seront tenuz rendre compte de ce qu'ils auront fait, négocié et géré en leurs voyages. »

Ce nom et ces attributions faisaient penser à Boislisle qu'il avait là la première forme du Conseil des Dépêches de Louis XIV.

Mais Georges Pagès a d'abord montré très justement, par comparaison avec d'autres règlements, que le nom ne faisait rien à l'affaire, que celui de Conseil des Dépêches a été appliqué au Conseil où se traitaient les affaires d'État, et que les Dépêches des provinces étaient d'habitude lues au Conseil d'en Haut ou Conseil des Affaires. Ensuite, il a fait voir que de Boislisle avait lu un peu vite. Le texte continue en effet ainsi :

« Il sera traité audit Conseil de l'État des Garnisons, estat et paiement des gens de guerre tant de cheval que de pied, et autres affaires de la guerre et généralement de toutes affaires importantes ainsi qu'il plaira à Sa Majesté l'ordonner.

1. *Mémoires de Saint-Simon*, V, p. 466 et suiv.

« Et affin que tout ce qui aura été résolu audit Conseil soit promptement et précisément exécuté, Sa Majesté ordonne que toutes les résolutions qui se prendront audit Conseil en chaque journée seront réduittes par écrit par celuy des Secrétaires d'État qui sera en mois, lequel en fera un acte contenant par articles tout ce qui aura esté résolu, quelles personnes en sont chargées, quelles en doivent prendre soin. Sera baillé extraict à chacun des secrétaires des commandemens selon leur département, afin qu'il tienne la main à l'exécution de ce qui aura esté advisé, après qu'il en aura esté fait rapport à Sa Majesté et qu'elle aura donné son commandement sur ce, spécialement en choses plus importantes. »

Pagès en concluait avec raison que ce Conseil n'annonçait pas encore le futur Conseil des Dépêches du temps de Louis XIV, puisque, bien loin de s'occuper seulement d'affaires intérieures, il s'occupait d'affaires de la guerre et, en général, de toute espèce d'affaires; puisque les secrétaires d'État n'y jouaient pas le principal rôle, mais étaient de simples agents d'exécution¹.

De Boislisle connaissait ce passage qu'il cite². Mais, préoccupé du Conseil des Dépêches, il n'a pas porté la même attention à toutes les parties du texte. Il a fait un découpage mental, n'a retenu, sans s'en rendre compte, que certaines phrases et s'est trompé.

Pagès avait parfaitement raison. Pourquoi faut-il qu'il ait voulu aller plus loin et renforcer une démonstration suffisante? Il prétend erronée la copie dont s'est servi de Boislisle, dans le registre U 945^A aux Archives nationales. Il s'appuie sur le texte du ms. fr. 18152 à la Bibliothèque nationale : « Audit Conseil seront leues toutes les dépêches du dedans *et du dehors* du Royaume, et délibéré des responces et de ce qui sera à faire à l'occasion d'icelles. » Il adopte ce texte parce que : « cette formule correspond beaucoup mieux que l'autre à l'exposé des attributions du Conseil et qu'il

1. G. Pagès, *art. cité*, p. 304-308; *tirage à part*, p. 18-22.

2. *Mémoires* de Saint-Simon, V, p. 466-467.

n'est pas extraordinaire que le copiste du manuscrit des Archives ait laissé tomber trois petits mots, tandis qu'il le serait un peu que le copiste du manuscrit de la Bibliothèque nationale les eût ajoutés¹... ». Le malheur, c'est que, dans le même manuscrit, après la copie qui porte les trois petits mots « et du dehors » (fol. 57 v^o), il y en a une autre, que Pagès aurait bien fait de lire, et qui ne porte (fol. 96 v^o) que « du dedans du royaume », comme la copie du manuscrit utilisé par de Boislisle ; le malheur, c'est que *toutes les autres copies* du même règlement, anciennes ou plus récentes, que Pagès aurait bien fait de recenser, ne portent que « du dedans du royaume ». Il est vraiment extraordinaire que tous les copistes, sauf un, aient négligé les mêmes trois petits mots. Il le serait beaucoup moins qu'un copiste eût ajouté une glose.

Néanmoins, la variante du ms. fr. 18152 n'est pas à négliger. Ce manuscrit, qui vient de Pierre Séguier, successivement maître des Requêtes, président au Parlement de Paris, garde des Sceaux le 28 février 1633, chancelier de France le 20 décembre 1635, est un des plus anciens. Il se compose d'une série de copies de règlements du Conseil, de brevets de conseillers d'État, de listes de conseillers d'État, faits par des copistes différents, à des époques différentes, car les écritures sont très dissemblables, les papiers de formats et de natures divers, et nous n'avons pas affaire à un registre sur lequel auraient été transcrits des textes, mais à une série de textes qui ont été réunis plus tard en volume, sans doute après 1637, car le texte le plus récent est une liste de conseillers d'État de l'année 1637. Or, si nous regardons la copie utilisée par Pagès, et qui ne fait qu'un tout avec celle du règlement pour la Direction des Finances du 18 janvier 1630 qui suit le Règlement du Conseil (même écriture, même papier, même format), nous constatons que les divergences entre cette copie et toutes les autres sont trop nombreuses et trop importantes pour être dues à la négligence du copiste ou à sa tendance à interpréter ce qu'il ne comprend pas².

1. G. Pagès, *art. cité*, p. 308 ; *tirage à part*, p. 22.

2. Voir, plus loin, le texte avec ses variantes,

Nous remarquons, entre autres, un paragraphe, qui ne figure dans aucune autre copie, sur les frais des commis des ministres et officiers du Conseil, où il est resté des blancs à la place des chiffres¹. Nous pouvons penser que, si nous avions affaire à un texte définitif, les chiffres seraient portés. Et nous pouvons alors nous demander si ce texte aberrant ne serait pas un projet qui aurait été soumis au Conseil, et modifié ensuite pour devenir le texte que nous donnent toutes les autres copies, même les plus anciennes, celles qui nous viennent d'Antoine de Loménie, secrétaire d'État de 1613 à 1638², ou d'autres du même Séguier³.

Si cette hypothèse était la bonne, le projet pour les règlements de 1630 aurait prévu un Conseil des Affaires et des Dépêches, très semblable à celui du règlement du 21 mai 1615⁴ (dont les rédacteurs du règlement du Conseil de 1630 déclarent, dans leur préambule, s'inspirer). Au Conseil, un parti aurait eu assez d'influence pour faire rayer « et du dehors ». Il aurait donc eu l'idée du Conseil des Dépêches institué sous Louis XIV. Il n'aurait pas pu faire modifier le membre de phrase « et autres affaires de la guerre et généralement toutes affaires importantes, ainsy qu'il plaira à Sa Majesté l'ordonner ». Il n'y a peut-être pas songé : c'est un accident qui arrive dans toutes les commissions et dans toutes les assemblées lorsqu'un projet est amendé et d'où viennent ces règlements et ces lois qu'on peut tirer en plusieurs sens. Quant au paiement des gens de guerre, si le royaume restait en paix, comme le désiraient Marillac et ses amis, c'était encore une affaire intérieure⁵.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le bon texte est seulement « du dedans du royaume » et que la seconde preuve de Pagès ne vaut rien.

1. P. 106.

2. Bibl. nat., Brienne 257 (nouv. acq. franç. 7226), fol. 194 et 421.

3. Bibl. nat., ms. fr. 18543, fol. 97 v^o; 1851, fol. 160 r^o.

4. 21 mai 1615, voir paragraphe II, n^{os} 7-8-9.

5. Remarquons toutefois qu'André Lefèvre d'Ormesson (Chéruel, *Hist. de l'administration monarchique*, I, p. 377) semble attribuer le règlement du 18 janvier 1630 à Marillac, bien que moins nettement que ceux du 26 août 1626 et du 3 janvier 1628, et que dans ce cas le projet pourrait être du pacifique Marillac.

Ainsi un géant de l'érudition comme de Boislisle, un historien d'expérience comme Pagès ont commis des fautes de méthode. C'est pour nous une leçon de modestie et de prudence. Efforçons-nous donc d'avoir tous les règlements et le meilleur texte de ces règlements pour les lire avec fruit.

Il faut d'abord connaître, autant que faire se peut, tous les manuscrits qui contiennent des règlements. Aucoc a donné une très bonne liste de ces manuscrits¹ avec quelques lacunes. Il faut ajouter à son énumération : le ms. 838 de la bibliothèque Sainte-Geneviève, les U 945^a, U 946, des Archives nationales, les 4248, 4249, 4250, de la bibliothèque de l'Arsenal, le ms. 201 du fonds France, Mémoires et Documents, aux archives des Affaires étrangères, qui contient les copies faites pour Saint-Simon.

De tous ces manuscrits, nous pouvons tirer une liste, à présumer complète, des règlements du Conseil. Léopold Delisle en avait fait une et il la donna à Léon Aucoc qui la publia². Je suis arrivé à un résultat un peu meilleur que l'on trouvera sous forme de table des matières.

Pour être sûrs de notre texte, il nous faut maintenant établir une chronologie approximative des manuscrits que nous allons utiliser. Sans en négliger aucun, il nous faudra porter une attention particulière sur les plus anciens qui ont toute chance d'être les plus exacts.

1. Dans une première catégorie, manuscrits antérieurs à 1630, nous classerons d'abord les manuscrits donnés par Antoine de Loménie, seigneur de la Ville-aux-Clercs, secrétaire d'État de 1613 à 1638, à Pierre Dupuy, pour récompenser celui-ci de la peine qu'il avait prise à former pour Antoine le recueil de manuscrits dit de Brienne. Loménie lui fit cadeau de certains des manuscrits qui avaient servi de documents pour l'établissement du recueil³. De ceux-ci nous concerne le Dupuy 218, qui porte la mention : « Ce livre

1. *Ouvr. cité*, p. 263-292.

2. *Ouvr. cité*, p. 175-177.

3. Léopold Delisle, *Le Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque nationale*. Paris, in-fol., t. I, 1868 ; t. II, 1874 ; t. III et pl., 1881 ; surtout t. I, p. 215-216, 422-423 (*Histoire générale de Paris*).

m'a esté donné par M. de Loménie », et, sans doute, le Dupuy 128, recueil de règlements qui ne dépasse pas 1625. Il faut y joindre le Sainte-Geneviève 838, qui ne dépasse pas 1626, et que son écriture me fait considérer comme très ancien.

2. Vient ensuite un groupe de manuscrits des années 1630 à 1644, peut-être à 1640. Ils contiennent tous les règlements de 1630 et sont donc tous postérieurs à cette date. Aucun n'a les règlements de 1644, ni les règlements postérieurs. Leurs écritures les indiquent comme anciens. L'un d'eux est certainement antérieur à 1638. C'est le Brienne 237 (nouv. acqu. franç. 7226) qui provient du Recueil concernant les affaires étrangères et l'administration intérieure du royaume qu'Antoine de Loménie, mort le 17 janvier 1638, fit dresser pour l'instruction de son fils, Henri-Auguste de Loménie, comte de Brienne¹. Le magnifique registre des Archives nationales KK 625, *Recueil des Règlements et autres pièces, pour les Conseils du Roi de 1270 à 1687*, a été en partie copié sur le Brienne 257, auquel le copiste se réfère. Un autre est probablement de l'année 1637 ou de l'année 1638, car le texte le plus récent qu'il contient est une liste de conseillers d'État de 1637 : c'est le ms. fr. 18152, qui provient du chancelier Séguier et qui, composé de règlements du Conseil, d'un mémoire sur les conseillers d'État, de listes de conseillers et de copies de brevets de conseillers d'État, classées dans l'ordre alphabétique, le tout relié après coup, paraît bien être un recueil de pièces constitué à l'usage du chancelier et de ses commis. Postérieurs à 1633, antérieurs à juin 1644 sont les ms. fr. 18543 et 18151, qui proviennent aussi des collections de Séguier. Le ms. 18151 a d'ailleurs été copié sur des sources presque contemporaines de l'établissement des règlements ; le scribe a pris le règlement de Compiègne du 1^{er} juin 1624, sur un texte d'août 1625². Le ms. Arsenal 4250, qui a les mêmes variantes (fol. 280 v^o), dérive en partie du ms. fr. 18151 ou de la source du ms. fr. 18151.

1. Delisle, *ouvr. cité*, p. 215-216.

2. Voir les variantes du Règlement, p. 72,

3. Viennent ensuite des manuscrits des années 1662 et 1663, le n° 194 des Cinq-Cents de Colbert, dont le texte le plus récent est de 1661, et que son écriture empêche de placer beaucoup plus bas ; le n° 651 du fonds Clairambault, qui porte les armes du chancelier Le Tellier, père de Louvois, et qui, lui, est daté et signé. Au fol. 340 v°, nous lisons : « Et cela à présent ce pratique en janvier 1663... », et au fol. 342 v° : « Le 15 octobre 1649, M^r Gaulmin et moy de La Margrie faisant le présent registre, eusmes ordre de la Reyne, comme Maîtres des Requêtes¹... », tout cela de la même écriture.

Du Clairambault 651 dérive, en partie, le ms. Arsenal 4250, qui contient, fol. 328 v°, un passage du manuscrit de de la Marguerie qui ne se trouve dans aucun autre manuscrit. Nous avons vu que le ms. Arsenal 4250 avait été en partie copié sur un Séguier, le ms. fr. 18151, ou sur une source commune. Nous pouvons en inférer que maîtres des Requêtes, conseillers d'État et officiers du Conseil se communiquaient les documents sur les règles et usages du Conseil pour que chacun connût exactement son rôle et que le bon fonctionnement de l'ensemble fût assuré. Il persistait ainsi une tradition et un esprit de corps.

4. Viennent ensuite des manuscrits qui ne sont pas antérieurs à l'année 1672 et qui commencent donc à être beaucoup moins intéressants :

Le ms. fr. 4583, qui provient de la famille de Mesmes, avec des règlements de 1547 à 1672 (mais où manquent ceux de 1629 et 1630), et le *Traité du Conseil* attribué à Marillac, coupé en huit chapitres.

Le ms. fr. 23675 (Sorbonne 1080). C'est le fameux manuscrit Petitpied, qui contient les règlements de 1547 à 1673, et le traité du Conseil, qu'il attribue à Olivier Lefèvre d'Ormeson, coupé en huit chapitres.

Le KK 626, aux Archives nationales, qui a les règlements de 1547 à 1674 (mais non ceux de 1629 et 1630) avec le traité attribué à Marillac, en huit chapitres.

1. Il s'agit probablement du fils de Laine de La Marguerie, maître des Requêtes, conseiller d'État en 1619, fait semestre en 1634,

Le 201 du fonds France, Mémoires et Documents, aux Affaires étrangères, avec différents règlements de 1547 à 1674. Ce sont les copies que Saint-Simon avait fait faire pour son usage personnel.

Le ms. fr. 16218 (Harlay 79), très beau manuscrit, qui porte les armes et le monogramme d'Achille III de Harlay¹. Son écriture est du dernier quart du xvii^e siècle. Il contient des textes sur le Conseil de 1413 à 1630, et un précieux *Mémoire des brevets de Conseillers d'État de 1605 jusques en 1643*, que la comparaison avec les copies authentiques du ms. fr. 18152 indique comme pris aux sources.

Le ms. fr. 10837, très beau aussi, relié sans armes. Il contient les règlements de 1547 à 1630 et le traité attribué à Marillac en six chapitres. Son écriture le reporte à la fin du xvii^e siècle.

5. Nous mettrons dans un dernier groupe tous les autres manuscrits comme trop tardifs, inutilisables ou difficiles à classer. Voici quelques exemples :

Les ms. fr. 23676 est du xviii^e siècle et ne vaut pas la peine d'être lu, bien qu'il contienne le traité attribué à Marillac en six chapitres, dans la forme ancienne, et des règlements de 1413 à 1630, donc bien qu'il ait été copié sur des manuscrits assez anciens.

Le ms. fr. 18149, qui provient de Séguier. La table annonce le traité attribué à Marillac et une suite de règlements, mais le contenu n'y correspond pas. A la place des règlements du temps de Louis XIII, on trouve une copie de la Pragmatique de l'empereur Charles-Quint, un traité des noms et surnoms par Mr. Sallo, des extraits du registre du Parlement de Paris.

Le Clairambault 650 (traité attribué à Marillac, Règlements depuis 1413 jusqu'à 1630) est une copie tardive, fort mal écrite et gâtée par l'humidité.

Le Clairambault 648, Pièces du xvii^e siècle relatives au Conseil, ne contient rien pour Louis XIII.

1. Né le 1^{er} août 1639, premier président du Parlement de Paris de 1689 à 1707. Mort le 23 juillet 1712.

Le registre U 946, aux Archives nationales, certainement ancien, contient le traité attribué à Marillac en six chapitres, et une suite de règlements, sans ordre chronologique, de 1547 à 1626. Il est en très mauvais état, sans reliure et fort sale. Il est impossible d'en discerner la provenance et la date approximative, donc de l'utiliser.

Sérilly 162, *Règlements des Conseils d'État, des Secrétaires d'État et des finances de 1546 à 1632*, dont s'est servi Caillet¹ et que signale Aucoc après lui, n'est plus à la Bibliothèque nationale. Les 358 premiers numéros de la collection Sérilly, copiés sur la collection de Brienne, ont été cédés en 1878 au British Museum. Le 162 devait d'ailleurs reproduire le Brienne 257, car Caillet lui doit le règlement du 26 juin 1627². Or, ce règlement, dont les copies sont très rares, se trouve dans le Brienne 257.

Aucun manuscrit ne contient tous les règlements. Le tableau ci-joint, réduit aux manuscrits les plus anciens, peut permettre de retrouver les textes aisément.

C'est la comparaison des copies anciennes, groupes 1, 2 et 3, qui permet d'établir un texte exact pour chacun des règlements. J'ai préféré la version la plus ancienne, chaque fois qu'elle s'accordait avec l'ensemble du texte et avec les renseignements fournis par les traités et les mémoires du temps. J'ai porté en note les principales variantes.

* * *

Certains manuscrits ne disposent pas ces textes suivant l'ordre chronologique. Dans quelques-uns, le copiste a laissé tout simplement du désordre³, mais d'autres esquissent un classement logique⁴. En effet, tous ces textes ne sont pas de même nature. Le terme commun de « règlement » recouvre

1. *Ouvr. cité*, t. I, p. 28.

2. *Ouvr. cité*, t. I, p. 33, note 1.

3. Par exemple, ms. fr. 18543.

4. Par exemple, Brienne 257 : Conseil en général, Conseil privé, secrétaires d'État, Conseil des Finances.

des réalités différentes. C'est la dénomination d'un genre, mais il contient des espèces.

Il y a des règlements généraux qui réorganisent tout le Conseil, en fixent la composition, les séances et règlent l'activité des différentes sections, comme celui du 21 mai 1615, modifié à Loudun en avril 1616, et celui du 18 janvier 1630.

D'autres créent une section du Conseil et y organisent le travail, comme celui du 5 février 1611, qui institue une Direction des Finances, et celui du 9 février, qui précise comment on y procédera.

Certains essaient une répartition du travail préparatoire d'un Conseil entre les conseillers ou l'organisation de bureaux, ou mieux de commissions du Conseil comme celui du 5 août 1619 et celui du 26 juin 1627.

Quelques-uns règlent l'activité de certains assistants ou membres du Conseil : tels celui du 22 mai 1624, pour les maîtres des Requêtes, celui du 2 septembre 1624, pour les surintendants des Finances, ou prennent des dispositions pour assurer l'assiduité comme celui du 14 juin 1629.

Des déclarations règlent la composition des Conseils (1^{er} juin 1624, 26 août 1626), l'entrée au Conseil (3 janvier 1628), le rang et la séance au Conseil (12 octobre 1622, 13 novembre 1624, 18 février 1625).

Des règlements de finance contiennent des articles pour le Conseil (21 juin 1611, 2 mars 1613).

Dans tout ceci, trois groupes principaux apparaissent : le groupe des règlements de 1611-1613, qui réorganisent les finances après le départ de Sully ; un groupe de règlements de travail de 1619 à 1630 ; un groupe de règlements sur la composition des Conseils et l'avancement dans les Conseils de 1622 à 1630.

La période critique commence en 1622 pour s'achever en 1630. Cette année 1622, qui suit celle de la mort de Luynes¹ et qui est celle où le Roi atteint vingt et un an², est partout

1. 15 décembre 1621.

2. Né le 22 septembre 1601, Il avait proclamé sa majorité après ses treize ans révolus,

DATES DES MANUSCRITS		Vers 1618	Avant 1630	Avant 1630	Entre 1630 et 1638	1637	Entre 1633 et mai-juin 1644	Vers 1662	1663
ORIGINE	COTES	LOMÉNIE-DUPUY 218	LOMÉNIE-DUPUY 128	SAINTÉ-GENEVIÈVE 838	LOMÉNIE-BRIENNE 257	SÉQUIER Ms. fr. 18152	SÉQUIER Ms. fr. 18543	COUBERT V. C. Colbert 194	Le Tellier Clair. 631
I. Paris, 5 février 1611		—	35	—	313	—	—	124 v°	205 v°
II. Paris, Avis des intendants		—	—	—	—	—	—	132 v°	219
III. Paris, Maximes de M ^{rs} des Finances		—	—	—	—	—	—	134	222 v°
IV. Paris, 9 février 1611		—	—	—	—	—	—	127 v°	211
V. Fontainebleau, 21 juin 1611		—	39	86	317	—	—	136	226 v°
VI. Paris, 2 mars 1613		—	45	92	325	—	—	—	—
VII. Paris, 21 mai 1615		205	57	—	147	—	—	195	314 v°
VIII. Loudun, 8 avril 1616		212	78	—	155	—	—	145	240 v°
X. Tours, 5 août 1619		—	72	—	351	97	—	—	289
XII. Montpellier, 12 octobre 1622		—	—	—	171	—	112 v°	—	290 v°
XIII. Compiègne, 22 mai 1624		—	—	—	165	134	—	—	—
XIV. Compiègne, 1 ^{re} juin 1624 { 1 ^{re} version		—	—	—	167	—	—	197	—
XVI. Saint-Germain, 2 septembre 1624 { 2 ^e version		—	89	99	169	13	134	—	318 v°
XVII. Paris, 18 novembre 1624		—	93	—	393	81	138	152	251
XVIII. Paris, 11 février 1625		—	94	—	173	—	—	—	—
XIX. Paris, 18 février 1625		—	95	—	227	—	—	—	—
XX. Châteaubriand, 26 août 1626		—	—	101	175	—	—	—	—
XXI. Paris, 26 juin 1627		—	—	—	470 v°	21	150	—	295
XXII. La Rochelle, 3 janvier 1628		—	—	—	408	23	—	—	—
XXIV. La Rochelle, 13 septembre 1628		—	—	—	415	—	152	—	321 v°
XXV. Alès, 14 juin 1629		—	—	—	419	—	—	—	—
XXVI. Paris, 21 novembre 1629		—	—	—	—	—	158	203 v°	—
XXVII. Paris, 18 janvier 1630		—	—	—	—	135	—	—	—
XXVIII. Paris (finances), 18 janvier 1630		—	—	—	194	58	166	208 v°	330 v°
		—	—	—	421	65	102 v°	204 v°	326 v°
Traité attribué à Marillac		—	—	—	—	—	Deux premiers chapitres	Entier six chapitres	Entier six chapitres

le début d'une période nouvelle. Ici les règlements foisonnent. Par retouches successives, suivant l'expérience et les possibilités, un effort gigantesque tend à faire de plus en plus du Conseil du Roi un organe d'administration. Il devient chaque jour davantage une réunion de spécialistes, organisés pour le meilleur rendement.

Le premier signe en est la tendance à accroître le nombre des sections du Conseil, à spécialiser ses différentes branches, à mieux les définir et les distinguer, à créer des commissions, par exemple une petite Direction des Finances à côté de la grande Direction, pour préparer le travail de tous les Conseils, comme les maîtres des Requêtes en Assemblée avec les rapporteurs préparaient celui du Conseil privé.

Le second en est la prédominance croissante des gens de robe sur les gens d'épée et les ecclésiastiques¹, et, parmi les gens de robe, l'effort pour constituer un groupe de conseillers de carrière qui auraient des perspectives d'avancement et qui l'emporteraient en dignité et en gages sur tous ceux qui venaient seulement chercher au Conseil d'État le couronnement d'une autre carrière et une retraite.

Contre cette tendance, les gentilshommes réagirent soit dans les États-Généraux et Assemblées de Notables, soit par les armes. Ils réussirent plusieurs fois à entraver son développement. Leurs efforts furent un autre épisode de cette grande lutte de la noblesse d'épée contre la noblesse de robe qui est le fait social le plus important de l'époque. Les membres des Cours souveraines essayèrent aussi de s'assurer place au Conseil au-dessus des conseillers ordinaires. Il fallut donner aux principaux d'entre eux quelque satisfaction². Il fallut aussi ne pas mécontenter ces gentilshommes et ces officiers des provinces, surtout les lieutenants généraux civils des sièges présidiaux, à qui le Roi donnait des brevets de conseiller d'État pour les honorer et s'en faire des fidèles, qui, lorsqu'ils venaient à la Cour, étaient admis à siéger au

1. *Mémoires* d'André d'Ormesson, dans Chéruel, *Hist. de l'administration monarchique*, I, p. 354, et les *Règlements*.

2. Brevets du 18 novembre 1624, du 18 février 1625.

Conseil et parfois abusaient de cette possibilité¹. Enfin, il faut tenir compte du vieux principe de l'unité du Conseil² qui permettait toujours au Roi de traiter n'importe quelle affaire avec un groupe quelconque de conseillers. Tout cela entrava l'évolution.

A partir du règlement du 18 janvier 1630, la réglementation cesse jusqu'au début du règne de Louis XIV. Partout, le choix que fit le Roi de la lutte contre les Habsbourgs, au lieu de la paix et de la collaboration avec eux, cause le ralentissement, puis l'arrêt des réformes. Mais, ici, il semble que le fait ait une autre signification : la défaite de la Noblesse, l'abaissement des Cours souveraines et, en général, des officiers, l'accroissement de l'autorité royale. En effet, les derniers règlements du Conseil ont été appliqués. Georges Pagès a fait voir que le Conseil des Affaires et Dépêches, créé par le règlement du 18 janvier 1630, fonctionnait au début de 1636, conformément au règlement³. Les lettres patentes du 21 novembre 1629, qui donnaient entrée au Conseil comme conseillers d'État aux quatre doyens des maîtres des Requêtes, après l'exercice de leur quartier, comme maîtres des Requêtes, étaient exécutés en 1635⁴. Les brevets de conseiller d'État et lettres patentes de retenue qui nous restent montrent à l'évidence que les prescriptions sur le recrutement du Conseil ont été appliquées ; au moins dans une large mesure⁵. D'ailleurs, d'après le règlement de 1630 lui-même et d'après ces brevets, les mesures antérieures n'étaient pas restées toutes et entièrement lettre morte ; la raison d'être du règlement de 1630 était de récapituler et de compléter les règlements précédents. Mais, après la disgrâce de la Reine

1. La Rochelle, 3 janvier 1628 ; Paris, 11 janvier 1630, art. 5, ceux qui entrent par pourboire aux huissiers sans autorisation du chancelier.

2. Voir règlement du 26 juin 1627. Quatorze Commissions pour « le Conseil », alors qu'elles préparent des affaires à examiner par des sections différentes du Conseil.

3. *Art. cité*, p. 308-309 ; *tirage à part*, p. 22-23.

4. Bibl. nat., ms. fr. 18152, fol. 135 v^o, l'indication des doyens des maîtres des Requêtes, qui ont siégé en 1635, selon l'ordre du tableau — en exécution des lettres patentes, envoyée par le greffier des Requêtes de l'hôtel Ingran.

5. Ms. fr. 18152.

mère et de Marillac, l'autorité du Roi, aidé de Richelieu, est plus forte que jamais. L'ordre et le bon fonctionnement du Conseil s'en ressentirent. C'est après la mort de Louis XIII que l'affaiblissement de la royauté ramena la confusion dans le Conseil et fit naître de nouveaux règlements¹.

Roland MOUSNIER.

LES RÈGLEMENTS

I. — *Règlement des finances.*

Paris, 5 février 1611.

Le Roy estant désireux d'établir un bon règlement en l'administration de ses finances, a ordonné par l'avis de la Reyne régente sa mère, des princes de son sang, autres princes, officiers de la Couronne et personnes notables de son Conseil :

Que la suppression de l'estat de superintendant des finances faite par le Règlement de l'an 1594, dont aucun rétablissement n'a esté fait depuis tiendra.

1. Et au lieu d'icellui, ^a du Conseil qu'il plaira à la Reyne nommer seront commis et députez pour, avec le Contrôleur général² et les intendants³, avoir le soin, maniement et direction desdites finances, un an durant, sauf à les continuer si ladite dame Reyne juge expédient de le faire pour le bien et service de Sa Majesté.

2. Les Trésoriers de l'Épargne⁴ y seront aussy employez en ce qui concerne leurs charges pour les faire selon le pouvoir qui leur est attribué par les ordonnances.

3. Et affin que Sa Majesté soit mieux informée du bon devoir qu'ils feront, tous ceux auxquels lad. dame Reyne commettra le maniement de ses finances, Veut que les états qu'il convient dresser à la fin de l'année pour estre envoyez au commencement

a. Blanc sur tous les manuscrits.

1. Les personnes citées dans les règlements ont fait l'objet de notes biographiques que l'on trouvera à la table onomastique.

2. Le président Jeannin.

3. Gilles Maupeou, Isaac Arnault, Louis Duret, sieur de Chevry, Dolé.

4. Office triennal. En fonctions en 1611, Bouhier ; en 1612, Phelippeaux ; en 1613, Puget.

de l'année suivante en toutes les généralités du royaume, ensemble l'estat général des finances qui doit estre mis chacun an es mains du Trésorier de l'Épargne tant pour la recette que dépense, Comme aussy des États particuliers qui sont tels en conséquence dudit estat soyent représentez et rapportez pour eux à ladite dame Reyne pour estre veuz et considérez par elle en présence des princes et seigneurs du Conseil qui seront establiz et ordonnés à cest effet, et après arrestez ainsy qu'elle jugera, avec leur advis debvoir estre faict.

4. Duquel estat général des finances trois coppies et extraits deurement collationnez seront faicts et l'un d'iceux mis es mains de ladite dame Reyne et les deux autres es mains de Monsieur le Chancelier¹ et du Contrôleur général, demeurant l'original, signé par ladite dame Reyne et contresigné par un Secrétaire d'État², es mains du Trésorier de l'Épargne.

5. Les dépenses extraordinaires et inopinées qui se paient ou assignent pendant le courant de l'année, ne pourront être acquictez par ledit trésorier de l'Épargne, encore qu'il y ayt acquit patent ou ordonnance en bonne forme qu'au préalable il n'ayt fait un roolle desdits acquits patents et ordonnances qui luy auront été adressés durant la sepmaine pour le faire voir et arrester par ladicte dame Royne, assistée des princes et seigneurs dudit Conseil, tous les sabmedis à deux heures après midy et après recevoir nouveau commandement de ce qu'il devra payer ou assigner.

6. En quoy on n'entend comprendre les ordonnances pour voyages pressés dont la remise pourrait être préjudiciable au service de Sa Majesté, lesquels il sera tenu de payer promptement sur la certification du Secrétaire d'État qui aura expédié l'ordonnance et mis au pied d'icelle que ledit voyage est pressé demeurant néanmoins ledit Trésorier de l'Épargne obligé de comprendre en son rolle l'ordonnance ainsi acquittée avec les autres qui ne l'auront esté.

7. La somme entière à quoy les parties comprises audit Rolle se trouveront monter et revenir sera mise au bas d'icelluy puis signée par la Reyne, Monsieur le Chancelier et le contrôleur général et contresigné par le Secrétaire d'État qui sera en mois dont

1. Nicolas Brûlart, sieur de Sillery.

2. Les quatre secrétaires d'État et des commandements étaient : Pierre Brûlart de Puisieux, fils du chancelier ; Martin Ruzé, seigneur de Beaulieu ; Antoine Potier, seigneur de Sceaux ; Paul Phelypeaux, sieur de Pontchartrain.

quatre extraits seront faictz pour estre dellivrez comme dessus à ladicte dame Reyne, à Monsieur le Chancelier, au Contrôleur général et au Trésorier de l'Épargne.

8. Sur les rolles de chacune semaine et ceux du mois entier arrestés et signés en la forme susdite seront dressez et vérifiez les rolles de l'Épargne de chacun quartier.

9. Fera le Trésorier de l'Épargne toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des sommes contenues en l'estat général suivant les règlements et en cas que les receveurs et fermiers ne payent les sommes à quoy ils sont obligez, en fera plainte au Conseil affin qu'il y soit promptement pourveu.

10. En fin de chacune année, les États des receveurs généraux des finances ou de ceux qui doivent compter par état au Conseil seront vérifiez par lesdits commis et députez au maniement des finances avec le contrôleur général et intendant qui ne pourront passer ausdites parties que celles employées en l'estat de sa Majesté.

11. Comme aussy ledit Trésorier de l'Épargne leur présentera en fin de chacune année son estat de recepte et dépense pour estre vérifié par eux et ceux qu'il plaira à sadite Majesté nommer.

12. Ne sera ordonné aucun payement de dettes qui n'ait été vérifié au Conseil et n'en seront acquittées aucunes pendant le courant de l'année, sinon celles qui auront esté employées en l'estat fait par Sa Majesté au commencement de l'année des deniers qui doibvent estre payez en acquit.

13. Encores que soit l'intention de Sa Majesté de faire les dons et gratifications selon la qualité, les mérites et service des personnes sy n'entend elle estendre sa libéralité aux choses qu'il est exhibé (*sic*)^a de donner par les ordonnances et règlements faits sur ce subject comme sur les deniers des restes des tailles, taillon et autres qui se lèvent sur le peuple, les bons d'Estats, les restes des Comptes, les deniers provenans du prix des fermes ou des tiercemens et doublements faits sur le prix d'icelles dont le prix entier doit venir à l'Espargne sans fraude ny déguisement, sur le domaine, sur les bois, les outrepasses et entreprises faites sur iceux, sur les deniers du ban et arrière-ban, vivres, magasins ou autres, provenant de la création ou composition des offices compris aux Parties Casuelles.

14. Aucuns dons ne seront ayssy faictz sur les deniers extra-

^a. Dupuy 128, fol. 37 r^o ; Brienne 257, fol. 316 r^o.

ordinaires sans exprimer la nature et qualité d'iceux, et sy fait était, ne veut Sa Majesté qu'on y ait aucun égard.

15. Ne sera pareillement aucune réassignation^a expédiée pour acquittement de debtes s'il n'est ordonné de nouveau par arrest du Conseil et sy, outre ledict arrêt, il n'y a ordonnance et commandement exprès de ladite dame Reine.

16. Moins encore debvra il estre fait pour les réassignations qui seront prétendues à cause de dons, récompenses et arrérages de gages et pensions.

17. Les fermes seront données et les différents pour choses concernant les finances jugez au Conseil d'Estat et des finances selon qu'il est accoustumé.

18. Outre le présent règlement en sera fait cy-après un général et plus ample tiré des ordonnances, anciens règlements et arrêts du Conseil, pour contenir en debvoir tous ceux qui ont quelque part en l'administration des finances et au maniment des deniers et empescher par ce moyen qu'aucun abbus et malversation n'y puisse estre commise par qui que ce soit.

Fait à Paris, le 5^e jour de Février 1611, signé Louis, plus bas, Brûlart.

Dans les manuscrits du troisième groupe et les manuscrits postérieurs se trouve, à la suite de ce règlement et du suivant, un

Avis sommaire sur la Direction des Finances donné à Sa Majesté par les Intendants pour acheminer les affaires pressées,

sans lieu ni date. Il présente avec le règlement une parenté évidente et l'on peut penser qu'il a été proposé au Roi par les Intendants, lorsque Sully quitta la Surintendance et que la création d'une Direction des Finances fut décidée le 26 janvier 1611.

II. — *Avis sommaire sur la Direction des finances donné à Sa Majesté par les Intendants pour acheminer les affaires pressées.*

Avant le 5 février 1611.

1. Les États des recettes générales et des recettes des bois et

a. Brienne 257, fol. 316 : « résignation ».

autres et des fermes seront dressés par les intendants des finances et arrestez en présence de ceux qu'il plaira à la Reyne de nommer et sans qu'il y puisse estre adjousté partie en la despense sans arrests du Conseil.

2. Il est besoing de pourvoir promptement à l'expédition desdits Estats afin de les envoyer par les provinces pour éviter le désordre qui y pourrait survenir et aussy pour dresser l'Estat général des finances au trésorier de l'Épargne. L'Estat général des finances et tous les Estats particuliers de l'Espagne seront dressez par les Intendants des finances et après par eux rapportez à la Reyne en présence de ceux qu'il plaira à Sa Majesté d'y apeler et arestez selon qu'il luy plaira ordonner, et puis signez et mis entre les mains du Trésorier de l'Épargne pour les suivre et observer de point en point.

3. Et pour ce qui est des dons, voyages et parties inopinées qui se paient pendant le cours de l'année, le Trésorier de l'Épargne à l'issue du disner de la Reyne tous les jours de Samedy présentera à Sa Majesté tous les acquits patents et ordonnances desquels le paiement luy aura esté demandé pendant la semaine et sera dressé un roolle de toutes les sommes que Sadicte Majesté voudra estre payées ou assignées, lequel sera signé par Sa Majesté et par Monseigneur le Chancelier, et par ceux à qui il plaira à Sa Majesté de le commander et dudit roolle en sera fait trois copies collationnées dont l'une sera mise dans la boîte de la Royne, l'autre entre les mains de mond. Seigneur le Chancelier, l'autre baillée à qui il plaira à Sad. Majesté et l'original demeurera au Trésorier de l'Épargne pour payer et assigner ce qui luy sera ordonné.

4. Les ordonnances des voyages qui seront pressez seront acquittées promptement par le Trésorier de l'Espagne avec lad. ordonnance pour estre employée la somme dans le roolle qui sera dressé le samedy ensuivant.

5. Après chacun quartier expiré le Trésorier de l'Espagne présentera le roolle de sa despense qui sera vérifié en présence de lad. royne par ceux qu'il plaira à Sa Majesté d'y appeler et par lesdits Intendants des finances.

6. Fera ledit Trésorier de l'Espagne toutes les diligences nécessaires pour le recouvrement des sommes contenues en la recette de l'estat général suivant les réglemens et en cas que les receveurs et fermiers ne paient comme ils doivent et sont obligez en fera plainte au Conseil affin qu'il y soit promptement pourvu.

7. En fin de chacune année seront les Estats des receveurs généraux des finances et de ceux qui doibvent compter par Estat au Conseil vérifiez par les Intendants des finances qui ny passeront autres parties que celles qui seront employez dans l'estat du Roy.

8. Comme aussy en fin de chacune année présentera ledit trésorier de l'Espargne son estat de recette et despence qui sera vérifié en présence de la Royne par ceux qu'il plaira à Sa Majesté de nommer et par lesdits Intendants des finances.

9. Ne sera ordonné aucun paiement de debtes qui n'ayent esté vérifiées au Conseil et n'en seront acquittées aucunes pendant le courant de l'année que celles qui auront esté employées dans l'estat des deniers païés en acquit dressé au commencement de l'année.

10. Tous les dons faictz sur les deniers extraordinaires seront libellez.

11. Ne sera fait aucun don sur les deniers prohibez par les ordonnances comme sur les restes des recettes et des fermes sur les bois, parties Casuelles et autres.

12. Sera dressé au plustost un règlement général pour les finances et pour tenir tous les officiers en leur devoir et empescher le divertissement et mauvais mesnage des deniers du roy.

Viennent ensuite des

*Maximes suivant lesquelles Messieurs qui ont la charge de l'administration des finances ont résolu dresser les États du Roi des recettes générales de l'année 1611*¹,

datées du 9 février, comme le règlement suivant. Elles présentent avec lui plusieurs ressemblances et ont dû servir à le dresser, aussi bien qu'à l'appliquer.

III. — *Maximes suivant lesquelles Messieurs qui ont charge de l'administration des finances ont résolu de dresser les États du Roy des recettes générales de l'année 1611.*

9 février 1611.

1. Il ne sera employé aucunes parties en la despence des

1. Ces Messieurs étaient : de Chasteauneuf père (Claude de l'Aubespine), le président Auguste de Thou, le président Jeannin, contrôleur général,

recettes particulières et générales des Estats de l'année 1611 que celles qui ont esté employées en l'année 1610, sy ce n'est qu'il n'y ayt arrest du Conseil exprès pour cet effect.

2. Sy les parties qui sont employées en la despence des Estats de la valeur des finances envoyez par les trésoriers de France sont moindres que par l'Estat du Roy de 1610, elles seront diminuées suivant l'estat de la vailleur sy ce n'est qu'il apparaisse ce soit obmission faicte par erreur.

3. Les augmentations qui sont dans lesdits Estats de la valeur de 1611 plus qu'ès estats du Roy de 1610 seront rejectez sy elles sont injustes.

4. Sy lesdites augmentations sont douteuses, il sera dict que les parties se pourvoiront au Conseil pour faire apparoir de leur droict et ce pendant lesdites parties seront tirez au néant.

5. Sy lesdites augmentations sont justes, elles ne seront néantmoins employées dans lesdits Estats attendu qu'il n'y a point d'arrest par lequel il soit ordonné. Mais elles seront employées dans le menu des parties du second chapitre de l'Épargne dont il est parlé aux Articles qui ensuivent.

6. Quant aux parties employées au chapitre à présent appelé le Second Chappistre de l'Espargne dont l'esclaircissement et le menu ne se void par l'estats du Roy mais seulement par des Estats particuliers et séparéz elles seront réglées suivant ce qui ensuit.

7. Sy ce sont parties justement deues et qu'on ayt accoustumé de paier et ausquelles il n'y ayt aucune difficulté, elles seront employées pour estre païées aux recettes générales.

8. Sy ce sont parties comptables qui se doivent paier comme celles des ponts et chaussées et autres, il sera mis dans le chapitre de l'Espargne ce qui suit :

« Au trésorier de l'Espargne la somme de _____ pour assigner M. Louis Arnaud, Trésorier des Ponts et Chaussées, sans que ladicte somme puisse estre divertie ailleurs. »

9. Sy ce sont parties qui ayant accoustumé notoirement d'estre recouvertes au proffict du Roy comme celles des Secrétaires du Roy, des charges des domaynes et autres, elles seront

Claude Bullion, conseiller d'État, et les intendants Gilles Maupeou, Isaac Arnauld, tous deux créatures de Sully, déjà en service en 1605, Louis Duret, sieur de Chevry, Dolé.

rejectées et l'argent en viendra avec la partie de l'Espargne laquelle sera d'autant augmentée.

10. Sy ce sont parties douteuses, Incertaines, desquelles on ne puisse très clairement et très certainement juger, elles seront aussy rejectées dudit second chapitre de l'Espargne et on en fera venir le fonds en la partie de l'Espargne.

11. Mais on fera un estat séparé de toutes lesdites parties par le menu distingué par généralitez, lequel estat sera sommé au bas, et portant qu'il sera fait raison pendant le courant de l'année à tous ceux qui y seront nommez lorsqu'ils auront justifié leur droit et obtenu arrest du Conseil.

12. Et d'autant que la recette de l'Espargne sera augmentée à cause desdites parties et qu'on pourrait croire qu'elle vient en fonds au proffit du roy, sy l'estat ne portait le contraire, il sera dict en fin de la recette de l'Estat général que la recette monte tant, Mais qu'il ne faut faire Estat de la somme de tant, à cause qu'elle est destinée pour la payer aux particuliers auxquels elle est deue après qu'ils auront justifié leur droict au Conseil et obtenu arrest pour cet effect.

13. Et à ceste cause, en la despense dud. estat général sera mis l'article qui ensuit : « Est icy employé en despence la somme de tant pour employer au paiement de plusieurs parties rejectées du second chapitre de l'année 1610, comprises en ung estat dressé par le menu sur lequel il sera fait raison à ceux qui prétendent lesdites parties à mesures qu'ils justifieront leur droict et obtiendront arrest du Conseil, le fonds néanmoins de ceux qui n'obtiendront arrest pendant le Courant de l'année demeurant dès à présent destiné pour ayder à supporter les parties inopinées nécessaires sans pouvoir estre diverty ailleurs. »

14. Ainsy il n'y aura plus doresnavant aux recettes générales de second chapitre de l'Espargne, Et après que lesdits Estats de 1611 auront esté dressez suivant lesdites Maximes, ils seront encores revus à loisir par lesdits sieurs qui le confèreront sur ceux de 1610 et mesmes vérifieront les parties qui se pourraient oster à l'advenir, encores qu'elles soient comprises sur lesdits estats précédants.

Fait à Paris, le 9^e Jour de Février 1611, signé de Laubespine, de Thou, Jeanin, Douy, Maupeou, Arnaud,

IV. — *Règlement sur le fait des Finances.*

9 février 1611 ¹.

1. Le Roy en la présence de la Reyne régente sa mère, ayant jugé à propos pour plusieurs et diverses considérations de remettre la conduite et Direction de ses finances soubz l'auctorité de Sa Majesté et de la Reyne Régente sa mère et de son Conseil a voulu et ordonné, veut et ordonne qu'en leur présence les affaires qui ensuivent y soient traittées et réglées en la forme qui sera cy-après déclarée.

2. Que toutes les délibérations et résolutions concernant le fait desdites finances ne se pourront prendre qu'en la présence de lad. Dame Reyne Régente et desdits Sieurs du Conseil, que les expéditions qui y seront résolues et ordonnées seront signées de lad. Majesté et des sieurs du Conseil jusqu'au nombre de

² au moins, pour être mises es mains des Trésoriers de l'Espargne et autres officiers, auxquels elles porteront mandement ou descharge, en conséquence desquelles seront expédiées en forme par les Secrétaires d'Estat ou du Conseil, tous acquits, commissions, estats et autres despêches qui leur seront commandées et ordonnées.

3. Sa Majesté ne pouvant désirer un meilleur ordre et règlement en ses finances que celui qui a esté pratiqué aux dernières années du règne du feu Roy Henry quatriesme, son père, reconnaissant la bonne administration qui a esté tenue tant pour l'augmentation de ses revenus en son domaine, fermes et impositions, qu'en la réduction de la despense, gages d'officiers, droictz, rentes et autres charges que Sa Majesté a à supporter sur le fonds de ses finances, lesquelles ont esté réglées à peu près à ce qu'elles ont deub monter et voulant Sad. Majesté faire suivre et entretenir cet ordre le plus exactement que faire se pourra, ordonne

4. Que doresnavant et pendant sa minorité, il ne se face aucunes levées et impositions sur ses subjectz pour quelque cause et occasion que ce soit, qu'en vertu des mandements et commission de Sa Mté.

5. Que le brevet de la Taille et les Commissions pour la crue extraordinaire qui se lève tant pour l'entretienement des garnisons

1. Extraits de ce qui concerne spécialement le Conseil.

2. Blanc sur le ms. fr. 16218, fol. 123,

que des dépenses extraordinaires de l'Estat se résolve en la présence de sad. Ma^{te}, de la Reyne Régente et desdits Sieurs du Conseil, Et sur cette résolution que les despêches en soyent envoyées par ceux qui en auront la charge au temps et selon qu'il a esté pratiqué en ces dernières années.

6. Que les commissions nécessaires pour la subvention qui se lève sur les villes closes, au lieu du sol pour livre, seront expédiées au commencement de chacune année pour les mesmes sommes et en la mesme forme que l'on a accoustumé faire.

7. Que les Estats du Roy pour les receptes générales et Receptes des bois seront dressez auparavant le commencement de chacune année par les Intendants des finances et Trésorier de l'Épargne dans lesquels seront employez en dépenses les charges des receptes particulières et générales pour les mesmes sommes qu'elles sont ez derniers Estatz qui ont esté expédiées pour l'année 1610, qu'il sera pris garde à la diminution desdites charges, si le cas y eschet et à empescher l'augmentation d'icelles qui ne se pourra faire qu'en vertu des arretz dudit Conseil et non autrement ;

8. faire valloir et renouveler quand besoin sera tous les baux des fermes, des gabelles, parties casuelles, aydes, cinq grosses fermes et de toutes les impositions et subsides qui se lèvent en ce royaume et qui font meilleure part du revenu de l'Estat, afin d'en augmenter la recepte autant que faire se pourra et prendre garde que pour le prix et payement d'icelles il aist esté baillé par les fermiers de bonnes et suffisantes cautions.

9. Sur lesquels baux à ferme et sur les deniers qui auront à estre fournis à l'Espargne de chacune desdites réceptes générales et des bois, ensemble de la subvention et de tous autres deniers revenans bons à Sa Majesté sera faict et dressé au commencement de chacune année par le Trésorier de l'Espargne qui entrera en exercice et celuy qui en sortira, un estat général de la récepte et despense à faire desdites finances de Sa Majesté par ledit Trésorier de l'Espargne en icelle année pour estre par luy représenté audit Conseil, jugé et réglé par ladite dame Reyne Régente et lesdits sieurs du Conseil, en la présence desdits intendants des finances, auquel estat sera compris par estimation ou autrement les dépenses ordinaires de ladicte Majesté et une somme telle qu'il sera advisé pour les dépenses inopinées qui peuvent survenir durant le cours de l'année pour régler lesquelles dépenses ordinaires de Sa Majesté elle ordonne.

10. Que tous les Estatz de la despense à faire en la maison du

Roy, comme Chambre aux Deniers, Escuirie, Argenterie, Officiers domestiques, maison de la Reyne Régente, entretenement de Messeigneurs les Enfants de France et autres, seront représentez à lad. dame Reyne Régente, pour en estre la despence réglée par elle en la présence des sieurs du Conseil et des chefs desdites charges sans qu'elle puisse recevoir outre le fonds qui avait accoustumé d'estre laissé pour icelle du vivant du feu Roy, si ce n'est de l'express commandement de ladite Dame.

11. Qu'il sera fait et dressé un Estat des compagnies de gens d'armes qui seront entretenues par sad. Majesté pour lesquelles et pour les charges ordinaires qui seront sur le taillon Sa M^{te} destine les deniers dudit Taillon et non plus.

12. Que les estats des garnisons et gens de guerre à la campagne, fortifications, ligues de Suisses, gallères, artillerie, Marine, Ponts-et-Chaussées, bâstiments et œuvres publiques seront résolus et arrestez par Sadicte Majesté en la présence desdits Sieurs du Conseil, pour estre les sommes en quoy en montera la despense employées en l'estat général des finances.

13. Comme au semblable sera faict et dressé en la présence de Sadicte Majesté et desdits sieurs du Conseil l'estat général des gages, pensions, entretenement des Princes, seigneurs, officiers de la Couronne et autres qui ont accoustumez d'estre payez à l'Espargne, pour estre les sommes à quoy reviendront lesdits gages et pensions employez audit estat général des finances et estre acquittées ou assignées par ledit Trésorier de l'Espargne, selon qu'il luy sera commandé et ordonné par sad. M^{te} sans que durant le cours de l'année, pour quelque occasion que ce soit, autre pension se puisse payer que celle contenue audict estat, ny que désormais le fonds en puisse être augmenté outre la somme à laquelle lesdites pensions seront arrestées, ny mesmes que les arrérages de celles qui n'auront esté payées puissent estre réputées debtes à l'advenir.

14. Seront aussi faictz et dressez en la présence de Sad. M^{te} les Estats des appointements et entretenemens des Ambassadeurs et gouverneurs des provinces, selon et ainsi qu'ils ont accoustumé d'estre payez.

15. Tous dons qui se feront sur deniers extraordinaires la nature en sera exprimée par l'acquit patent ou autrement ils ne seront valables et ne se pourront commuer sur autre nature de deniers pour quelque occasion que ce soit, Voulans Sa Majesté que dèz à présent l'on ait à régler ce qui sera réputé deniers

extraordinaires ou ce qui ne le sera pas, afin que l'interprétation n'en soit point à la discrétion des juges au préjudice du service de Sa Majesté.

16. L'Estat des debtes, que Sa Majesté voudra estre payées durant chacune année sera fait et arrêté par Sadicte Majesté en la présence desdits sieurs du Conseil pour estre la somme à quoy elles monteront comprise en l'estat général des finances et payée ou assignée par le Trésorier de l'Épargne suivant iceluy et en vertu des acquits patents de Sa Majesté qui en seront expédiés, vérifiés et arrestés au Conseil et à la Chambre des Comptes ou besoin sera, voulant Sadicte Majesté qu'il ne soit pourveu ny à la reconnaissance d'autres debtes, ny au payement d'icelles non comprises audit Estat qu'au préalable il n'ait esté pourveu et ordonné du fonds et des moyens sur lesquels elles se pourront acquitter.

17. Toutes les dépenses qui se feront pour les affaires et service de Sa Majesté seront payées soubz les noms de ceux qui en toucheront les deniers sans qu'il y soit apporté aucun déguisement ny par supposition de cause ny de nom en quelque sorte que ce soit deffendant Sadicte Majesté de n'user plus d'aucuns comptans ny de certification des comptans que pour les choses que ladicte Majesté trouvera très urgentes et nécessaires et pour lesquelles où il en sera besoin il s'expédiera à la fin de chacun quartier un acquit de comptans sur la certification de ladicte Dame Reyne et de ¹ desdits Sieurs du Conseil, lequel se dressera en ordonnance qui luy seront expédiées et commandées durant ledit quartier selon l'estat de menu qui en sera dressé, signé et arrêté par lad. Dame Reyne Régente et lesdits Sieurs du Conseil.

18. Le règlement qui a esté fait sur la taxe et payement des voyages sera observé exactement et tous ceux qui se présenteront à payer, ensemble les menus dons, seront rapportez de jour en jour à ladicte dame Régente par le Trésorier de l'Épargne, pour, sur le payement d'iceux, en avoir ses commandements et à la fin de chacune sepmaine en représentera l'Estat à lad. dame et ausdits sieurs du Conseil qui sera signé et arrêté de sad. Majesté et desdits sieurs du Conseil.

19. De toutes les autres despenses extraordinaires qui se présenteront durant le cours de l'année et qui s'ordonneront sur le

1. Blanc sur le ms. fr. 16218, fol. 126.

fonds des parties inopinées ou sur autres deniers non compris en l'estat général des finances, en sera faict par ledit Trésorier de l'Espargne un Estat qui sera représenté à Sadicte Majesté toutes les sepmaines pour estre les payements faits ou les assignations données et ainsy qu'il luy sera commandé et ordonné, en vertu desquels Estats et de ceux des voyages et menus dons, les parties seront employées avec celles contenues en l'estat général des finances dans deux roolles en parchemin qui seront faictz à la fin de chacun quartier, l'un de ce qui aura esté payé comptant, l'autre de ce qui aura esté assigné. Lesquels seront signez et arrestez de Sadicte Majesté et certifiez desdits sieurs du Conseil en la mesme forme qu'il a accoustumé d'être faict.

20. Toutes les augmentations, diminutions, rabais ou descharges seront délibérées et traitées en la présence desdits Sieurs du Conseil que sa Majesté nommera pour en faire les résolutions qui se trouveront justes et raisonnables pour le bien et service de Sa Majesté, ausquels rabais et descharges l'on n'aura esgard que préalablement la vérification n'en aist esté faicte par les gens des Comptes.

21. Les taxes des offices et résignations seront faites audit Conseil sur le pied qui en a esté pris et sur les rolles qui en seront présenttez par les Trésoriers des Parties Casuelles ainsy qu'il est toujours praticqué.

22. Toutes les quittances d'offices et résignations ne seront point délivrées en blanc et tous les offices de nouvelles création restant à pourvoir ne seront expédiés pour quelque cause que ce soit.

23. Sera mandé ausdits gens des Comptes de n'admettre à compter aucun comptable prenant estat du Roy que préalablement il n'ait vérifié audit Conseil en la présence des Intendans des finances et Trésorier de l'Espargne son estat de recepte et despenze du manient de sa charge et payé la somme à laquelle il sera demeuré reliquataire par la fin d'iceluy.

V. — *Règlement des finances fait ensuite du Règlement de la Direction des finances du cinquième jour de février dernier.*

Fontainebleau, 21 juin 1611 ¹.

... Premièrement :

Le brevet de la taille sera veu, examiné et arrêté au Conseil du

1. A été extrait de ce règlement ce qui concerne plus particulièrement le Conseil.

Roy en la présence de la Reyne six mois auparavant l'année pour laquelle il sera dressé et contiendra particulièrement ce qui devra être levé en chacune des généralités pour le principal de la taille, crues y jointes, crues des prévôts des maréchaux et crues pour le taillon.

2. Au mesme temps sera aussi arrêté au Conseil la crue des garnisons et les autres creues extraordinaires qui se lèvent par mesme commission.

3. Ensuite sera envoyé aux Trésoriers de France en chacune généralité un brevet particulier pour sur le dit brevet de la taille, contenant ce que devra estre imposé et levé en leur généralité, en extraire l'estat de la crue extraordinaire.

5. Lesdits départements ainsi faits [entre les Élections et les paroisses] par lesdits Trésoriers de France [et Élus] seront par eux envoyez au Conseil et après qu'ils y auront esté veuz et arrestés seront expédiés les Commissions des tailles et de la crue extraordinaire lesquelles seront incontinent envoyées ausdits Trésoriers de France qui feront tenir celle de la taille ausdits élus.

7. Envoieront lesdits Trésoriers de France dans le mois d'octobre les États de la valeur des finances de l'année suivante et emploieront en recette tous les deniers qui doivent être levés dans leur généralité et tous les deniers revenants bons du domaine et en despence les charges légitimement et véritablement dues seulement et non d'autres, à peyne d'en répondre en leur propre et privé nom.

8. Les États du Roy de chacune généralité seront dressés au Conseil du Roi sur lesdits États de la valeur envoyez par lesdits Trésoriers de France ou sur l'État du roy de l'année précédente ^a et n'y pourra estre adjousté aucune partie en la despence sans qu'il y ait pour cest effect arrêt du Conseil.

9. Les Trésoriers de France ne bailleront aux Receveurs généraux des finances autre estat de recouvrement que l'estat du Roy, sy ce n'est pour les deniers qui pourraient n'y avoir esté compris en recette et dans les États de recouvrement qu'ils délivreront aux receveurs particuliers ils n'y employeront autres parties en recette et dépense que celles qui seront contenues dans lesdits États du Roy à peine d'en répondre en leur propre et privé nom.

a. Sainte-Geneviève 838, fol. 86 : « présente ».

11. Observeront lesdits Trésoriers de France les États du Roy qui leur seront envoyez sans y contrevenir en sorte quelconque à peyne de payer le double des parties non comprises ausdictz États qu'ils feront acquitter et s'ils pretendent quelques partyes avoir esté obmises dans la despense desdits États du Roy, en advertiront le Conseil pour y estre donné ordre.

13. Les receveurs généraux des finances, les receveurs généraux des bois et autres comptables et commis qui prennent estat au Conseil, compteront en fin d'année par Estat audict Conseil et dans la recette des États qu'ils présenteront pour estre vérifié, ils emploieront tous les deniers qu'ils auront reçus et feront leurs reprises véritables sans aucun déguisement à peine du quadruple, avec deffences à peine de privation de leurs offices, de se charger de plus grandes sommes en la recepte de leurs comptes que celles qu'ils auront employées dans leurs dictz estatiz vérifiez audict Conseil encore mesmes que ce fussent deniers par eux touchez depuis la présentation et vérification desdits estats, leur enjoignant Sadicte Majesté en ce cas de présenter requête audit Conseil ou nouvel estat pour estre ordonné des deniers par eux ainsy receuz depuis ladicte vérification.

14. Lors de la vérification des estats qui sera faicte en fin de chacune année au Conseil et lors de l'examen qui sera fait des comptes ausdites Chambres, il ne pourra estre passé autres parties en la dépense desdits états et comptes que celles qui seront comprises dans les estats du Roy, dressez au commencement d'année, si ce n'est qu'il y ait arrêt du Conseil du Roi particulièrement et expressément donné pour cet effet.

15. Les Trésoriers de France de chacune généralité enverront en fin de chacune année au Conseil du Roy les procès-verbaux de leurs chevauchées contenant les désordres qu'ils auront recongneus au fait des finances dans l'étendue de leur généralité et les malversations commises par tous les officiers des finances ^a et par mesme moyen envoyront aussy un estat de toutes les levées de deniers qui auront esté faites dans leurs généralités, sur les villes, communautés et paroisses pour leurs affaires particulières et pour quelque cause et occasion que ce soit si ce n'est des levées contenues au brevet de la taille et en la crue extraordinaire.

16. Sera dressé et arrêté au commencement de chacune année un estat de tous les deniers que le Roy voudra estre payez en son

a. Brienne 257, fol. 320 : « de France, » à la place de : « des finances ».

acquitté pendant le courant de l'année et sera ledit estat rapporté en la Chambre des Comptes lorsque le Compte de l'Épargne sera examiné, faisant défenses Sa Majesté aux Trésoriers de son Épargne d'employer en leurs comptes le paiement d'autres debtes que celles qui seront contenues audit État et aux gens tenant sa Chambre des Comptes à Paris d'en passer ny allouer d'autres aux-dits Comptes.

17. Les Trésoriers de l'Épargne ne feront autre^a recette ny dépense dans les comptes qu'ils rendront en la Chambre des Comptes que celle qui sera contenue dans les rolles et estats de leur maniment qui leur auront esté vérifiés au Conseil.

18^b. Ne sera employé dans aucuns comptes de quelque nature qu'ils soient plus grandes sommes pour les espèces que celles qui seront contenues dans les États des finances qui seront faitz et vérifiez au Conseil, suivant la déclaration du mois de septembre 1609, vérifiés en la Chambre des Comptes, le dernier septembre 1609, et au cas qu'il n'y aist esté suffisamment pourvu au fonds desdites espèces le procureur général du Roy en ladite Chambre se pourvoira pour cet effect audict Conseil.

19. Il ne sera fait aucun payement ni remboursement des sommes^c portées par les simples quittances de prest qui se trouveront expédiées par les Trésoriers de l'Épargne, s'il n'appert d'arrêt ou ordonnance du Conseil pour faire lesdits prêts ou qu'il n'y ayt contrat passé avec le Roy pour cet effect.

33^d. Ne sera fait aucune taxe pour les tournées des commissaires allant par pays pour les voyages, sinon suivant le rolle arrêté au Conseil et signé par le Roy sans qu'il soit excédé si ce n'est par commandement exprès du Roy.

34^e. Toutes les taxes des comptables seront faites au Conseil comme aussy celles des officiers allant en commission pour le Roy et mesmes celles des grands maîtres des Eaux et forêts et seront lesdites taxes rebveues lors de la vérification des comptes par les sieurs des comptes qui les pourront retrancher ou modérer et non augmenter.

a. Dupuy 128, fol. 41 : « aucune ».

b. Dans Dupuy 128, fol. 41 ; Brienne 257, fol. 320, cet article est omis et c'est le suivant qui porte le n° 18. Tous les autres numéros sont décalés de même.

c. Brienne 257, fol. 320 v° : « lettres ».

d. Dupuy 128 ; Brienne 257, n° 31 ; un autre paragraphe, parmi ceux que je n'ai pas retenus, a été omis par les copistes de ces deux manuscrits.

e. Dupuy 128 ; Brienne 257, n° 32, et ainsi de suite.

35. Les ventes de bois seront faites à la charge de payer un sol pour livre seulement du prix de la vente et sur ledit sol pour livre seront pris les taxations des officiers, qui assisteront auxdites ventes lesquelles seront si modérément taxées par les Grands Maîtres des Eaux et forêts qu'il en sera ménagé quelque chose s'il se peut au profit du Roy et où il adviendrait qu'en quelque vente ledit sol pour livre ne se trouvât suffisant, en ce cas lesdits officiers se pourvoiront au Conseil pour leur estres pourveu sans que lesdits grands maîtres puissent excéder ledit sol pour livre.

37. Ne seront expédiées aucunes quittances en blanc [d'offices] par lesdits Trésoriers des Parties Casuelles s'il n'y a arrest du Conseil particulièrement donné pour cest effect.

38. Les lettres de rétablissement de toutes parties rayées purement aux Chambres des Comptes seront rapportées au Conseil des finances auparavant que d'estres signées.

39. Toutes les fermes petites ou grandes seront adjudgées au plus offrant et dernier enchérisseur après les proclamations accoutumées à la chandelle éteinte et seront toutes lesdites fermes adjudgées à prix d'argent seulement sans y faire entrer aucune debtes excepté pour les fermes du revenu du domaine qui ont accoustumé d'estres baillées à bled ou aultres denrées qui le pourront estre comme cy-devant après lesdites solennités gardées et observées.

42. Le règlement général sur le fait des tailles du mois de Mars 1600 et les règlements aussy donnés pour la fonction des charges des Trésoriers de France et des Eslus au mois de novembre 1601, seront observés et entretenus sans aucune contravention.

Fait et arrêté au Conseil du Roy, la Reyne régente sa mère présente, à Fontainebleau, le 21^e jour de juin 1611, signé Brûlart.

VI. — *Règlement pour les Trésoriers généraux de France, Receveurs généraux des Finances, Trésoriers de la Maison du Roi et autres comptables.*

Paris, 2 mars 1613¹.

... Art. 1 et 2 [sur la résidence des Trésoriers de France et des Receveurs généraux de finances] :

3. « Qu'auparavant que les Receveurs généraux des finances

1. A été extrait ce qui concerne le Conseil.

puissent aller compter aux Chambres des Comptes de leur manie-
ment et administration, ils feront vérifier audit Conseil du Roy
leurs estats au vray de recette et dépense et acquitteront entiè-
rement à l'Épargne ce à quoy ils seront rendus redevables par la
vérification d'iceux sans qu'ils puissent alléguer qu'ils en ont
compté auxdites chambres ; à quoy ils seront contraints, no-
n obstant la reddition de leurs comptes, sauf à présenter requête
audit Conseil pour leur pourvoir soit sur leurs délais ou parties
rayées.

4. « Deffend Sa Majesté ausdits receveurs généraux des
finances du taillon et des bois, ensemble aux Receveurs particu-
liers et tous autres officiers des finances qui prennent leurs assi-
gnations à l'Épargne, de faire à l'advenir aucune avance sans
qu'il leur soit ordonné au Conseil à payne de la pure perte
d'icelles. »

5. [Sur la vérification des États des receveurs particuliers par
les Trésoriers généraux de France.]

6. « Ayant Sa Majesté aussy esté advertie que les comptables
qui prennent leurs assignations à l'Espargne ne se mettent en
aucun devoir de compter par Estat au Conseil, comme il leur
est enjoint par lesdites ordonnances. En quoy elle reçoit un
notable interest et pour y pourvoir et empescher tels désordres,
a ordonné et ordonne, conformément ausdites ordonnances,
règlements et arrêts de son Conseil, que les officiers cy-aprés dé-
clarez, prenans leurs assignations à l'Espargne, assavoir :

Le Maître de la Chambre aux deniers,

Le Trésorier de l'Écurie du Roi,

— de la Maison de Sa Majesté,

— de l'Argenterie,

— des Menus,

— des Offrandes,

— des Cent-Gentilshommes,

Les quatre trésoriers des Gardes du Corps du Roi,

Les receveurs et payeurs des Archers du Grand Prévôt de
l'Hôtel,

Le receveur des Cent-Suisses,

Le Trésorier de la Venerie,

— de la Marine de Levant,

— — — Ponant et fortifications de Nor-
mandie,

Le Trésorier des Lignes suisses et Grisons,

Le Trésorier général de l'Extraordinaire des Guerres de deçà et delà les Monts,

Le Trésorier de l'Artillerie,

— des Fortifications,

— des bâtiments et le Commis à la recette des Ponts et

Chaussées et autres compteront doresnavant par estat au Conseil de Sa Majesté, trois mois après l'année de leurs exercice expiré, de la recepte et dépense par eux faicte des deniers de leurs charges et administration, à peyne de privation de leurs offices ou commissions au cas qu'il n'y eût légitime et raisonnable empeschement qui ne pourra estre jugé ailleurs qu'au Conseil de Sa Majesté. »

7. [Sur le devoir des Trésoriers généraux de France de vérifier les cautions des comptables.]

8. « Et pour le regard desdits comptables qui sont dans lesdites charges et qui les exercent, ne leur sera aussy délivré aucunes assignations par ledit Trésorier de l'Épargne sinon en leur faisant apparoir de la vérification faite audit Conseil de la dernière année de leur administration et maniement à peyne d'en répondre en leurs propres et privez noms.

9. « Pareillement est aussi enjoinct aux procureurs généraux de ses Chambres des Comptes tenir la main à ce que lesdits comptables cy-dessus desclarez ne soient receuz à compter en icelles, qu'en rapportant leurdits États vérifiez audit Conseil sur les mêmes peynes que dessus et sera le présent règlement signifié à tous qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance.

« Fait et arrêté au Conseil d'Estat du Roi tenu à Paris, le deuxième jour de mars XVI^e treize, signé Malier. »

VII. — *Règlement des Conseils.*

Paris, 21 mai 1615.

Le Roy, désirant establir un bon ordre pour la conduite des affaires et pour l'administration de la justice, a voulu commencer par la réformation de son Conseil, tant par la diminution du nombre de ceux qui y sont entrez du temps du feu Roy pendant les guerres et depuis son decedz que par le choix de ceux qui seront employez cy-après.

I. 1. — Et principalement en deschargeant le Conseil d'Estat et finances et le Conseil privé de toutes les matières qui gisent en

jurisdiction contentieuse, qui seront renvoyées aux Parlements, Grand Conseil et Cour des Aides et autres juges ordinaires ou les procèds pourront estre jugés plus commodément pour le soulagement des sujets du Roi.

2. Et pour effectuer ce que dessus il sera fait un bon règlement des choses qui doivent être traitées au Conseil d'Estat et finances et au Conseil privé de Sa Majesté et sera fet un roolle de tous les procès qui seront pendants et indécis ausdits Conseils lesquels vus et examinés sommairement seront renvoyez promptement comme il est dit cy-dessus.

3. La multitude des causes qui ont esté et sont encores au Conseil du Roy est provenue de diverses occasions qui se peuvent représenter en peu de mots.

Premièrement, à cause des troubles et des articles qui ont esté accordés par le feu Roy à plusieurs Princes, Seigneurs, Gouverneurs de places, villes et communautés, la congnaissance desquelz et de tous les différentz qui pourraient survenir à l'occasion d'iceux a esté réservée au Conseil de Sa Majesté comme il estait lors nécessaire d'en user ainsi.

Les édits et déclarations faictz par ceux de la Religion prétendue réformée ont esté cause de retenir et juger plusieurs procès et différens au Conseil du Roy.

En tous les baux à ferme qui ont esté faictz du temps du feu Roy pour les gabelles, aydes et généralement en tous les traités qui ont esté faits pour les affaires et finances de Sa Majesté, il y a toujours eu réserve de tous les différens qui surviendraient pour l'exécution desdits baux et traités pour estre jugez au Conseil du Roi.

4. Et néanmoins le Roi veut et entend que la connaissance de tous les différens qui pourraient survenir en l'exécution des Édits et Déclarations de Sa Majesté qui soullaient estre traictez en son Conseil soyent renvoyées aux Cours de Parlement ou autres Cours où les Édits auront été vérifiez pour estre jugés et terminés conformément à ce qui est ordonné par lesdits Édits.

5. Que toutes les causes qui pourraient estre entre les fermiers du Roy et entre lesdits fermiers et leurs sous-fermiers ou autres pour raison de leurs baux à ferme ou traitez faits pour les affaires et finances de Sa Majesté soyent renvoyées aux Cours des Aides pour y estre jugées et décidées suivant le contenu esdits baux et traictés, synon qu'il fut question des droits du Roi qui pourraient estre perdus ou diminués par la collusion ou mauvaise conduite

desdits fermiers et sous-fermiers, auquel cas il est besoin d'en retenir la congnaissance en a toujours esté ainsi usé pour le fait des finances de Sa Majesté.

6. Par le moyen de ces règlements et renvois, le Conseil du Roy estant deschargé de la plus part des procès qui estaient pendants audit Conseil, il ne sera pas besoin de tenir tant de Conseils et toutefois de tenir le Conseil privé pour les parties une fois la semaine qui sera le mercredi à deux heures après-midy, le Conseil d'État et finances le jeudy à pareille heure de deux heures après-midi et le Conseil pour la Direction des finances le Samedi à pareille heure.

II. — L'ordre que le Roy veut estre tenu en ses Conseils.

7. Le Conseil des Affaires où se lisent les dépêches du dedans et dehors le Royaume, se tiendra en présence du Roy et de la Reyne avec les Princes et autres seigneurs de son Conseil qu'il plaira à Sa Majesté y appeller au lieu et heures qui seront ordonnées.

8. Audit Conseil seront leues toutes les dépêches et délibéré des réponses et de ce qui sera à faire sur le contenu et à l'occasion d'icelles, seront leues aussi les réponses et les instructions qui seront baillées aux ambassadeurs et autres qui seront envoyés vers les provinces étrangères et ailleurs.

9. Audit Conseil sera aussy traicté de l'État des garnisons et des gens de guerre tant de cheval que de pied et généralement les affaires de plus grande importance comme il plaira à Sa Majesté l'ordonner.

III. — Pour le Conseil d'État et finances et pour le Conseil privé.

10. Pour establir un meilleur ordre au Conseil du Roy Sa Majesté veut et ordonne qu'il y ayt un certain nombre de personages choisis de qualité, prudhommie, expérience et capacité qui serviront quatre mois seulement comme il a esté autrefois pratiqué et n'entreront audit Conseil aucuns autres sinon de ceux qui seront ordonnez par Sa Majesté.

11. Les Conseillers qui sont ordonnés pour servir ausdits Conseils seront tenus de s'y trouver sans y faillir sinon pour légitimes excuses dont ils feront advertir Mons^r le Chancelier.

12. Audit Conseil d'État et Finances entreront trois Maîtres des Requêtes qui seront nommés par Monsieur le Chancelier et

changeront tous les quartiers, lesquels feront rapport des requêtes et instances auxquelles il auront été commis.

Les Princes du sang, Cardinaux, autres princes, ducs, pairs et officiers de la Couronne, Secrétaires d'État, ceux du Conseil de la Direction et Intendants de finances auront entrée, séance et voix délibérative audit Conseil.

13. Les gouverneurs et lieutenants généraux des provinces entreront aussy ausdits Conseils, y auront séance et voix délibérative quand il sera question du fait de leurs charges.

14. Le Chevallier d'honneur de la Reine aura l'entrée et séance en tous lesdits Conseils.

15. Au commencement de chacun quartier sera fait appointement aux Conseillers du Conseil qui seront en service et aux Intendants des finances, des provinces du Royaume dont ils auront le soin afin que chacun d'eux ait à recevoir et rapporter les Cahiers, articles, remontrances et requêtes qui viendront des provinces qui leur auront été desparties et que ceux qui feront les poursuites sachent à qui s'adresser pour estre plus promptement expédiés.

16. Le département desdites provinces se fera, au commencement de chacun quartier et sera changé tous les ans, affin que tous ceux du Conseil soient cappable et mieux informés de l'estat des affaires de toutes lesdites provinces.

17. Nul ne rapportera aucune requête ou instance s'il n'a premièrement esté commis.

18. — Les requêtes qui seront présentées au Conseil seront signées par les Parties ou par leur Procureur, et s'il se trouve, après qu'une requête aura esté réponde, que la partie qui en aura esté déboutée présente autre semblable requête, sans faire mention de la première, sera condamnée en l'amende de Cent livres envers la partie et, s'il n'y a partie, l'amende sera néanmoins payée, deux tiers aux pauvres et l'autre tiers aux huissiers du Conseil pour en faire les poursuites et les diligences.

19. Nul n'opinera audit Conseil et n'y demeurera quand il sera traicté d'affaires qui le touchent ou à ses parents et spéciaux amis.

20. Nul n'assistera au jugement d'aucun duquel il ayt esté récusé pour cause jugée valable par le Conseil.

21. Chacun opinera audit Conseil et sera assis selon l'ancienneté de son serment, cédant le siège et la place à son ancien,

excepté les princes du sang, cardinaux, autres princes, ducs, pairs et officiers de la Couronne, lesquels tiendront le mesme rang qu'ils ont fait jusques à présent ausdits Conseils.

22. Et quand le Roy et la Reyne ne seront présents, il ne sera rien résolu que par la pluralité des opinions et, mesmes en ladite présence, quand il sera question du faict et intérêt des particuliers, et l'arrest, comme il aura esté arresté sera leu au Conseil suivant et signé et incontinent dellivré aux Parties, sans qu'il puisse estre renvoyé ny retardé^a, ni l'exécution surcize par requête ou remontrance, sinon par les moyens de droit comme il est accoustumé.

23. Les arrests aussy donnez aux Cours souveraines ne pourront estre cassez ni surciz, synon par les voies de droit qui sont permises par les Ordonnances.

IV. — Le Roy a ordonné que au Conseil d'État ou des finances et non ailleurs soyent traictez et résolues les affaires qui ensuivent :

Assçavoir

24. Les requêtes, cahiers, articles et remontrances des provinces envoyez et présentez à Sa Majesté tant par les Gouverneurs, lieutenants généraux et Cours de Parlement et autres officiers de Sa Majesté et par les villes et communautés.

25. L'observation et entretenement ou les contraventions qui seront faites aux Édits et ordonnances de Sa Majesté en ce qui concerne l'estat et le repos publicq.

26. Les requêtes concernant les affaires du clergé.

27. Les différens qui surviendront à cause des suppressions et remboursements d'officiers.

28. Les adjudications des fermes au plus offrant et dernier enchérisseur.

29. Les adjudications des grands ponts et autres ouvrages publics au rabais et moins disans.

30. Les requêtes concernans l'exécution des baux faits pour les fermes de Sa Majesté.

31. Les rabais, diminutions et remises qui seront demandées sur les tailles, sur la subvention des villes et sur les fermes.

32. Les différends qui surviendront en l'exécution des pactes faits pour le rachat des rentes ou du domaine de Sa Majesté.

^a, « Révoqué ny rétracté », Brienne 257, fol. 151 r°.

33. Les baux et marchés pour le renouvellement et rafraichissemens des vivres et munitions des places frontières.

34. Les requêtes qui concernent l'estat des provinces, des communautés et des villes, ensemble les levées de deniers qui seront par eux requises.

35. Les taxes des commissions et autres qui seront faites par les Intendants des finances.

V. — Le Roy veut et ordonne qu'en son Conseil estably pour la direction des finances les affaires qui ensuivent y soient délibérées, traitées et résolues.

36. Le brevet de la taille, la commission, crue extraordinaire, les États du Roy de chacune généralité, les États des fermes et les Conditions qui doibvent être insérées es baux qui en seront faits, puis l'État général des finances et généralement tout ce qui dépendra de l'observation et entretenement desdits Estats.

37. Les rolles des semaines ausquels sont employez toutes les dépenses qui se font pendant le courant de l'année y seront aussy arreztez tous les Samedis selon qu'il a esté faict du passé.

38. Sera pareillement rapporté audict Conseil en fin de chacun quartier un estat de toute la recette et dépense faicte par le trésorier de l'Épargne.

39. Comme aussy seront veuz et examinez à la fin de chascun quartier les Estats des Garnisons, de la Gendarmerie, de la Maison du Roi, de la Chambre aux Deniers, Escurie, Argenterie, Artillerie, Fortifications, et de tous autres comptables prenans assignations à l'Épargne pour cognaistre du devoir qu'ils auront rendu en leurs charges et pourvoir au manquement des assignations qui leur auraient esté baillées.

40. Tous articles ou contrats de baux à ferme ou partie seront veus et arreztez audit Conseil et néanmoins l'adjudication et délivrance d'iceux remise au Conseil d'État ainsy qu'il est accoustumé.

41. Les pouvoirs, instructions et commissions de ceux qui seront envoyés par Sa Majesté dans les provinces pour prendre quelque cognaissance du fait des finances.

42. Aucune levée de deniers ne pourra estre faicte par le Roy qui n'ait esté délibérée et résolue audict Conseil.

43. Les lettres écrites par les Trésoriers de France portant advis considérable et important au fait des finances de Sa Ma-

jesté y seront aussy leuez et délibéré sur la réponse qui y debvra estre faicte.

44. Le mesme sera faict des requêtes qui seront présentées pour faire employer gaiges, en attribuer de nouveaux ou augmenter les anciens comme aussy pour employer rentes ou autres charges dans les estats ^a de Sa Majesté.

VI. — Ce que le Roy veut et ordonne pour le Conseil privé.

45. Sa Majesté veut et entend que les requêtes présentées par les parties afin d'évoquer des Parlements et autres Cours souveraines suivant les ordonnances, soient rapportées audit Conseil par les Maîtres des Requêtes estants en quartier et non par autres, ensemble toutes Requêtes pour règlement de juger à cause de la contention de juridiction entre les Parlement, Chambre de l'Édit, Grand Conseil, Court des Aydes et autres Cours souveraines.

46. Les requêtes contre les arrêts donnés audit Conseil en cas qu'ils sont permis par les règlements sur ce faits.

47. Les oppositions formées au sceau de l'expédition des lettres d'offices ou autres qui seront renvoyées par Monsieur le Chancelier audit Conseil.

48. Que tous différends qui pourraient estre audiet Conseil des Évêchez, Abbayes et autres bénéfices estantes à la nomination du Roy seront renvoyez au Grand Conseil, Encores qu'il soit question du titre, enjoignant audit Grand Conseil de juger lesdits procès selon le droit de nomination de Sa Majesté et comme jusques à présent en a esté usé.

49. Les Maîtres des Requêtes qui seront en quartier et non autres auront l'entrée au susdit Conseil privé pour y rapporter toutes requêtes et instances, auxquelles ils auront esté commis.

50. Les Maîtres des Requêtes qui ne seront en quartier seront envoyez par les provinces pour faire leurs visitations et chevauchées comme il est porté par les ordonnances.

51. Ceux desdits Maistres des Requêtes estant en quartier ne faudront, les jours de feste, d'aller devant Sa Majesté quand elle ira à la Messe pour recevoir les requestes qui seront présentées quand il leur sera commandé et assisteront près de Monsieur le Chancelier pendant que le sceau sera ouvert.

Fait à Paris, le 21^e jour de may 1615.

^a. Dupuy 128, fol. 61 v^o ; « deniers ».

VIII. — *Règlement du Conseil projeté avec Monseigneur le Prince en la Conférence de Loudun et veu et rapporté en présence du Roy et de la Reyne sa mère et de Monseigneur le Chancelier*¹.

Avril 1616.

6. [Conseil d'Estat et des finances, le Mardi et le Jeudi matin ou l'après-midi, au choix du Roi et de la Reine sa mère ; Conseil privé, le Mercredi et le Vendredi après-midi ;] « Et outre tous lesdits Conseils il y a celui des affaires de Sa Majesté qui se tient près sa personne ».

7. Ajouter : « ... Et n'y entrera autre personne que ceulx que le Roi choisira et nommera pour y assister dont sera fait un rôle particulier... »

12. « ... Sa Majesté veut et ordonne que audit Conseil les princes du Sang, cardinaux, autres princes, ducs, pairs et officiers de la Couronne, Secrétaires d'État et Intendants des finances ayent entrée, céance et voix délibérative audit Conseil.

« Que outre ce l'on choisisse jusques à douze des plus anciens dudit Conseil, de robe longue, y compris deux ecclésiastiques pour y estre cy-après... lesquels seront tenus s'y trouver sans y faillir sinon pour légitimes excuses dont ils feront advertir Monsieur le Chancelier et en cas qu'aucuns d'entre eux fussent employez en autres charges ou fonctions ou vincent à décéder l'on en mectra d'autres en leurs places que l'on choisira des plus anciens et ceulx qui sont à présent audit Conseil en sera fait un rôle desditz douze qui seront retenus... »

14. Disparaît.

— « Nuls autres n'entreront audit Conseil s'ils ne sont expressément mandez ou appelés. »

19. « Nul n'opinera audit Conseil et n'y demeurera quand il sera traité d'affaires qui le touchent ou à ses parents et spéciaux amys, et sy aucun dudit Conseil avait à charge ou intendance par permission du Roy des affaires des princes ou grands, il s'abstiendra pareillement d'y assister quand l'on parlera de leurs affaires. »

21. Ajouter « ... et ceulx qui n'ont point de place pour s'asseoir se retireront à ce que personne ne demeure debout ».

— Entre les numéros 23 et 24 : « Les arrêts ne pourront estre

1. Ce règlement est fort semblable à celui du 21 mai 1615. Les différences seules ont été notées ici.

signez ailleurs que dans ledit Conseil où ils auront esté délibérez et arrestez et seront désormais signez par Monseigneur le Prince de Condé lorsqu'il y aura esté présent, par Monseigneur le Chancelier ou par les deux plus anciens de robe longue qui seront audit Conseil, soyt que le Roy ou la Reyne soyent présents ou absents et quand mondit seigneur le prince ne se trouvera à la délibération lesdits arrêts seront toujours signés de Mondit sieur le Chancelier et desdits deux plus anciens Conseillers outre le rapporteur.

« Sera fait un résultat tous les trois mois par le Secrétaire du Conseil et signé de luy de tous les arrêts qui auront esté faicts, arrestez et signez pendant son quartier.

« Ledit Secrétaire du Conseil sera ainsy tenu de faire un registre de tous lesdits arrêts du Conseil qui sera paraphé par luy et sortant du quartier sera tenu le mettre entre les mains de son successeur affin que ledit registre demeure toujours où sera ledit Conseil pour y avoir recours quand besoin sera. »

25. « ... Édits et Ordonnances de Sa Majesté qui concerneront l'estat, repos et seureté desdites provinces, villes et communautés. »

26. « ... soit pour le descharger ou autres choses qui concernent le publicq et l'intérêt de Sa Maïesté. »

27. « ... pour l'intérêt de Sa Maïesté. »

V. — « ... Ledit Conseil se tiendra tous les samedys après-dîner en présence de leurs Majestez et de ceux qu'elles y voudront appeller dont sera fait un rolle particulier et y seront traictées les affaires qui ensuivent.

37. « ... et seront signés de leurs Majestés et de ceux qui ont accoustumé de les signer et non d'autres. »

— Entre 44 et VI : « Sera pareillement fait résultat en fin de chacun quartier de tous les arrêts et résolutions qui auront esté arrestez audit Conseil. »

— Entre 45 et 47 : « ... Les requêtes qui seront présentées au Conseil seront signées par les parties ou par leur procureur et à faute de ce ne pourront estre rapportées et s'il se trouve, après qu'une requête aura esté répondue, que la partye qui en aura esté déboutée présente autre requête sans faire mention de la première sera condamné en l'amende de Cent livres envers les parties, et, s'il n'y a partie, l'amende sera néanmoins payée les deux tiers aux pauvres et l'autre tiers aux huissiers du Conseil pour en faire les poursuittes et diligences,

« Les arrêts dudit Conseil privé seront signez par Monsieur le Chancelier et par les deux plus anciens conseillers qui y auront assisté outre le rapporteur. »

— Les numéros 49, 50, 51 sont remplacés par les trois suivants :

« Les Maîtres des Requêtes serviront leur quartier et feront leurs charges suivant les Édits et Ordonnances, pourront rapporter toutes requêtes et les instances ausdits Conseils esquels ils seront commis.

« Tous lesquels Conseils seront désormais tenus au logis du Roi et non ailleurs sinon que dans lesdits Conseils l'on commit quelques-uns pour traiter à part de quelques affaires, dont en ce cas sera fait rapport en iceux conseils devant que en délivrer aucune expédition.

« Le Roy veult et ordonne le présent règlement estre désormais gardé et observé et entretenu inviolablement et affin que chacun en prenne soin, Sa Majesté veut qu'il en soit délivré des copies à tous ceux qui auront entrée dans lesdits Conseils qui les demanderont. »

IX. — *Conseil pour la Direction des finances*¹.

1. Ledit Conseil se tiendra tous les Samedis après disner en présence de leurs Majestez et de ceulx qu'elles y voudront appeller dont sera fait roolle particulier et y seront traictées les affaires qui ensuivent :

2. Le brevet de la taille, la commission de la crue extraordinaire, les estats des finances de chacune générallité, les estats des fermes et les conditions qui doibvent estre incérées ès baux qui en sont faitz puis l'estat général des finances et généralement tout ce qui dépendra de l'observation et entretenement desditz estatz.

3. Les Rolles ou estats des sepmaines ausquelz sont employez toutes les despences qui se font pendant le courant de l'année y seront aussy arrestez selon qu'il a esté fait par le passé et seront signez de leurs Majestés et de ceulx qui ont accoustumé de les signer et non d'aultres.

4. Sera pareillement rapporté audict Conseil en fin de chacun

1. Brienne 257, fol. 339 r^o-340 r^o, sans lieu ni date ; se trouve entre le règlement des Parties Casuelles du 4 février 1614 et un État des taxes à observer par le Trésorier de l'Épargne, du 12 janvier 1617. Dans chacune des grandes catégories logiques qu'il distingue, le copiste a observé l'ordre chronologique. Le règlement est donc à placer entre ces deux dates.

quartier un estat de toute la recepte et despence faicte par le Trésorier de l'Épargne.

5. Comme aussy y seront veus et examinez à la fin de chacun quartier les estatx des garnisons, de la gendarmerye, de la maison du roy et de la Chambre aux deniers, escurye, argenterye, artillerie, fortifications et de tous autres comptables prenans assignation de l'Espargne, pour congnaistre du debvoir qu'ils auront rendu en leurs charges et pourvoir au manquement des assignations qui leur auront esté données ;

6. Toutes articles et contractz de baulx à fermes ou partis seront veuz et arrestez audict Conseil et néantmoins l'adjudication et dellivrance d'iceulx remise au Conseil d'estat ainsy qu'il est acoustumé ;

7. Les pouvoirs, instructions et commissions de ceulx qui seront envoyés par Sa Majesté dans les provinces pour prendre quelque congnaissance du fait des finances.

8. Aucune levée de deniers ne pourra estre faicte par le Roy qui n'ayt esté délibérée et résolue audict Conseil.

9. Les lettres escriptes par les Trésoriers de France portant advis, considérable et important au faict des finances de Sa Majesté y seront aussy leues et dellibéré sur la responce qui debvra estre faicte ;

10. Le mesme sera fait des requestes qui seront présentées pour faire employer gaiges, en attribuer de nouveaux ou augmenter les antiens comme aussy pour employer rentes ou aultres charges, dans les estatx de Sa Majesté.

11. Sera pareillement fait résultat en fin de chacun quartier de tous les arrestz et résolutions qui auront esté arrestez audict Conseil.

X. — *Règlement sommaire pour le Conseil de la Direction des finances.*

Tours, 5 août 1619.

Le Roy voulant apporter quelque ordre dans son Conseil de la Direction des finances a ordonné et ordonne qu'il sera fait département aux conseillers dudit Conseil, ensemble aux Intendants des finances, des provinces du royaume, afin que chacun d'eux ait à recevoir et rapporter les cahiers, articles, remontrances et requêtes, qui viendront des provinces qui leur auront esté départies, et sera ledit département changé tous les trois ans afin que

ceux du Conseil soient mieux informés de l'état des affaires desdites provinces pour pouvoir plus utilement servir Sa Majesté et sera fait le même pour les fermes du Roy.

Département de Messieurs du Conseil
et des Intendants de finances,

- 1¹. de Maupeou, Intendant,
de Chasteauneuf ^a,
de Berny ^a,
l'évesque de Carcassonne,
de Roissy.

Fermes :

Gabelles de France

Domaines de Calais

Généralités : Paris, Amiens, Rouen, Caen, Bretagne, Bordeaux.

2. De Castille, Intendant ;

De Pontcarré,
de Champigny,
Ribier,

Fermes : Aides, Gabelles de Lyonnais, Mesurage d'Ingrande,
Imposition de Charente.

Généralités : Chaalons, Dijon, Tours, Poitiers, Orléans.

3. Duret, Intendant ;

de Vic,
de Caumartin,
de Bisseaux ^b,
de Marillac.

Fermes : les cinq grosses fermes, gabelles de Languedoc, Traite
domaniale d'Anjou.

Généralités : Riom, Lyon, Montpellier, Toulouse, Provence.

4. Desportes-Baudouin, Intendant ;

de Boissise,
de Bullion,
de Préaux ^c,

^a. Le manuscrit des Affaires étrangères, France, Mémoires et Documents, n° 201, fol. 207 v°, porte en marge, pour de Chasteauneuf, l'explication suivante : « Guillaume de Laubespine, père du Garde des Sceaux » ; pour de Berny : « Brûlart ».

^b. France 201, marge : « Samuel Spifame ».

^c. Aff. étr., France 201, marge : « Charles de Laubespine, depuis garde des sceaux ».

1. J'ai ajouté les numéros.

Daligre.

Fermes de la comptable de Bordeaux.

Généralités de Bourges, Soissons, Limoges, Dauphiné, Moulins.

[Signé] Brûlart du Vair Jeannin.

XI. — *Règlement du Conseil pour l'acquit des dons assignez sur les deniers extraordinaires*¹.

Tours, 22 août 1619.

Le Roy voullant que le règlement faict au Conseil pour les dons que fait Sa Majesté à aucuns de ses serviteurs sur deniers extraordinaires soit exactement suivy et gardé dont l'observation a esté retardée à cause des difficultés que fait la Chambre des Comptes de passer lesdits acquitz, Sa Majesté estant en sondict Conseil a ordonné et ordonne que sur les acquitz des dons qui seront dorénavant expédiés sur deniers extraordinaires la nature de deniers sera libellée et exprimée et que pour cest effect lettres et déclarations seront envoyées à ladicte chambre des comptes pour passer et allouer les acquitz patentz de dons et aultres qui seront expédiés, sur lesdictz deniers extraordinaires ainsy que s'ilz estayent payez et acquittez des deniers ordinaires de son Espargne. Faict au Conseil d'Estat du Roy tenu à Tours le vingt-deuxième Août mil six cens dix-neuf.

XII. — *Déclaration du Roy, touchant certains brevets du Conseil, octroyés à aucuns des officiers des cours souveraines.*

Au camp devant Montpellier, le 12 Octobre 1622.

Aujourd'huy, douzième d'Octobre 1622, Le Roy estant au camp devant Montpellier, sur ce que Sa Majesté a esté advertie qu'aucuns de ses officiers des Parlements et autres Cours souveraines après avoir receu de grandes commoditez de la résignation de leurs offices se retirent au Conseil et prétendent y prendre rang du jour qu'ils ont esté receus en iceluy, en vertu des brevets qui leur ont esté expédiés, plustôt pour honorer leurs charges que pour y servir, au préjudice de ceux lesquels après avoir esté employez aux ambassades et autres charges importantes à l'estat tant dedans que dehors le Royaume, sont ordonnez pour y servir continuellement et y ont vieilly, ce qui apporte de la confusion en l'ordre des séances qui y doit estre plus soigneusement gardé

1. Brieune 257, fol. 349 r°.

qu'en nul autre lieu, Sa Majesté, mémorative des plaintes qui lui en furent faites à l'Assemblée des Notables à Rouen et de ce qui fut alors arrêté¹, a déclaré et déclare qu'elle ne veut et n'entend que sesdits officiers ou autres qui ont esté honnorés de semblables brevets ayent un rang et séance en sondict Conseil que du jour qu'ils auront servy ou serviront actuellement après avoir résigné leurs offices et qu'ils sont ou seront employés dans l'estat des appointements ordonnez par Sa Majesté à ceux desquels elle veut ordinairement estre servie; en témoin de quoy saditte Majesté m'a commandé d'en expédier toutes lettres nécessaires et cependant le présent brevet, signé de sa main et contresigné par moy son Conseiller et Secrétaire d'État et de ses commandements et finances, signé Louis, et plus bas, Brûlart,

Publié et enregistré dans le Conseil, le premier Febvrier 1623, Guénégaud, Greffier.

XIII. — *Règlement fait par le roy Louis XIII sur la fonction des charges des Maîtres des Requêtes estans à sa Cour et suite.*

Compiègne, 22 mai 1624.

Le Roy estant en son Conseil, désirant régler la fonction des Maîtres des Requêtes estant à sa Cour et suite et esviter la confusion qui pourrait arriver entre eux en la distribution de la justice qu'ils rendent à ses sujets lorsqu'ils entrent et sortent de quartier ordonne que les Maîtres des Requêtes qui sortiront de quartier le dernier jour d'icelluy finy seront tenus de remettre au greffe dudit Conseil tous les affaires tant de justice que de finance dont ils seront chargés pour estre distribuées et baillées à ceux qui y entreront sans qu'ils puissent après lesdits quartiers s'assembler pour voir aucunes requêtes ny affaires ny ycelle rapporter en aucuns de ses Conseils à peine de nullité des arrêts qui seront donnés au préjudice du présent règlement, sinon que pour au-

1. Voir la première et la deuxième proposition du Roi avec les avis des Notables dans le ms. fr. 16256 (Harlay), fol. 1-19, bien plus complets que dans la publication de Charles de Beaurepaire : *Louis XIII et l'Assemblée des Notables en 1617* (Soc. rouennaise des Bibliophiles), 1883, in-8°; et l'« Édit du mois de Juillet 1618 dressé sur les cahiers des Etats tenus à Paris l'an 1615 et sur ceux de l'Assemblée des Notables tenue à Rouen l'an 1617 », art. 110-117 (même manuscrit, fol. 107-111), 148 (fol. 120). Peu des avis des Notables sont passés dans l'Édit. Il n'est guère question dans l'Édit que des évocations et de la délivrance des arrêts du Conseil.

cunes bonnes et justes considérations en quelques affaires particulières en soit par notre Chancelier ou garde des sceaux autrement ordonné. Fait au Conseil du Roi, Sa Majesté y estant, tenu à Compiègne le 22^e jour de May 1624, signé de Loménie.

XIV. — *Règlement que le Roy veult estre doresnavant observé en son Conseil de la Direction de ses finances, en celuy d'Estat et finances et en son Conseil privé ou^a des partyes.*

Compiègne, 1^{er} Juin 1624¹.

1^a. Sa Majesté^b désirant establir un bon ordre pour la conduite de ses affaires et administration de ses finances et de la justice a voulu commencer par la réformation de son Conseil tant pour la^c diminution du nombre de ceux qui y sont entrés depuis la mort de feu Roy son père qu'en deschargeant seditz Conseils de toutes les matières qui gisent en juridiction contentieuse et peuvent être renvoyées aux Parlements, Grand Conseil, Cour des Aydes et autres juges où les procès pourront estre jugez plus commodément et avec plus de soulagement pour ses sujets et pour cest effect, Sa Majesté fera dresser un bon règlement des choses qui doivent être traitées en chacun de ses Conseilz, et sera fait un rôle de tous les procès pendants et indécis ausditz Conseilz pour iceux veus et examinez sommairement en estre fait le renvoy ainsi qu'il est dict cy-dessus.

2. Pour parvenir à laquelle réformation, Sa Majesté a voulu premièrement ordonner des personnes desquelles elle veut estre servie ausdits Conseils et à cette fin a retenu et arrêté pour servir ordinairement en tous lesdits Conseils | Mesmes en celuy de la Direction et des finances^d | avec Mons^r le Garde des Sceaux³ et Mons^r le Marquis de la Vieuville, surintendant de ses finances, les sieurs de Châteauneuf, de Champigny, Contrôleur général de ses

a. « Ou » est omis par Sainte-Geneviève 838, fol. 99 r^o; Dupuy 128, fol. 90 r^o; se trouve sur Brienne 257, fol. 377; ms. fr. 18151, fol. 134. — Ms. fr. 18543, fol. 113 r^o, porte « et ».

b. Ms. fr. 18152, fol. 13 r^o: « Le Roi. »

c. *Ibid.*: « par », et ms. fr. 18543, fol. 113 r^o.

d. Ce membre de phrase manque sur le Brienne 257, fol. 377 v^o, et sur le ms. fr. 18152, fol. 13 r^o.

1. C'est le texte définitif; un premier texte, qui ne fut pas maintenu, avait été établi. J'indique à la suite en quoi il différerait de celui-ci.

2. J'ai ajouté des numéros aux paragraphes.

3. Étienne d'Aligre, sieur de Chauvilliers.

finances, de Boissy, de Bullion, de Bisseaux, de Préaux, de Léon et de Marillac, lesquels comme ordinaires précéderont en tous Conseils les autres Conseillers qui y sont de présent ou auront cy-après entrée en ses Conseilz et en cas que Sa Majesté appelle cy-après quelques autres | pour estre ordinaires^a en sesdits Conseils, ils n'auront rang et séance que du jour qu'ils y seront appellés, encores qu'ils eussent presté le serment auparavant ;

3. Les Intendants des finances et Trésoriers de l'Épargne y serviront comme ils ont accoustumé.

4. Le Secrétaire du Conseil des finances aura son entrée ausdits Conseils de la Direction et des finances et celui du Conseil des Parties audit Conseil lorsqu'ils seront en quartier.

5. Le Trésorier des Parties Casuelles estant en exercice aura entrée audit Conseil de la Direction lorsqu'il sera besoing de taxer les offices.

6. Ausquels Conseils serviront aussy par semestre assavoir en celluy de Janvier, les sieurs Foucquet, Viguier, Aubery, Ribier et Haligre^b, et en celuy de Juillet, les sieurs Fremiot, ancien archevêque de Bourges^c, Lebret, Olier, Barentin et la Roche-Habert.

7. Outre tous lesquels cy-dessus nommés^d serviront ausdits Conseils des finances et des Parties, chascun par l'espace de quatre mois assavoir au service de Janvier, les sieurs de Trelon Granger, Fiebrun^e et Gueffier. En celuy de May, les sieurs Ladvocat, Courmoulin, Chaumont, du Maurier. En celuy de septembre, les Sieurs Péricard, de la Poterie^f, Boissise, Tonnelier et Lessongère^g, lesquels, ensemble ceux du service de six mois en six mois auront l'entrée et séance ausdits Conseils respectivement selon l'ordre porté par le brevet de Sa Majesté du 12 octobre 1622.

8. Les Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hôtel de Sa Majesté rapporteront ausdits Conseils des finances et des parties les affaires dont ils seront chargés chacun en son quartier, sinon que pour aucunes considérations en quelques affaires particu-

a. « Pour estre ordinaires » omis sur le ms. fr. 18543, fol. 113 v^o.

b. Ms. fr. 18152, fol. 13 v^o, « Aubry », « Alligre ».

c. Dupuy 128, fol. 89 r^o : « le sieur archevêque de Bourges Fremiot ».

d. Ms. fr. 18152, fol. 13 v^o : « Oultre lesquels desnommez cy-dessus. »

e. A la place de Fiebrun, Dupuy, 128, fol. 89 v^o, met « La Potterie ».

f. A la place de La Potterie, Dupuy, 128, met Fiebrun, fol. 89 v^o.

g. Dupuy 128 ne contient pas le nom de Lessongère. Ms. fr. 18151 porte, après Lessongère, « depuis Mr Turpin ».

lières, il en soit par Messieurs les Chancelier et Garde des Sceaux ^a autrement ordonné, Ne laisseront néanmoins d'avoir leur entrée et voix esdits Conseil des Finances et des parties hors leursditz quartiers, mesmes s'estant defaictz de leurs charges et jouissans du privilège de M. des Requêtes honoraires et lorsqu'après s'estre defaictz de leurs charges Sa Majesté les appellera en ses Conseils elle trouve bon que ceux desdits Maîtres des Requêtes qui ont été honnorez desdits brevets de retenue pour servir en ses Conseils et ont presté le serment suivant iceux y ayent leur entrée et séance du jour de leur dit serment | mais ne pourront précéder ceux qui seront ordinaire pour toute l'année ^b.

9. Les princes du sang, Cardinaux, autres princes, ducs, pairs et officiers de la Couronne, Gouverneurs et lieutenants généraux ès province, et autres principaux seigneurs qui ont fait le serment de Conseillers audit Conseil y auront entrée ainsi qu'ils ont accoustumé.

10. Les Secrétaires d'Estat des commandements de Sa Majesté auront aussi l'entrée et séance en tous lesdits Conseils du jour du serment par eux presté suivant leurs brevets ^c.

11. Et pour le regard des Archevêques et Evêques Sa Majesté veut et entend que ceux qu'elle a honorés de la qualité de coners en sesdits Conseils y ayent entrée et séance ainsi qu'ils ont accoustumé, lorsqu'ils se trouveront près de Sa Majesté, laquelle n'a voulu en spécifier aucun particulièrement, pour ne leur donner subject de manquer à leurs résidences. Et néanmoins, Sa Majesté aura bien agréable que de ceux qui se trouveront en sa Cour, Il en assiste ordinairement quelques uns ausdits Conseils des finances et des parties, lesquels, ensemble les gouverneurs, lieutenants généraux et seigneurs susmentionnez auront rang et séance du jour du serment par eux presté audit Conseil en conséquence des brevets qu'ils en ont obtenus.

12. Et quand à tous les autres qui ont à présent des brevets de Conseillers audit Conseil, Ils n'auront entré audit conseil si Sa Majesté ne leur accorde par nouveau brevet et ne sera aucun payé des gages de Conseiller audit Conseil, Sinon ceux qui seront employez dans les Estats de Sa Majesté servants actuellement.

a. Ms. fr. 18152, fol. 13 v° : « Monsieur le Chancelier et Garde des Sceaux. »

b. Brienne 257, fol. 170 v°, et le ms. fr. 18152, fol. 13 v°, ne contiennent pas ce membre de phrase.

c. Ce paragraphe manque sur le ms. fr. 18152, fol. 13 v°.

Fait à Compiègne, le premier jour de juin 1624, Louis et plus bas, de Lomènie.

Le présent règlement a esté enregistré ès registres du Conseil d'Estat du Roy estant à Compiègne le 26^e jour de juin 1624 par moy Coner et Secrétaire audict Conseil, signé Bardeau.

XV. — Ce règlement est accompagné dans plusieurs manuscrits d'un autre^a daté du même jour, les manuscrits indiquent que ce dernier fut fait d'abord, mais tout aussitôt discuté et réformé en celui que nous venons de reproduire.

Voici en quoi cette première version diffère de la version définitive :

2. « ... de Marillac et de Léon, et ledit Chevallier, Chancelier de la Reyne, les Intendants des Finances, le Trésorier de l'Épargne et non autres, hors ceux qui sont cy-après nommez nonobstant les brevets du Conseil qu'ils en pourraient avoir obtenus... »

3-4 [n'existaient pas].

6-7 avec les différences de noms que le Dupuy 128 a conservées par négligence du copiste, et en outre : « ... Tonnelier et auront tous l'entrée et séance esdits Conseils respectivement selon l'ordre porté par le brevet de Sa Majesté du 12 octobre 1622 en ce toute-fois non compris les Coners de Robe longue choisis et nommés par Sa Majesté pour servir ordinairement en tous ses Conseils lesquels auront rang et séance selon l'ordre cy-dessus et avant tous autres. »

8 [plus court]. « Les Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hôtel de Sa Majesté feront et exerceront leursdites charges ausdits Conseils des finances et des parties chacun en son quartier et non autrement, suivant l'arrêt donné par Sad. Majesté estant en son Conseil le 22^e jour du mois de May dernier. »

XVI. — *Règlement fait par le Roy pour la direction de ses finances.*

Saint-Germain-en-Laye, 2 Septembre 1624.

Le Roy voullant establir ung bon règlement en l'administration de ses finances a ordonné

1. Premièrement que les sieurs de Champigny et de Marillac

^a. Ce dernier n'est que dans Sainte-Geneviève 838, le Dupuy 128, le Brienne 257, le Cinq-Cents Colbert 194.

que sa Majesté a choisis et ordonnez surintendans de ses finances¹ prendront le soing et la direction de sesdites finances comme il appartient a ladite charge, s'assembleront au logis du plus ancien d'eulx avecq les Intendans des finances et le Trésorier^a de l'Épargne estant en charge deux fois la sepmaine et plus souvent si les affaires du Roy le requièrent pour disposer et préparer les affaires et les rapporter par après au Conseil de la Direction pour y estre jugées et terminées par arrest comme il est accoustumé.

2. Ordonneront lesdits surintendans ou l'un d'eulx en l'absence de l'autre des despences courantes et qui se présenteront de jour en jour, comme voyages, menus dons, récompenses et autres choses semblables jusques à la somme de mil livres, en signeront les expéditions sur les ordonnances qui en auront esté commandées par le Roy et qui seront signées des Secrétaires d'État ou suivant les arretz donnez au Conseil de Sa Majesté dont il sera dressé estat par le Trésorier de l'Épargne qui le représentera avecq lesdits sieurs de Champigny et de Marillac devant Sa Majesté et les Ministres de son Estat de quinzaine en quinzaine pour estre arresté et signé par Sa Majesté et contresigné du Secrétaire d'État qui sera en moys, et sera pareillement signé de Mons^r. le Garde des Seaulx et desd. Surintendans pour la descharge dudit Trésorier de l'Espargne, sans qu'en conséquence de ce lesd. Surintendans puissent prétendre entrée et séance au Conseil d'affaires de Sa Majesté sinon y estans appelez par elle.

3. Sera pareillement dressé estat durant lad. quinzaine de toutes les autres despences à faire qui se pourront offrir lequel sera aussi réputé devant Sa Majesté pour estre ordonné du payement des parties contenues en icelluy selon qu'il sera advisé par Sa Majesté et led. Estat signé et arresté comme dessus.

4. Les comptants ès mains du Roy dont on usera le moins que l'on pourra seront résolus devant Sa Majesté en son Conseil, signez d'elle et contresignez d'un Secrétaire d'État et signez aussy de Monsieur le Garde des Seaulx, desdits Surintendans et des Intendans des finances comme il est accoustumé.

5. L'estat général des finances qui se fait au commencement de l'année et les autres Estats qui se font en conséquence d'iceluy

a. Ms. fr. 18543, fol. 53 r^o, met l'article et le mot au pluriel.

1. Commission du 27 août 1624 à Saint-Germain-en-Laye, Brienne 257, fol. 375 r^o.

seront représentez par lesdits Surintendants devant Sa Majesté et les Ministres de son Estat pour estre jugez et arrestez ainsy que sa Majesté l'ordonnera.

6. Et en fin de chacune année tous les Estatx des receptes et dépenses des Receveurs Généraux et de tous autres Comptables qui doivent compter par Estat au Conseil seront vérifiez et arrestez par lesdits Surintendans et Intendans de ses finances comme il est accoustumé.

7. Le Trésorier de l'Épargne fera toute dilligence nécessaire pour le recouvrement des sommes qui luy sont baillées à recevoir, et en cas que les receveurs généraux, fermiers et autres sur lesquels il sera assigné ne payent les sommes qu'il aura à recouvrer sur eulx, il en fera sa plainte au Conseil pour y estre promptement pourveu, représentera de six en six mois son estat de recepte et despençe pour estre vérifié et arrêté par lesdits surintendans.

8. Tous Édictz, Traitez et partiz, après avoir esté examinez et rapportez au Conseil de la Direction seront résolus en la présence de Sa Majesté et desdits Ministres aux jours susdits, Ensemble tous les rabais, diminutions et desdommagemens d'importance qui se présenteront, observant néanmoins toutes les formes accoustumées pour l'adjudication desdites fermes.

9. Toutes ordonnances et acquitz pour dons et gratifications faites par Sa Majesté sur deniers extraordinaires seront libellez et la nature desdits deniers exprimée en iceulx et ne s'acquitteront sur deniers prohibez comme restes de Tailles, Taillon et autres deniers qui se lèvent sur le peuple, bons d'estatz, restes de Comptes, pris des fermes, Tiercement et doublement, Ventes de bois et autres, dont les deniers doivent estre fournis à l'Espargne ou sur offices soit vaccans par mort ou résignation, démission, ou nouvelle création.

10. Ne sera ordonné payement, assignation ny réassignation d'aucunes debtes de quelque quallité qu'elles soient qui n'ayent esté vérifiées au Conseil et n'en seront acquittées aucunes dans le courant de l'année sinon celles qui auront esté employées en l'estat faict par Sa Majesté au commencement de lad. année.

11. Tous acquitz-patentz, mandemens, quittances des parties casuelles et toutes autres expéditions seront controllées par led. sieur de Champigny comme il est accoustumé.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le deuxième jour de Septembre 1624, signé Louis, et plus bas, de Loménie,

XVII. — *Brevet accordé par le Roy aux présidens de la Cour d'avoir séance au Conseil d'estat du jour de leur réception audit Conseil.*

18 nov. 1624.

Aujourd'huy dix-huitième Novembre mil six cens vingt-quatre, le Roy estant à Paris, désirant que les sieurs présidents au mortier de sa Cour de Parlement de Paris, conseillers en son Conseil d'estat et privé soient conservés en la séance dont ilz ont tousiours jouy dans lesdictz Conseilz selon leurs rangs et dignitez, Sa Majesté a déclaré et déclare, veult et ordonne que lesdits sieurs présidents ayent sceance, voix et opinion délibérative en ses dictz conseils d'estat et privé, chacun selon l'ordre de sa réception esdictz conseilz nonobstant tous réglementz et brevectz contraires que sa Majesté a révoquez et révoque pour ce regard. Et pour tesmoignage de sa Vollonté, elle a signé de sa main le présent Brevet et icelluy faict contresigner par moy son conseiller en sesdictz conseilz, secrétaire d'estat et de ses commandemens et finances, signé Louis, et, plus bas, contresigné, de Loménie.

XVIII. — *Règlement pour les affaires des particuliers.*

Paris, 11 Février 1625.

1. Le Roy considérant le grand nombre de personnes qui sont ordinairement en sa Cour pour raison de leurs prétentions et intérestz en la poursuite desquelz ils consomment ung long temps allans incessamment visiter et solliciter inutillement ses ministres, lesquelz ne sachant pas à point nommé la vollonté de Sa Majesté en ce qui regarde les particulliers ne leur peuvent donner la satisfaction qu'ilz recherchent.
2. Sa Majesté, désirant pourvoir à cet inconvenient et establir un bon ordre par le moyen duquel ceux qui ont des prétentions raisonnables et des demandes justes à faire en soient promptement expédiées sans qu'ilz soient obligez d'aller courir en plusieurs endroitz et les aultres qui prétendent choses qui ne se peuvent accorder en soyent aussy tost esconduitz affin qu'ils ne perdent plus long temps et leur peine à les poursuivre.
3. Veut que d'oresnavant tous les particuliers de quelque quallité qu'ils soyent qui auront à désirer quelque chose de sa Maiesté s'adressent à ses secrétaires d'estat selon la nature de leur affaire et les diverses provinces d'où ilz seront, lesquelz secré-

taires d'estat entendront lesdictz particulliers et prendront leurs mémoriaux contenant succinctement leurs prétentions et demandes, chacun d'eulx en ce qui est de leurs charges affin que rien ne soit oublié, qu'il n'y aye point de confusion, et que les affaires estant séparées entre eulx, elles puissent plus facilement estre expédiées.

4. Pour ce qui est de la maison du Roy et de la Guerre on s'adressera à ceulx des Secrétaires d'Estat qui ont la charge.

5. Pour le regard des affaires estrangères et des provinces à ceulx qui en ont les départementz et sera gardé l'ordre observé de tout temps pour les expéditions des dons et gratifications que lesdits secrétaires d'Estat font chacun en leurs moys.

6. Toutes les sepmaines Sa Majesté veult tenir à certain jour un Conseil particullièrement pour entendre les prétentions continues en mémoriaux qui auront esté mis entre les mains des secrétaires d'estat sur le rapport qu'ilz en feront en la présence de ses Ministres, affin que chacun puisse avoir responce d'une sepmaine à l'autre sans attendre d'avantage. Mais aussy après que les secrétaires d'estat leur auront donné les responses par escript ilz ne pourront en façon quelconque s'adresser au Roy pour raison des mesmes prétentions et demandes ny aussy aux secrétaires d'estat qui ne recepvront leurs mémoriaulx pour la seconde foyz si ce n'est qu'ilz soyent comiz à ce faire par quelque nouvelle circonstance auquel cas ilz pourront derechef parler de l'affaire audit conseil et y proposer ce qui ne leur aura pas esté la première foyz représenté.

7. Veult Sa Maiesté que les Ministres, lorsqu'on s'adressera à eulx pour affaires qui doibvent estre proposées par les Secrétaires d'estat, le leur renvoyent affin que les choses se facent avecq l'ordre cy-dessus arresté.

8. Les affaires estant résolues par le Roy en son Conseil, les expéditions en seront aussy tost faictes et en celles qui requerront ordonnances, elles seront incontinent déllivrées et sera pourveu au fondz de ce qui sera porté par icelles sans difficulté.

Faict à Paris, ce 11^e Febvrier 1625, signé Louis, et, plus bas, de Loménie.

XIX. — *Brevet accordé par le Roy aux présidens de la Cour d'avoir*

a. « Deux », Brienne 257, fol. 227 r^o,

séance au Conseil d'Estat selon l'ordre de leur réception audict conseil nonobstant le brevet du mois d'Octobre 1622.

Paris, 18 février 1625.

Réformé pour la troysième fois.

Aujourd'huy dix-huictième Febvrier mil six cens vingt cinq le Roy estant à Paris sur la remonstrance qui a esté faicte à Sa Majesté par les Sieurs présidents au mortier de sa Cour de Parlement à Paris que le brevet portant règlement du Conseil apportait quelque préjudice au rang et ordre qu'ilz ont accoustumé de prendre en ses Conseilz, sadicte Maiesté désirant traiter lesdict sieurs présidentz selon leurs rangs, mérites et dignitez a déclaré et déclare qu'elle n'a entendu et n'entend qu'ils soient compris en l'ordre et règlement qu'elle a ordonné être suivy et estably en ses conseilz par son Brevet du Octobre 1622, veult et entend Sadicte Maté que lesdits sieurs présidents soit qu'ilz soient encores pourveuz de leurs charges ou qu'ilz les ayent résignées prennent rang et séance dans ses conseils du jour de leur brevet de conseiller d'estat et qu'ils auront presté le serment audict Conseil nonobstant toutes déclarations, réglemens et brevets au contraires que sadicte Maiesté a révoqué et révoque pour ce regard et pour tesmoignage de sa vollonté m'a commandé expédier ausdictz sieurs présidens le présent brevet qu'elle a signé de sa main et icelluy faict contresigner par moy son conseiller en sesdictz conseilz, Secrétaire d'Estat et de ses commandemens et finances, signé Louis et, plus bas, de Loménie.

XX. — *Brevet du Roy par lequel le Roy ordonne qu'il y aura dorénavant douze conseillers ordinaires au Conseil de la Direction de ses finances.*

Chateaubriant, 26 Août 1626.

Aujourd'huy, 26 Août 1626, Le Roy estant à Chateaubriant, considérant combien il importe à la dignité et autorité de ses affaires de Règler son Conseil et que le nombre de huit personnes que Sa Majesté avait cy-devant choisies pour y servir ordinairement ne peut suffire à cause que Sa Majesté les employe ordinairement aux plus grands et importants affaires de son Estat, tans dedans que dehors le Royaume, Sa dicte Majesté a arrêté de croistre ledit nombre jusques à douze, suivant le choix qu'elle a fait de quatre de ceulx qui servoyent par semestre audict Conseil par les Brevets qu'elle en a faict expédier à chacun d'eulx. A ceste

cause, Sadicte Majesté a voullu et ordonné que son Conseil de la Direction de ses finances soyt composé dudit nombre de douze sans qu'il puisse estre augmenté pour quelque cause et occasion et en faveur de quelque personne que ce soyt sans préjudicier toutesfoys à ceulx qui servent à présent audict Conseil de la Direction outre lesdits ordinaires desquelz les places demeureront supprimées par mort jusques à la réduction audit nombre de douze sans qu'aulcuns autres y puissent cy après prétendre l'entrée soulz couleur des Brevetz de Semestre qu'il pouvait obtenir de Sa Majesté ou autrement en quelque sorte que ce soyt, En tesmoing de quoy Sadicte Majesté m'a commandé en expédier le présent brevet signé de sa main et contresigné par moy son Conseiller et Secrétaire d'Estat et de ses commandemens et finances.

Signé Louis, et plus bas, Le Beauclerc.

XXI. — *Règlement de finances.*

Paris, 26 juin 1627.

Règlement que le Roi veult estre observé en son Conseil pour la plus prompte et meilleure expédition des affaires qui s'y doivent traiter.

Lesquelles seront premièrement examinées entre ceux de sondit Conseil qui sont ordonnez sur chacune, | ou troys d'iceux ^a avecq le rapporteur et celuy de Messieurs les Secrétaires d'État qui aura charge de l'affaire dont il sera question en celles auxquelles ils ont accoustumé d'estre appellés pour estre par après lesdites affaires rapportées devant Messieurs les Chancelier ou Garde des Seaux au Conseil de Sa Majesté, Voulans Sadicte Majesté que tous les ans lesdits commissaires soient changez ou continuez selon ce que lesdits sieurs Chancelier ou Garde des Seaux verront bon estre, affin qu'ils puissent estre tous instruits et informez des affaires de Sa Majesté et rendus plus capables de la servir par tout où il luy plaira les employer.

1¹. Pour les affaires du Clergé et autres ecclésiastiques qui se doibvent traiter audit Conseil.

Messieurs

de Chasteauneuf père
de Champigni

de Bullion
de Chasteauneuf fils

a. Omis sur le ms. fr. 18543, fol. 108 v^o.

1. J'ai ajouté les numéros.

de Roissy

de Chevry, Intendant des finances

avec lesquelz, selon les occasions, pourront estre députez quelques prélatz.

2. Pour les affaires des fermes et gabelles, créations d'offices, divers advis et traités, domaine de Sa Majesté, tant ce qui concerne les aliénations, rachats, engagements, usurpations et autres requêtes et propositions de même nature, soyt du domaine de France, ou de l'ancien domaine de Sa Majesté, tant en France qu'au Pays-Bas, en ce qui aura besoin d'être examiné au Conseil, seront députez pour la présente année, Messieurs :

de Champigni

Le Congneux

de Chasteauneuf fils,

Ollier

de Léon

Aubry

Foucquet

et Messieurs les Contrôleur général, et ^a intendant des finances | et pour ce qui est du domaine des païs-bas | ^b Mons^r Galland.

3. Pour les affaires des levées de deniers et assiette sur le peuple, debtes demandées sur le Roy, soyt pour les ^c recevoir et admettre, soyt pour les justifier et en donner advis et autres affaires entre finance qui requièrent cet ordre, mesmes pour les assiettes et levées particulières, lesquelles ne pourront estre ordonnées qu'elle n'ayent premièrement esté veues et examinées par lesdits Commissaires.

Messieurs

de Champigni

Fouquet

Bisseaux

Aubery

Chasteauneuf

et le rapporteur

et celuy de Messieurs les Intendants au département duquel seront les affaires dont il sera question.

4. Pour les affaires concernant la police générale ou particulière dont il sera besoin de traiter audit Conseil, les Règlements des pauvres, les artifices et inventions qui se proposent pour divers usaiges ^d, les arts et manufactures et autres instructions utiles au public et au service du Roy.

a. Blanc dans tous les manuscrits.

b. Ce membre de phrase est seulement dans le ms. fr. 18543, fol. 109 r^o, et dans le ms. fr. 18152, fol. 23 v^o.

c. Ms. fr. 18543, fol. 109 r^o : « demander ».

d. Ms. fr. 18543, fol. 109 v^o : « charges ».

Messieurs

de Roissi

Bisseaux

de Léon

Le Congneux

Ollier

Aubry

Viguiers^a

Monsieur le Contrôleur général des finances avec le rapporteur
lesquels pourront appeler ceux qu'ils jugeront à propos des per-
sonnes expérimentées pour conférer et avoir avis.

5. Pour les Affaires qui pourront concerner la guerre, garni-
sons, ordre et police de la guerre, rançons, vivres et autres choses
semblables, s'il eschet d'en traiter au Conseil.

Monsieur le Maréchal de Schomberg

Monsieur le Marquis d'Effiat, surintendant des finances

Messieurs de Roissy, Viguiers,

Bisseaux Aubry

Monsieur Intendant des Finances

Monsieur le rapporteur et ceux que lesdits sieurs trouveront
bon d'appeler pour conférer et avoir avis ou autrement.

6. Pour les affaires de la justice, contentions et règlements des
Courts, soit Parlements ou justices inférieures, pour leurs diffé-
rents fors pour les règlements de juges et évocations qui se traite-
ront directement au Conseil

Messieurs de Champigny, Viguiers,

de Roissy, Aubry,

Fouquet, Ollier et le rapporteur.

7. Pour les affaires de ceux de la religion prétendue réformée

Messieurs de Roissy, Viguiers,

Bullion, Aubry,

Fouquet, Le rapporteur.

Ollier.

8. Pour les affaires qui concernent la marine et le commerce

Monsieur le Cardinal de Richelieu

et quand il luy plaira assembler Conseil :

Monsieur le Marquis d'Effiat, surintendant des finances.

Messieurs de Bullion, Chasteauneuf fils

Bisseaux, Collemoulins^b

^a. Omis par le ms. fr. 18152, fol. 24 r^o.

^b. « Courmoulin » (ms. fr. 18543, fol. 110 v^o), « Courmoulin » (ms.
fr. 18152, fol. 25 r^o).

9. Pour les affaires qui regardent les estrangers lesquelles se traitent au Conseil pour divers sujets :

Messieurs de Champigny	de Chasteauneuf fils
de Roissy	de Léon
de Bullion	Fouquet
Bisseaux	le rapporteur.

10. Pour les cahiers des provinces et affaires d'icelles pour lesquelles il est besoin de s'assembler

Languedoc

Messieurs de Champigny	Ollier
de Chasteauneuf	Aubry
fils	
de Léon	

Monsieur de Chevry, Intendant des finances.

Normandie

Messieurs de Roissy	Aubry
de Bisseaux	Viguiet
Fouquet	

Monsieur de Houssay, Intendant des finances

Bretagne

Messieurs de Champigny	Viguiet
Léon	Lecogneau
Aubry	

Monsieur de Chevry, Intendant des finances

Bourgogne

Messieurs de Roissy	Fouquet
Bullion	Aubry
de Léon	

et Monsieur de Castille, Intendant des finances.

Béarn

Messieurs de Roissy	Ollier
Viguiet	Aubry
Monsieur de	" Intendant des finances.

11. Et pour le regard des requêtes particulières et affaires promptes qui n'ont pas besoin de plus grande discussion, elles se rapporteront et résoudront en la manière accoutumée.

Outre lesquels commissaires, Sa Majesté remet à la discrétion et choix desd. sieurs Chancelier et garde des Sceaux de commettre parfois des autres Coners de son Conseil et des Maîtres des Re-

a. Blanc sur tous les manuscrits.

quêtes ordinaires de son Hôtel selon qu'ils verront estre expédient et utile au service de Sa Maté et expédition des affaires.

Fait à Paris, le 26^e jour de Juin mil six cens vingt-sept, Signé Louis, et, plus bas, de Loménie, collationné, Bouer.

XXII. — *Règlement fait par le Roy pour l'ordre et l'établissement de ses Conseils et des Conseillers de son Conseil,*

Au Camp devant La Rochelle, 3 Janvier 1628.

1. Le Roy, s'estant fait représenter les Estats et reiglements faitz par Sa Majesté et les Roys ses prédécesseurs pour l'ordre et establissement de ses conseils, considérant que les désordres causés en toutes conditions par les guerres et mouvements publics ont attein mesmes jusques à sesdits Conseils par la multitude de ceux qui en ont obtenu des brevets pour y seoir, aucuns avec choix et d'autres sans choix par la facilité qu'ils y ont trouvée, en sorte que nonobstant les réglemens faits à Montpellier en 1622, à Compiègne en 1624, et à Châteaubriand en 1626, il se trouve encore un si grand nombre de conseillers ausdits Conseils que celà diminue grandement la dignité de cette charge au préjudice de l'autorité que Sa Majesté doit avoir ausdits Conseils et du fruit qui en doit réussir pour le bon gouvernement de ses affaires et de celles de ses sujets qui y ont recours, que cet accroissement et cette facilité sont entre les principales causes de la cherté des offices sy dommageable à ses subjects en ce que l'espérance que plusieurs ont de parvenir à cette dignité de conseillers en ses Conseils et de préparer par ce moyen une honorable retraite avecq la commodité des appointemens qu'ils en reçoivent, fait que plusieurs achèptent à prix excessif les offices de Maîtres des Requêtes de son Hostel qui en sont les plus proches, faisant estat que ce n'est qu'une avance de quelques années, laquelle ils retirent avecq intérêt revendant plus chèrement les mesmes offices après qu'ils auront obtenu lesdits brevets et la faculté de seoir ausdits Conseils, que la même raison porte encore la cherté aux offices de Coners en ses Cours souveraines pour ce qu'ils servent de degré pour parvenir à ceux de Maîtres des Requêtes par lesquels ils se promettent l'accès et entrée ausdits Conseils et de là par exemple se communique à tous les autres offices selon la liaison et relation qu'ils ont ensemble, que ce mesme désordre cause encore un autre très grand mal d'autant que plusieurs des officiers de Sa Majesté par le moyen de ces espérances ne tiennent

plus compte de vieillir dans les charges, ce qui a porté une grande diminution aux Compagnies, préjudice à la justice et à l'autorité de Sa Majesté en icelle.

A quoy Sa Majesté désirant pourvoir en attendant un plus ample reiglement pour l'ordre et les matières desquelles il pourra estre traicté en ses Conseils, disposant quant à présent des personnes qui y auront entrée et séance, a ordonné :

2. Que doresnavant il ne sera expédié aucun brevet pour appeller ou retenir quelqu'un en la qualité de conseiller en ses Conseils que ledit brevet ne soit signé de la propre main de Sa Majesté avec addition de ces mots, de la mesme main : pour un tel ; ce qu'elle deffend très expressément à tous les secrétaires de ses commandements ; deffend pareillement aux Chancelier et garde des Sceaux d'admettre aucun de quelque qualité et condition qu'il soyt à faire le serment de ladite qualité, que le Brevet qu'il en aura obtenu ne soit expédié en cette forme et qu'oultre ce ils n'ayent eux-mêmes receu la volonté de Sa Majesté de sa propre bouche et de recevoir ledit serment ailleurs qu'en plein Conseil après lecture faite publiquement en iceluy de leur brevet en la présence de tous les assistants, dont il sera fait mention par les actes desdits serments, ausquels seront insérez les noms des six plus anciens conseillers dudit Conseil qui s'y seront trouvés présents, dont les greffiers dudit Conseil tiendront registre sur lequel lesdits chanceliers ou garde des sceaux parapheront les actes qui y seront insérez, ce que Sa Majesté enjoint à tous les dessusdits à peine d'encourir son indignation, nullité desdits brevets, réceptions et serments, nonobstant la possession de ceux qui les auront obtenus pourraient acquérir par nonchallance ou autrement.

3. Veult et ordonne Sa Majesté que lesdits règlements de Montpellier, Compiègne et Chasteaubriand aient lieu pour l'ordre séance, condition et entrée de ceux qui en ont la faculté par iceulx et que nul ne puisse servir en ladite quallité sinon après qu'il se sera deffait des charges dont il pouvait être pourveu auparavant, suivant ledit règlement de Montpellier, lesquels reiglements Sa Majesté confirme par le présent en ce qui n'y est point dérogé, et, en les interprétant pour le regard de ceux qui cy-après y seront appelés pour y servir comme ordinaire, Veult Sa Majesté qu'ils aient rang et séance au Conseil du jour qu'ils l'avaient auparavant, sans qu'en conséquence de la clause portée par ledit reiglement de Compiègne ils puissent prétendre la précéance sur tous les autres en qualité d'ordinaires, et quant à ceux qui n'y ont pas

la séance ordinaire ny par temps certain et limité, Veult Sa Majesté qu'il en soyt usé selon qu'il est porté par ledict reiglement de Compiègne, Remettant à la prudence desdits Chanceliers et garde des sceaux, pour le regard de ceux desquels pourrait avoir esté obmis de faire mention de leur permettre l'entrée et séance lorsqu'ils seront prez de Sa Majesté, appelez ou envoyez de leurs provinces ou autrement en sorte toutefois qu'il en soit usé modestement et sans que celà puisse apporter confusion, ny séance ordinaire et fréquente.

4. Et d'autant que tous lesdits règlements n'ont encore peu apporter l'ordre qu'il est bien requis pour la dignité et autorité desditz Conseils et que les choses si eslongnées de leur principe ne peuvent pas estre ramenées tout à coup, considérant aussy que la distinction apportée par ledit règlement de Compiègne en ordinaires, semestres et quadrimestres, non seulement diminue dans l'esprit de plusieurs l'estime de leurs conditions pour la comparaison des autres, est cause qu'ils tendent et pressent pour parvenir à ce qu'ils estiment le plus, Mais aussy empeschent de réduire la multitude desdits Conseillers d'autant que chacun desdictz degrez est par nécessité remply de quelque nombre qui tous ensemble en composent un excessif et malséant, Ordonne Sa Majesté que dorresnavant sesdits Conseils ne seront composez que de conseillers ordinaires et servants par quartier suivant l'estat particulier que Sa Majesté en a fait dresser, assavoir des douze ordinaires qui sont de présent, outre les surintendants, Contrôleur général et intendants de ses finances, lesquels ordinaires Sa Majesté veut et entend estre réduits par mort jusques au nombre de huit et ne veut estre pourveu à aulcun de ceux qui pourraient décéder ou se retirer jusques à la réduction audit nombre.

5. Et pour le regard de ceux qui servent à présent par six et quatre moys, Veult Sa Majesté qu'ils soyent tous distribuez pour servir trois moys seulement, y ayant eu chacun quartier un du corps de l'Eglise, compris ceux qui en sont à présent, et ung du corps de la Noblesse selon le choix que Sa Majesté en a fait, sans préjudicier aux conseillers desdits conseils qui servayent cy-devant durant six mois, ausquels Sa Majesté voulant conserver le mesme temps de leur occupation veult qu'ils servent pareil temps de six mois leur vye durant, Mais en deux quartiers différents et non consécutifs si bon leur semble, Ce qui ne pourra avoir lieu que pour eux et non pour ceux qui pourayent estre pourvez par leur décedz ou autrement, Réservant aussy Sa Majesté suivant

ledit reiglement de Châteaubriand l'entrée et scéance au Conseil de la Direction des finances leur vye durant à ceux qui l'avayent cy-devant sans qu'aultres qu'eux, outre les ordinaires, y puissent prétendre l'entrée cy-après.

6. A la charge aussy que tous les dessusdits servant par quartier en vertu du présent règlement seront réduits par mort jusques au nombre de quatre par chacun quartier outre ceux du corps de l'Eglise et de la noblesse selon qu'il est dit cy-dessus, voulant Sa Majesté pour le regard de tous les autres que le dernier dudit reiglement de Compiègne soyt entièrement gardé et observé et outre que, suyvant iceluy, nul ne soyt payé des gaiges dudit Conseil, s'il n'est employé dans lesdits États, fors les deux plus anciens de chacun quartier des maîtres des requêtes de son Hôtel, ausquelz Sa Majesté pour en rendre le corps plus honorable et en faire estimer l'antiquité veult que les appointements cy-devant payés à huit dudit corps indifféremment, soyent doresnavant payez ausdictz deux plus anciens de chacun quartier et que le doyen de chacun desditz quartiers prenne séance audict Conseil durant les trois moys prochainement suyvant le quartier de son exercice audict Conseil.

Fait au camp d'Estrées, devant La Rochelle, le Troisième jour de Janvier mil six cens vingt-huit, signé Louis et, plus bas, Potier.

XXIII. — *État des personnes que Sa Majesté a ordonnées pour servir en son Conseil par quartier suivant ce qui est porté par le reiglement ce jourd'huy fait par Sa Majesté pour sondit Conseil.*

[Au camp devant La Rochelle, 3 janvier 1628.]

- | | | | |
|----|--|-----|------------------------|
| 1. | Ecclésiastiques | 2. | De la Noblesse |
| | L'évêque de Senlis, Janvier | MM. | de Brèves Janvier |
| | L'évêque de Cahors, Avril ¹ | | de Béthunes, Avril |
| | Archevêque de Bourges ancien, Juillet ² | | de Rambouillet Juillet |
| | Archevêque de Rouen, Octobre ³ | | de Marillac, Octobre. |
| 3. | Janvier | | |
| | Messieurs Ribier | | |

1. La Roche-Habert.
2. Fremyot.
3. François de Harlay.

Halligre
Villiers
Trélon
Granger
d'Ormesson
Bouthillier

4. Avril

Messieurs Amelot, Président,
Cormoulin,
Miron,
de Chaumont,
Derbigni,
de Bérulle,
Saint-Jullien,

5. Juillet

Messieurs Le Bret,
Fiebrun,
Gueffier,
du Maurier,
Lessongère,
Turpin,

6. Octobre

Messieurs Favier,
Barin,
La Potterie,
Amelot-Chaillou
Boissise,
Tonnelier,
Le Gras,

Sans que l'ordre de l'écriture face préjudice aux rangs qui appartiennent à chacun des dessusdits nommés.

XXIV. — *Arrest du Conseil d'Estat par lequel le Roy ordonne qu'il sera faict un registre en son Conseil de tous les tiltres, brevetz et autres actes concernant les affaires de Sa Majesté lequel registre sera tenu dans le controolle général des finances.*

Au camp devant La Rochelle, 13 septembre 1628.

1. Sur ce qui a esté remonstré au Roy en son Conseil par aucuns de ses principaux officiers qu'ensuite de plusieurs traittez faictz pour le rachapt de son domaine et extinction des rentes et

suppressions d'offices, il y a plusieurs droictz esteinctz et admortiz desquelz néantmoins le payement est continué, Plusieurs domaines retirez et revenus à Sa Majesté pour divers subiectz qui sont encore possédez par les particulliez, Plusieurs offices supprimez dont le payement des Gaiges est continué, Beaucoup de traittans, redevables de grandes sommes qu'eux et leurs héritiers ont encores en leurs mains, Plusieurs debtes acquittées, dont les payements ne laissent d'estre poursuiviz, Plusieurs ouvrages ordonnez et adjugez délaissiez par leurs entrepreneurs après avoir touché de grandes sommes pour la fasson d'iceux, plusieurs recherches dont l'utilité demeure èz mains de ceux qui ont esté employez, Quittance de dons, octroys, engagements, et autres gratifications faictes à cetrain temps dont l'on continue la jouissance après le temps expiré, Plusieurs reiglements pour l'ordre de l'estat du Conseilz et affaires de Sa Majesté dont la connaissance pourrait apporter grande utilité et instruction, s'ilz estaient souvent reveuz esdictz conseilz. Plusieurs actes de cautionnement prestez pour raison des fermes et traictez dont la mémoire se perdant les principaux preneurs tombent en insolvabilité, Plusieurs actes, contrepromesses, déclarations de fermiers et traictants en proffict de Sa Majesté lesquelz ne s'exécuttent et qu'il arrive par ce moyen de grandes pertes et dommages au domaine, finances et affaires de Sa Majesté A cause que par le changement d'officiers et autres évènements la connaissance des choses susdites est perdue Tellement que toute la prévoyance que le Conseil de Sa Majesté peult apporter pour la bonne conduite de ses affaires est sans effet, que s'il se tenayt un ou plusieurs registres publicqz avec le contrerolle général des finances ou les susdictz fassent enregistrer entièrement ou par extraict selon que le cas requerra, le service et les affaires de Sa Majesté en recevront un grand advantage par l'establisement d'un ordre, qu'il donnerait en tout temps connaissance de ce qui se serait passé en chaque nature d'affaires, quel aurayt esté l'accomplissement de tous traictez, quelles actions compecteraient à Sa Majesté pour raison de ce et de la conservaon de ses droictz, Au moien de quoy ceux qui doresnavant seront appelez à ses affaires pourront scavoir en tout temps l'estat d'icelles et rendre à Sa Majesté le service qu'elle doit attendre, diligence et fidélité.

2. Le Roy estant en son Conseil a ordonné et ordonne que, dans le controlle général des finances, il sera tenu un registre dans lequel seront enregistrez par chapitres différendz au long ou par extraict selon que le cas le requerra.

3. Tous brevetz de Sa M^{te} et arrests portant règlement sur le fait de ses conseils, ordre et administration générale de ses finances.
4. Tous traictez et partiz faicts pour l'establissement d'offices de nouvelle création ou suppression de ceulx desia establiz.
5. Les traictez ou baulx d'alliérations, ou d'atributions de droictz héréditaires ou domaniaux, d'augmentations de gaiges, de constitutions ou admortissemens de rentes, d'alliérations, de rachapts ou réunion de domaines ou d'autres affaires.
6. Tous marchez et adjudications des ouvrages publicqz, pontz, canaux pour la navigaon, encloz des villes, fauxbourgz, fournissemens de pouldres, salpestres, canons et aues choses servans au public.
7. Toutes commissions expédiées pour recherches de droitz recellez, domaines usurpez, Cens, Lotz, et autres droitz seigneuriaux deubz à sa maiesté, ou pour faire ventes ou alliérations des partz et portions de ses domaines, d'offices héréditaires et de police.
8. Tous arrestz et lettres patentes portans remboursement des sommes dues par sa maiesté tant dedans que dehors le royaume.
9. Tous engagemens des domaines de Sa Maté aliénez pour certains temps et pour certaines causes temporelles, lesquelles passées Sa Maiesté en doit rentrer en possession.
10. Tous brevets et lettres patentes de Sa Maté portant don de quelques sommes payables en plusieurs années ou la jouissance de quelques places, estautz, boutiquez, batteaux, passages, coches, relaiz de chevaux montans les batteaux, bacs, péages, et passaiges accordez pour certain temps.
11. Tous les contractz de ventes et engagemens des domaines et droictz et offices héréditaires et de pollice et semblablement tous arrests et lettres patentes portant levées de deniers pour acquiter les debtes de ceulx sur lesquelz ils se lèvent ou employent en réparations, bastimens, fortifications, ou autres effectz temporels, après l'exécution desquelz lesdictes levées doibvent cesser,
12. Tous arrestz et lettres patentes portans affranchissemens, abonnemens ou descharges des tailles accordées pour certain temps. Touttes validaons de payemens faictz à l'acquit de Sa M^{te} desquelz on ne rapporte descharge valable.

13. Les ordonnances de comptans expédiées pour acquicter les despences de la guerre et autres despences publiques desquelles l'on n'a peu tirer les acquitz en forme pour la descharge de Sa M^{te}.
14. Comme aussi les ordonnances de comptans qui s'expédient pour acquicter les debtes ou pensions deues aux étrangers dont le payement se faict ouvertement et autres semblables despenses qui pouvaient estre demandées deux foyz s'il n'en estait gardé mémoire.
15. Tous mandemens, quictances ou rescriptions de l'Épargne ordonnées estre délivrées aux traictans, fermiers ou autres pour nantissement de remboursement des sommes avancées sur les deniers provenans de quelque édict en cas qu'il ne fust vérifié ou quelque autre droict ne fust estably et imposé.
16. Les promesses des fermiers et traittans portant déclaration au profit de Sa Majesté de permettre l'establissement de quelque droict sur les choses, déppendans de leurs services sans prendre desdommagement.
17. Tous brevetz de cautions des fermiers, traittans et marchands, les deniers à Dieu ou entrées qui se payent par les adjudicataires des fermes et marchéz.
18. Tous mandemens, quittances et rescriptions de l'espargne, desquelles, en vertu d'arrêts du Conseil, est délivré extrait pour servir au lieu des originaux.
19. Et que par un registre séparé sera tenu estat de toutes les choses susdites cy-devant faictes.
20. Et affin que Sa Majesté puisse tirer le fruit et utilité qu'elle s'est promise pour le bien de ses affaires par le moyen du présent reiglement et qu'il ne puisse estre rien changé ni innové ausdictz registres.
21. Ordonne Sa Majesté que tous les feuilletz d'iceux seront cotez de leur nombre, paraphez par le sieur controlleur général des finances, et que le nombre total d'iceulx soyt arresté à la fin desdits registres par les sieurs chancelier ou garde des sceaux de France, surintendant des finances et controlleur général d'icelles.
22. Veult Sadicte Majesté que lesdits registres soyent incessamment portez à la suite de son conseil par le commis et garde des registres dudit Controlle général et ses successeurs; qu'ils délivreront auxdits sieurs garde des sceaux de France, surintendants et controlleur général des finances à la fin de chacun quar-

tier l'extrait sommaire de toutes les actes enregistrés audict registre pour les tenir à toute heure instructz des choses qui concernent le bien des affaires de Sa Ma^{té}.

23. Déclarant Sadicte Majesté tous actes et expéditions susdites nulles et de nul effect jusques à ce qu'elles soient enregistrées ausdictz registres et qu'il en paraisse par certificatz expédié en la forme accoustumée.

24. Enjoinct Sa Majesté aux Trésoriers de France en chacune généralité de dresser et envoyer au Conseil de Sa Majesté des estatz et procez-verbaux de tous les domaines, droictz et offices héréditaires, de police et autres semblables venduz ou engagez et baillez à jouyr au dedans de leur ressort dans trois mois, et à ceste fin que tous les acquéreurs desdictz droictz, domaines et autres et ceulx qui les tiennent et possèdent à quelque tiltre que ce soyt sont tenuz représenter par devant les trésoriers de France en chacune généralité tous les tiltres et contractz qu'ilz en ont, et à faulte de ce faire, lesdictz droictz, domaines et choses susdites seront réuniz au domaine de Sa Majesté et employez aux estatz d'iceluy.

25. Faict au Conseil d'Estat du Roy, Tenu au camp devant La Rochelle, Sa Majesté y scéant, le treiziesme jour de septembre mil six cens vingt huit, signé Le Beauclerc.

XXV. — *Lettres patentes du Roi relatives aux négligences apportées en leur service par certains officiers de son Conseil. Des officiers qui ne servent.*

Au camp devant Alès, 14 juin 1629.

Louis, etc., à tous, etc., Salut. Nous avons receu plainte de la nonchallance que plusieurs de nos officiers apportent en l'exercice de leurs charges tant de ceux qui servent en nostre Conseil qu'en Nostre Maison et chancellerie, et nos officiers comptables Lesquels ne tenans compte de leur devoir se contentent de recevoir les gages et émolumens desdites charges les faisans exercer par des commis ou autres personnes qu'ils subrogent en leurs places sans se donner la peine de nous suivre et servir selon qu'ils y sont obligez dont il arrive de grands inconvéniens, A quoy désirant pourvoir nous avons ordonné et ordonnons que tous les Officiers tant de nostre Cour et Maison que ceux de nos Conseils et Chancellerie, et qui n'auront obtenu permission desdites absences seront privez de leurs Gages et Droictz de la mesme année, les-

quels Gages et Droictz pour ceux de qui l'exercice est nécessaire seront baillés à ceux que nous commettrons en leurs places, sans qu'ils y puissent commettre eux mesmes sy ce n'est par nos permissions, et pour le regard des autres, les dits gages et droicts demeureront à nostre proffict et ne seront employez dans nos Estatz de la despence de ladicte année, sy donnons en mandement à nostre très cher et féal le sieur de Marillac, Garde des Scels de France, que le présent il face lire le sel tenant, iceluy enregistrer aux registres de l'audience, et en celuy que nous avons ordonné pour nos affaires, domaine et finance, et le contenu garder et observer sans permettre qu'il y soit contrevenu. Car tel est nostre plaisir. En tesmoins de quoy nous avons faict mettre nostre scel à cesdites présentes.

Donné au Camp devant Allès, le 14^e Jour de Juin l'an de grâce 1629 et de nostre règne le xx^e, signé Louis et sur le reply, par le Roy, Bouthillier, et scellées sur double queue du sceau de Cire Jaune, leues et publiées le sceau tenant et registrées ès registres de l'audience de France de l'Ordonnance de M^r de Marillac, chevalier, Garde des sceaux de France et de Navarre, par moy Conseiller et Secrétaire du Roy exerçant la charge de Grand Audien-cier de France, au camp devant Allès, le xviii^e de juin 1629, signé Delafon.

XXVI. — *Lettres patentes du Roi nommant conseillers d'État les doyens des Maîtres des Requêtes.*

Paris, 21 novembre 1629.

1. Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut, Sachant que le corps de nos aimez et féaux conseillers les maîtres des requêtes ordinaires de nostre hostel est ordinairement remply de person-nages de grande suffisance et capacité acquise par une longue expérience au maniement des affaires qui se traictent en nos Conseilz, et Voullant remplir nosdictz Conseilz de personnes ausquelz nous puissions avoir la confiance et le repos qu'il appartient pour une charge sy importante et d'ailleurs décorer le corps de nosdits Maistres des Requêtes des marques d'honneur à quoy leurs longs services nous convient.

2. Sçavoir faisons que de l'advis de la Royne nostre très hono-rée Dame et Mère, des princes de nostre sang et de nostre Conseil Nous avons Esleu et Ordonné, Élisons et Ordonnons par ces pré-

sentes signées de notre main pour nos Conseillez en noz Conseilz d'Estat et des finances et privé, quatre de nosdits Maîtres des Requêtes qui se trouveront le doyen de chascun quartier respectivement pour servir en iceux, suivant le reiglement qui en a esté fait, au quartier suivant celui qu'ilz auront servy ausditz Conseilz en ladite quallité de Maîtres des Requestes et dont ilz seront les doyens, et jouyr des honneurs, prérogatives et prééminences appartenant à lad. charge. Ensemble des appointemens de deux millivres par an à icelle appartenant, Et pour le regard des quatre autres qui leur succèdent en ordre en chascun quartier, Nous voullons qu'ilz jouissent de pareilz appointemens et soient pour raison d'eux employez dans nosdicts Estatz, attendant qu'ils soient parvenuz au premier degré de l'ancienneté pour jouir de ladicte séance en nos dictz Conseilz.

3. Sy donnons en mandement à nostre très cher et féal le sieur de Marillac, chevalier, garde des sceaux de France, que ces présentes il face lire et publier le sceau tenant et icelles registrer ès registres de Notre Chancellerie par noz amez et féaux, les grands audienciers et contrôleurs de nos chancelleries de France, Et à nos amez et féaux conseillers les Maîtres des Requêtes ordinaires de Nostre Hôtel de faire registrer cesdites présentes ès registres des dites Requêtes de Nostre Hôtel; pour en jouir par lesdits Maîtres des Requêtes de point en point selon leur forme et teneur car tel est nostre plaisir. En tesmoing de quoy nous avons fait mettre nostre scel à ces dites présentes.

Données à Paris le vingt unième jour de Novembre l'an de Grâce Mil six cent vingt neuf et de nostre reigne le vingtième, signé Louis, et plus bas : par le Roy, de Loménie, et scellé du grand sceau.

XXVII. — *Règlement fait par le Roi touchant l'ordre de ses Conseils et des affaires qui y seront traitées.*

Paris, 18 janvier 1630^a.

Le Roy, ayant par le soixantième article de ses ordonnances du mois de Janvier dernier réservé de pourvoir par un bon règlement

a. Ms. fr. 18152, fol. 1, Table des matières : *Reiglement des Conseils d'Estat et privé, Despêches, finances et Direction des finances, concernant les affaires qui s'y doivent traiter et la manière en chacun desdits Conseils, du temps de Mr. de Marillac, Garde des Sceaux.* Cf. Chéruel, *Histoire de l'administration monarchique*, I, app. II, p. 377.

à ce qui concerne l'ordre de ses Conseils et des affaires, qui y seront traictées, et s'estant à ceste fin fait représenter les Règlements arrestés par les Rois ses prédécesseurs et par Sa Majesté mesmes¹ celui fait par le commandement de Sadite Majesté en l'année 1615, ensemble ceux faits du depuis tant à Montpellier le xii Octobre 1622, qu'à Compiègne le 1^{er} Juin 1624, à Châteaubriant le 26 Août 1626, et en son Camp devant La Rochelle le 3^e jour de Janvier 1628 pour le bon ordre, conduite et administration de la justice, finance et affaires de son estat qui se traictent en ses Conseils, iceux reveuz et examinez et oï l'advis de son Conseil tant sur le contenu ausdits règlements que sur plusieurs autres points importants que l'estat présent et l'expérience a fait juger nécessaires ; A fait et ordonné le reiglement qui ensuit, Lequel Sa Majesté veult et ordonne estre exactement gardé et observé par tous ceux qui ont l'honneur d'entrer et servir en sesdits Conseils outre ce qui est compris par lesdites ordonnances.

I. 1. — Pour parvenir à l'establisement dudit ordre, Sa Majesté ayant par les Reiglements précédans pourveu à la réformation de son dit Conseil en ce qui regarde la diminution du nombre de ceux qui y estoient entrez pendant les guerres et le choix de ceux qui y seraient employez cy-après et disposant à présent de l'ordre desdits Conseils et des affaires qui y seront traictées, veult et ordonne, pour descharger sesdits Conseils de toutes les matières et affaires qui gisent en juridictions contentieuses, qu'elles soyent renvoyées aux Parlements, Grand Conseil, Court des Aydes, et autres juges ordinaires où les procès pourront estre jugés plus commodément pour le soulagement de ses sujets et que, à cette fin, au commencement de chacun quartier, il soit fait un roolle de tous les procès qui seront pendans et indécis esdits Conseils, pour iceux veus et examinez sommairement, en estre fait le renvoy où il appartiendra.

2. Et d'autant qu'à cause des troubles, divers traitez et Édits, baulx à ferme pour les gabelles, Aydes et autres revenus, plusieurs establissemens de diverses affaires, il a esté fait réservation audit Conseil de la congnaissance des matières qui en dépendaient pour plusieurs occasions qui ont esté jugez nécessaires et que lesdits Conseils sont, pour raison de ce, chargez d'un grand nombre d'affaires, Sa Majesté veult et entend que la congnaissance de tous les différendz qui pourraient survenir en l'exécution

1. En particulier,

des Éditz et Déclarations de Sa Majesté qui soullaient estre traictés en son Conseil, soyent renvoyés aux Cours de Parlement et autres Cours où les Édictz auront esté vérifiez, pour estre jugez et terminez conformément à ce qui est ordonné par lesdits Édits.

3. Que toutes les causes qui pouvaient estre entre les fermiers du Roy et entre leurs soubsermiers ou autres pour raison des baulx à ferme ou traitez faictz pour les affaires et finances de Sa Majesté soyent renvoyées aux courts des aydes pour y estre jugées et décidées suivant le contenu ausdictz baulx et traictés, sinon qu'il fut question des droits du Roi qui pourraient estre perdus ou diminués pour la collusion ou mauvaise conduite desdits fermiers au sous-fermiers auquel cas il est besoin d'en retenir la congnaissance et en a toujours été ainsi usé pour le fait des finances de Sa Majesté.

4. Par le moyen de ces reiglements et renvoy, le Conseil du Roy estans deschargé de la pluspart des procès qui estaient pendants audit Conseil, il ne sera pas besoin de tenir tant de Conseils, et suffira de tenir le Conseil privé pour les parties une foys la semaine qui sera le Samedy, à huit heures du matin, remettant néangmoins, tant pour celui-là que pour le Conseil d'estat et finances, au jugement de Messieurs les Chancelier et garde des Sceaux, selon l'affluence des affaires, d'assembler quelqu'autre fois le Conseil extraordinairement selon qu'ils verront estre à propos pour l'expédition desdites affaires et soulagement des subjects de Sa Majesté, le Conseil d'estat et finances le Jeudy à pareille heure de huit heures du matin et le Conseil des finances le Mercredy à pareille heure, et le Conseil des Affaires et^a dépêches le mardy à pareille heure.

II. — L'ordre que le Roi veult estre tenu en ses Conseils des finances et privés.

5. Pour establir un meilleur ordre au Conseil du Roy qui se tiendra pour les affaires d'estat et finances le jeudy matin^b, Sa Majesté veult et ordonne qu'il y ayt un certain nombre de personnages choisis de qualité, prudhomme, expérience et capacité, qui servent d'ordinaire en sondit Conseil et d'autres par quartier, suivant l'estat particulier que Sa Majesté en a fait dresser et le reiglement arresté au Camp devant La Rochelle, le 3 Janvier

a. C'est la leçon du ms. fr. 18543 ; Brienne 257, fol. 194 v^o, ms. fr. 18152, fol. 54 r^o, ms. fr. 18151, fol. 168 r^o, portent : « des affaires des dépêches ».

b. Ms. fr. 18152, fol. 54 r^o, omet tout ce début de phrase.

1628, et n'entreront audit Conseil aucuns autres que ceus qui y ont droit d'entrée ou scéance par ledit État et reiglement, fait Sa Majesté déffenses aux huissiers dudit Conseil d'y laisser entrer aucun autre sans en avertir auparavant Messieurs les Chancelier ou garde des sceaux, pour faire selon qu'il leur sera par eux ordonné, à peyne de suspension de leurs charges.

6. Les Conseillers qui sont ordonnés pour servir ausdits Conseils seront tenus de s'y trouver sans y faillir sinon pour légitimes excuses dont ils feront advertir Monsieur le Chancelier ou Monsieur le Garde des Sceaux.

7. Bien que par le reiglement fait en 1615 l'entrée audit Conseil ne soit donnée qu'à trois Maîtres des Requêtes, Néanmoins à cause de l'affluence des affaires de beaucoup augmentées depuis ladite année 1615, tous ceux desdits Maîtres des Requêtes estants en quartier entreront audit Conseil et y feront rapport des enquêtes et instances ausquelles ils auront été commis^a.

8. Au commencement de chaque année sera fait département aux Conseillers du Conseil qui seront en service des Provinces du Royaume dont chacun d'eux rapportera les Cahiers, articles, remontrances et requêtes, affin que ceux qui en feront les poursuites sachent à qui s'adresser pour estre plus promptement expédié ainsi qu'il a esté fait entre les intendants et contrôleurs généraux des finances pour les affaires concernant les affaires desdites finances de chacune généralité.

9. Les Requêtes qui seront présentées audit Conseil seront signées par les parties ou par leur avocat, et s'il se trouve qu'une requeste aura esté répondue que la partye qui en aura esté débouttée présente autre semblable requête sans faire mention de la première, sera condamnée en l'amende de 150 livres envers la partye, et s'il n'y a partie, l'amende sera néanmoins payée, la moictyé aux pauvres et l'autre moictyée aux greffiers du Conseil pour en faire les poursuites et diligences.

a. Ms. fr. 18151, fol. 169 r^o, omet ce paragraphe. — Ms. fr. 18543, fol. 99 r^o, ajoute, entre ce paragraphe et le suivant : « Ne sera loisible à aucuns desdits Conseillers de Sa Majesté, servant ordinairement audit Conseil ou par quartier, non plus qu'ausdicts Maîtres des Requêtes en quartier de se charger d'aucunes affaires pour en faire rapport audit Conseil sans y avoir auparavant esté commis par Messieurs les Chancelier ou Garde des Sceaux, ny mesmes d'aucunes requêtes sans que leur nom soit escrit par lesdits sieurs Chancelier ou garde des Sceaux, dont ils feront apparoir audit Conseil avant que les rapporter pour le regard des requêtes contre les arrêts, »

10. Et affin qu'il ne soit contrevenu au Reiglement porté par le précédent article et qu'aux difficultés qui se rencontrent dans les affaires l'on puisse tirer éclaircissement par les résolutions prises aux Conseils sur semblables affaires, sera tenu registre par chacun des secrétaires et greffiers du Conseil qui sera en quartier tant desdites requêtes dont les partyes auront esté débouttées que de toutes autres affaires proposées et délibérées en chacun conseil, lequel ils seront tenuz mettre sur la table dudit Conseil devant Messieurs les Chancelier ou garde des sceaux pour servir dans les occurances.

11. Nul n'opinera ausdits Conseils et n'y demeurera quand il sera traité d'affaires qui le touchent où à ses parents et spéciaux amys.

12. Nul n'assistera au jugement d'aucun duquel il ait été récusé pour cause jugée valable par le Conseil.

13. Chacun sera assis audit Conseil selon l'ancienneté de son serment et réception, suivant les reiglements de Compiègne et de La Rochelle, ceddant le siège et la place à son ancien, excepté ceux qui par l'éminence de leur qualité et charges, ensemble ceux ausquels à raison de la charge de superintendant des finances, Sa Majesté en a voulu faire expédier des brevets, lesquels y tiendront le mesme rang qu'ils ont fait jusqu'à présent.

14. Il ne sera rien résolu audict Conseil que par la pluralité des opinions lorsque le Roy n'y sera point, et les arrêts qui auront été résolus en un Conseil seront lus et signés au commencement du Conseil suivant où l'on traitera de mesme nature d'affaires et incontinent délivrez aux parties en la forme ordinaire sans qu'ils puissent estre révoquez ni rétractez, ny l'exécution surcize par requestes ou remonstrances, synon par les moyens de droit comme il est accoustumé.

15. Et d'autant qu'il peut arriver contestation entre les secrétaires et greffiers du Conseil et les parties, à cause de la récompense qui leur est due pour l'expédition des arrêts, baux, traitez, contrats et autres actes dont le prix n'a esté jusques ici entièrement reiglé, Sa Majesté veut qu'il en soit dressé État en son Conseil, toutes choses cessantes pour estre observé dès la présente année 1630.

16. Les arrêts donnés aux Cours souveraines ne pourront estre cessés ni surcis, sinon par les voies de droit qui sont portées par les Ordonnances.

III. — Affaires que Sa Majesté a ordonné estre traitées et résolues au Conseil d'État et des finances qui se tiendra le Jeudy.

17. Les requêtes concernant l'observation et entretenement ou les contraventions qui seront faites aux Édits et Ordonnances de Sa Majesté sur lesquelles y aura différend ou procès entre les particuliers et ceux qui auront traité de l'exécution desditz Éditz.

18. Les requêtes concernant les affaires du Clergé.

19. Les différends ou procès qui surviendraient à cause des suppressions et remboursements d'officiers ausquels Sa Majesté aura intérêt.

20. Comme pareillement ceux qui surviendront en exécution des partis faitz pour le rachat des rentes, domaines et aides de Sa Majesté.

21. Les adjudications des fermes au plus offrant et dernier enchérisseur.

22. Les adjudications des Grands Ponts et autres grands ouvrages publics au rabais et moins disans.

23. Celle des baux et marchés pour le renouvellement et rafraichissement des vivres et munitions des places frontières.

IV. — Ce que Sa Majesté veut et ordonne pour le Conseil privé, le Samedi.

24. Les requêtes présentées par les parties afin d'évoquer des Parlements et autres Cours souveraines suivant les ordonnances, seront rapportées audit Conseil par les Maîtres des Requêtes estant en quartier et non par autres, ensemble toutes requêtes pour reiglement de juges à cause de la Contention de jurisdiction entre les Parlements, Chambres de l'Édit, Grand Conseil, Cour des Aydes et autres Cours souveraines.

25. Les requêtes contre les arrêts, ès cas permis par les ordonnances et reiglements sur ce faits.

26. Les remontrances des Parlements et autres Courts et affaires concernans la justice et fonctions de leurs charges.

27. Les oppositions formées au sceau, à l'expédition des lettres d'offices et autres qui seront renvoyées au Conseil par Messieurs les Chancelier ou garde des sceaux.

28. Tous différends qui pourront estre audit Conseil, touchant les évêchés, abbaye et autres bénéfices estants à la nomination

du Roy, seront renvoyez au Grand Conseil, encores qu'il soit question du titre ; enjoint Sa Majesté audit Conseil de juger lesdits procès selon le droit de nomination et comme jusques à présent en a été usé.

29. Les Maîtres des Requêtes qui seront en quartier auront l'entrée au susdit Conseil et en celuy d'estat et finances pour y rapporter toutes requêtes et les instances ausquelles ils auront été commis.

30. Les Maîtres des Requêtes qui ne seront en quartier seront envoyés par les provinces pour faire leurs visitations et chevauchées comme il est porté par les ordonnances.

31. Deux desdits Maîtres des Requêtes estant en quartier, ne faudront, les jours de fêtes, d'aller devant Sa Majesté quand elle ira à la messe pour recevoir les requêtes qui leur seront présentées, quand il leur sera commandé, et assisteront près de Messieurs les Chancelier ou garde des sceaux quand besoin sera.

V. — Pour le Conseil des finances qui se tiendra le Mercredi^a.

32. Le Roy veut et ordonne qu'au dit Conseil estably pour ses finances soyt arresté le brevet de la taille, la Commission et estat de la creue extraordinaire des garnisons, les estats de Sa Majesté de chacune généralité, les estats des fermes et les conditions qui doivent être insérées dans les baux qui en seront faits, l'estat général des finances et tout ce qui dépendra de l'observation et entretenement desdits États après qu'ils auront esté commandez par Sa Majesté.

33. Tous articles et contractz de baux à ferme ou partis, seront veuz et arrestez audit Conseil et néanmoins l'adjudication et délivrance d'iceulx remise au Conseil d'État et finances qui se tient le Jeudy au matin, | ainsy qu'il est accoutumé^b.

34. Les cahiers, articles et remontrances des provinces envoyez et présentez à Sa Majesté tant par les gouverneurs, lieutenants généraux, que par les villes et communautés.

35. Les requêtes qui concernent l'estat des Provinces, des Communautés et des Villes, ensemble la levée des deniers qui seront par eux requises.

36. Les premières instructions et commissions de ceux qui

^a. Ms. fr. 18152, fol. 57 v^o : « Au Conseil de Direction pour le Mercredi. »

^b. Ms. fr. 18152, fol. 57 r^o ; les cinq mots omis.

seront envoyés par Sa Majesté dans les Provinces pour prendre quelque congnaissance du fait des finances.

37. Aucune levée de deniers ne pourra estre faite pour le Roy, qui n'ayt esté délibérée et résolue audit Conseil.

38. Les lettres escrites par les Trésoriers de France, portant avis considérables et importants au fait des finances de Sa Majesté, y seront aussy leues et délibéré sur la responce qui y debvra estre faite.

39. Le mesme sera fait des Requêtes qui seront présentées pour faire employer gaiges, en attribuer de nouveaux ou augmenter les anciens, comme aussy pour employer rentes ou autres charges dans les États de Sa Majesté.

40. Les rabais, diminutions et remises qui seraient demandées sur les tailles, sur la subvention des villes et sur les fermes | ou autrement ^a.

41. Les Requêtes présentées à Sa Majesté par ceux qui auront esté par elle commis et employez pour son service pour avoir paiement de leurs vacations seront examinées par les Intendants et Contrôleurs généraux des finances et par eux rapportés audit Conseil ou lad. taxe des dites vacations sera arrestée et signée comme les autres arrêts, la minute remise au greffe dudit Conseil et la grosse dellivrée aux parties qui seront en vertu d'icelles payées des sommes y contenues.

42. Les rolles des taxes des offices seront arrestez audit Conseil en la présence de ceux qui y assisternot et non ailleurs, deffendants Sa Majesté aux secrétaires des finances de signer aucuns rolles desdites taxes, qui n'ayt esté arresté audit Conseil ^b.

VI. — L'ordre que le Roy veult estre tenu en son Conseil des Affaires et dépêches, le Mardi.

43. Audit Conseil seront lues toutes les dépêches du dedans ^c du royaume et délibéré des réponses et de ce qui sera à faire à l'occasion d'icelle.

44. Seront aussy leues les réponses et les instructions qui

a. Ms. fr. 18543, fol. 101 v^o, omis.

b. Brieune 257, fol. 197 r^o, omet ce paragraphe.

c. Ms. fr. 18152, fol. 57 v^o : « et du dehors » ; une autre copie du même règlement, qui suit immédiatement, ne porte, fol. 69 v^o, que « du dedans du royaume ».

seront baillées à ceux qui seront employez dans les provinces pour les affaires de Sa Majesté.

45. Audit Conseil tous ceux qui auront esté en Commission pour le Service de Sa Majesté seront tenuz rendre compte de ce qu'ils auront fait, négocié et géré en leurs voyages.

46. Il sera traicté audit Conseil de l'État des garnisons, estat et paiement des gens de guerre tant de cheval que de pied et autres affaires de la guerre et généralement de toutes affaires importantes ainsi qu'il plaira à Sa Majesté l'ordonner.

47. Et affin que tout ce qui aura esté résolu audit Conseil soit promptement et précisément exécuté, Sa Majesté ordonne que toutes les résolutions qui se prendront audit Conseil en chaque journée seront réduites par écrit par celuy des Secrétaires d'État qui sera en mois, lequel en fera un acte contenant par article tout ce qui y aura esté résolu, quelles personnes en sont chargées, quelles en doivent prendre le soin ; sera baillé extrait à chacun des secrétaires des commandements selon leur département afin qu'ils tiennent la main à l'exécution de ce qui aura été avisé après qu'il en aura esté fait rapport à Sa Majesté et qu'elle aura donné son commandement sur ce, spécialement ès choses plus importantes.

Fait à Paris, le 18^e jour de Janvier 1630.

XXVIII. — *Règlement fait par le Roy pour la Direction de ses finances, ou : Ordre que Sa Majesté veut être gardé en la Direction de ses finances.*

Paris, 18 janvier 1630.

1¹. Au commencement de chacune année il sera fait un estat général de recepte et dépense des finances dans lequel sa Majesté veut que les grosses sommes de despenses de chacune maison et autres natures de dépenses soient spécifiées, laissant dans ledit état, sous le nom des parties inopinées, ung article de trois millions de livre pour satisfaire aux dépenses non préveues qui arriveront casuellement durant le cours de l'année et que le fonds laissé pour chaque article dudit estat ne pourrait porter ; que sy lesdites dépenses extraordinaires excèdent lesdits trois millions Sadite Majesté entend que la somme qui manquera pour le payement desdites dépenses soyt prise sur les deniers de l'année sui-

1. J'ai numéroté les paragraphes.

vante et, à cette fin, avancée par le Trésorier de l'Épargne qui entrera en exercice pour en estre remboursé avec les intérêts sur les premiers deniers de sa charge^a.

2. Et d'autant que pour régler les dépenses tant de la Chambre aux Deniers, escuyres, officiers domestiques, argenterie, menues offrandes, vènerie, fauconnerie, Cent Suisses, archers des gardes françaises et écossaises, Marine de Ponant et de Levant, Artillerie, ordinaire et extraordinaire des guerres et autres, Sa Majesté ne saurait prendre un meilleur modèle que celluy du feu Roy, Sadite Majesté veut qu'elles soyent employées audict estat général pour pareilles sommes qu'elles estaient en l'année 1610, à quoy Sa Majesté les a restraints.

3. Et s'il y avait nécessité d'augmenter quelques unes desdites dépenses, Sa Majesté veut qu'elle soit proposée dans le Conseil des Affaires et dépêches, pour en examiner les causes et sur l'advis dudit Conseil en estre ordonné par Sa Majesté ainsy qu'elle advisera bon estre, et pour cest effect, Sad. Majesté entend qu'il en soyt fait un acte non seulement signé du rapporteur, mais aussy des autres ministres qui auront assisté audict Conseil et particulièrement de Messieurs les Chancelier, Garde des Sceaux et Surintendants de ses finances, sur lequel acte il sera expédié ung brevet signé^b de Sa Majesté avec un mot escrit de sa propre main^c, portant que Sa Majesté veut que la despence ayt lieu et pour quel temps elle se doyt faire et sera ledit brevet contresigné du Secrétaire d'État qui en aura le département, lequel en baillera une expédition au sieur surintendant des finances et une autre à ceux pour qui la dépense aura été ordonnée, laquelle forme Sa Majesté veult estre gardée pour les augmentations que les Trésoriers de Sa Maison, de celle des Roynes et de Monsieur pourraient prétendre pour quelque cause et occasion que ce soit^d.

a. Brienne 257, fol. 421 r^o; ms. fr. 18152, fol. 85 r^o. Au contraire, ms. fr. 18543, fol. 102 v^o, 18151, fol. 160 r^o : « par le Trésorier de l'Épargne en exercice pour en estre remboursé avec les intérêts sur les premiers deniers de l'année suivante ou autres deniers sur lesquels le Surintendant des finances de Sa Majesté le voudra assigner ».

b. Mot omis dans ms. fr. 18152, fol. 59 v^o.

c. Membre de phrase omis dans ms. fr. 18543, fol. 103 r^o; ms. fr. 18152, fol. 59 v^o.

d. Ms. fr. 18152, fol. 59 v^o, ajoute ici : « fors pour les dons que Sadite Majesté voudra faire ausdites dames Reines pour les despenses extraordinaires de leurs maisons ou autrement lesquelles ne s'expédieront que du consentement de Sadite Majesté par le brevet qu'elle en commandera auquel elle escrira un mot de sa main ».

4. Attendu que les États de l'ordinaire desdites guerres se trouvent chargés d'une grande quantité de despenses | qui rendent presqu'inutile le doublement que Sa Majesté a fait du taillon |^a, Sa Majesté | veult qu'ils soient promptement représentez par le même pour y estre pourveu |^b, déffendant^c aux Trésoriers dudit ordinaire des guerres d'acquitter autres dépenses que celles qui seront contenues dans l'estat qui sera résolu audit Conseil des affaires et dépêches en présence des ministres qui y assistent, et spécialement de Messieurs les Chancelier et Garde des Sceaux et Surintendant des finances, enjoint Sa Majesté au Secrétaire des Commandements qui a le département dudit ordinaire des guerres d'en faire au plustôt voir les despences audict Conseil pour sur icelles en résoudre l'estat qui sera suivy tant en la présente année 1630 qu'ès suivantes et sy, pour causes justes, il eschet augmentation, Sa Majesté veut qu'elle soict faicte en la manière dite en l'article précédent.

5. Conformément à l'édict de Sa Majesté donné à Paris au mois de Janvier 1629, tous ceux qui seront gratifiez par Sa Majesté de pensions seront obligez de prendre des lettres patentes et les faire registrer en sa Chambre des Comptes pour après en vertu d'icelles estre employez dans les Estatz des pensionnaires et autres que Sa Majesté fera dresser en fin de chacune année ausquelz estatz la somme totale sera escrite et signée de la propre main de Sa Majesté, contresignée par les quatre Secrétaires de ses Commandements et lesdits Estaz expédié en la forme portée par ledit Édict et ordonne Sad. Majesté qu'il en sera faict deux originaux dont l'un demeurera ès mains du Secrétaire de ses Commandements qui l'aura expédié et l'autre gardé par ledit Surintendant de ses finances afin qu'il luy en responde.

6. Et quant aux gages et appointements accordez cy-devant et dont jouyssent ceux qui servent actuellement dans les Conseils, Sa Majesté veut et entend qu'ils soyent payez suivant un estat signé de Sadite Majesté au commencement de chaque année sans qu'il soit besoin | pour ce |^d de prendre lettres nonn obstant ce qui est porté par le susdit article.

7. Estant besoin de régler les taxes des Commissaires que Sa Majesté envoie pour son service dans les provinces Sa Majesté

a. Ms. fr. 18152, fol. 59 v^o, omet ce membre de phrase.

b. Ms. fr. 18152, fol. 59 v^o, omet ce membre de phrase.

c. Ms. fr. 18152, fol. 59 v^o : « déffend ».

d. Ms. fr. 18152, fol. 60 r^o, omis.

veut que les sommes qui ont de coustume de leur estre payées pour chaque journée suivant l'estat qui en a cy-devant esté arresté leur soyent continuées pour le temps qu'ils employeront en leur commission.

8. Il ne sera expédié aucune commission qu'elle n'ait esté résolue audit Conseil des Affaires et Dépêches et l'acte de ladite résolution comprise dans le résultat de ce qui aura esté arresté ledict jour dont est fait mention cy-dessus, en seront données lettres de cachet de Sa Majesté addressantes aux Gouverneurs généraux ou particuliers et aux magistrats des lieux auxquels il sera mandé d'assister le commissaire de ce qu'il aura besoin pour faciliter la prompte exécution de sa Commission, Veut Sad. Majesté que lesdits Commissaires rapportent réponses ausdittes lettres de cachet de ceux qui les auront assistez et celle des derniers actes judiciaires qu'ils auront faictes en conséquence de leursdictes commissions.

9. Et pour remédier à l'excès de la despence des appointements extraordinaires des Officiers de la Cour et suite de Sa Majesté Sad. Majesté veut que l'estat desdits appointements extraordinaires soit dressé en sa présence et que en icelluy Il n'y aïent aucuns autres employez que ceux qui y estayent du temps du feu Roy, asçavoir Monsieur le Cardinal de Richelieu, premier ministre de l'Estat pour 1500 livres par mois, Monsieur le Garde des Sceaux pour 1200 livres^a 1, Monsieur le Maréchal de Schomberg pareille somme, Monsieur le Surintendant des finances aussy pour semblable somme de douze cents livres, par moys^b 2 ceux dudit Conseil de Sa Majesté qui seront commandez de service, les quatre Secrétaires des Commandements, les trois intendants et Contrôleurs généraux des finances chacun six cents livres par mois, Le Trésorier de l'Épargne | aussy |^c pareille somme par mois, | Les Secrétaires du Conseil des finances v° livres par mois |^d et les principaux commis des Ministres de l'Estat chacun trois cents livres par mois. Les commis principaux des Secrétaires d'État

a. Ms. fr. 18152, fol. 60 v° : « par moys ». — Ms. fr. 18543, fol. 104 r° : « par moys ».

b. Depuis « Monsieur le Maréchal » omis par le ms. fr. 18543, fol. 104 r°.

c. Omis sur le ms. fr. 18152, fol. 61 r°.

d. Le membre de phrase tout entier est omis par le ms. fr. 18152, fol. 61 r°.

1. Marillac.

2. D'Effiat.

aussy trois cents livres par mois, ceux des^a Intendants et Contrôleurs généraux des finances 200 livres chacun, Celuy du Trésorier de l'Épargne pareille somme de deux cens livres par mois, | le Grand Prévost et Archers^b de la Prévosté, le Grand Mareschal des Logis, mareschaux et fourriers du quartier, le Capitaine de la porte, lieutenants et les archers en quartier, auront aussy le mesme extraordinaire qu'ils ont eu dès le temps du feu Roy |^c, Lequel état signé de Sa Majesté et la somme totale d'iceluy arresté de sa propre main sera semblablement contresigné par le Secrétaire de ses Commandements qui aura le département de la guerre et en sera dellivré une expédition entre les mains du sieur surintendant des finances.

10. Sa Majesté voulant aussy pourvoir au payement desdits Commis et autres personnes qui servent sous les ministres et principaux officiers de son Conseil cy-dessus spécifiiez pour les frais et despences de voyages, escritures et entretenement de sous-commis a ordonné qu'ils en seront payez chacun selon l'estat et Cahier qui leur en sera arresté ainsy qu'il est accoustumé^d.

11. Et afin que le présent règlement soit entretenu, suivy et inviolablement observé, Sa Majesté fait très espresses inhibitions et défenses audicts Trésoriers de son Épargne et autres comptables d'acquitter aucunes parties sans avoir les descharges portées par icelluy nonn obstant que les parties prenantes prétendissent

a. En dehors du ms. fr. 18543 et du ms. fr. 18152, aucun manuscrit ne porte le membre de phrase sur les commis des secrétaires d'État. J'ai adopté la leçon du ms. fr. 18543 parce qu'elle m'a paru combler une lacune évidente.

b. « Officiers », Brienne 257, fol. 422 r^o.

c. Depuis « le Grand Prévost » ne figure pas dans le ms. fr. 18152, fol. 61 r^o.

d. Ms. fr. 18152, fol. 61 r^o, à la place de ce paragraphe a le suivant. Il y a des blancs pour les sommes et le paragraphe ne semble pas terminé : « Sa Majesté voulant pareillement régler les cahiers de frais des Commis et autres personnes qui servent soubz les ministres et principaux officiers de son Conseil qui montent souvent à de très grandes sommes et mettre un pied certain sur les frais et despences de voyages, escritures et entretenement des soubz commis a ordonné qu'il sera payé pour toutes les despences susdites aux commis de Mr. le Cardinal de Richelieu, premier ministre de l'État, la somme de _____ aux commis de Mr. de Marillac, Garde des Sceaux de France, la somme de _____, au commis de Mr. le Maréchal de Schomberg, ministre de l'État, Aux commis du sieur d'Effiat, surintendant des finances, Aux principaux commis des quatre secrétaires d'État chacun selon l'estat et cahier qui leur en sera arresté et des trois Intendants et Contrôleurs généraux des finances,

avoir obtenu ordonnances, arrêts ou validation pour les descharger de la rigueur dudit Règlement sur peyne du quadruple des sommes qui se trouveront avoir esté par eux payées au préjudice d'icelluy pour la première et de suspension pour la seconde.

Fait à Paris, le xviii^e jour de Janvier XVI^e trente, signé Louis, et, plus bas, de Loménie.

Le présent règlement a esté leu, le Conseil d'Estat et des finances du Roy tenant le Jeudy xxiv^e jour de Janvier XVI^e trente et registré es registres dudit Conseil ledit Jour et an, par moy Coner et Secrétaire du Conseil d'Estat et des finances du Roy soussigné, signé, Cornuel.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES
CONTENUS DANS LES RÈGLEMENTS DU CONSEIL

Les chiffres romains indiquent les règlements ; les chiffres arabes, les paragraphes des règlements.

Les notes biographiques ci-dessous ont été prises dans les copies authentiques de brevets et de lettres patentes de retenue des conseillers d'État des ms. fr. 18152 et ms. fr. 16218 (Bibl. nat.), dans les traités des chanceliers de France et des surintendants des finances de Lefèvre de Lézeau (ms. fr. 18155), dans l'ouvrage de Fauvelet du Toc sur les secrétaires d'État, complété par celui du comte de Luçay, dans les fragments des mémoires d'André d'Ormesson, publiés par Chéruel à la suite du *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson* (t. II), enfin dans les documents généalogiques de la Bibliothèque nationale (Pièces originales, Dossiers bleus, Carrés de d'Hozier, Cabinet de d'Hozier, Nouveaux de d'Hozier, Chérin). Les références particulières n'ont été données que lorsque l'on pouvait renvoyer à un dossier et pas seulement à de simples indications fragmentaires.

ALIGRE : voir HALIGRE.

AMELOT : XXIII, 4.

Président au Grand Conseil, conseiller d'État par brevet du 2 et serment du 4 août 1615 ; par brevet du 18 juin 1626, fait semestre au lieu du président Fouquet, qui était fait ordinaire à la place de Michel de Marillac, devenu garde des Sceaux ; par lettres patentes du 21 novembre 1629, ordonné pour servir par quartier. Il était conseiller ordinaire en 1643.

AMELOT-CHAILLOU : XXIII, 6.

Denis Amelot, fils d'un président aux Enquêtes, qui fut conseiller

d'État sous Charles IX, Henri III, Henri IV. Denis fut conseiller au Grand Conseil, maître des Requêtes, conseiller d'État par brevet du 23 mars et serment du 2 avril 1615, confirmé par lettres patentes du 21 novembre 1629 à cause de la révocation des brevets. Il était conseiller d'État ordinaire en février 1643.

ANGENNES : voir RAMBOUILLET.

ARNAUD : I, 1 ; III, 14.

AUBERY (Jean) : XIV, 6 ; XXI, 2, 3, 4, 5, 6, 10.

Maître des Requêtes le 16 février 1607, conseiller d'État par brevet du 30 octobre 1614 et serment du 17 décembre, entre à la Direction des finances le 9 février 1621, conseiller ordinaire le 3 août 1626, confirmé comme ordinaire le 21 novembre 1629. Siégeait toujours en 1643.

BARBEAU : XIV, 12.

BARENTIN : XIV, 6.

Charles Barentin, fils d'un maître des Comptes, seigneur de Ville-neuve-en-Brie, conseiller à la Cour des Aides en 1592, maître des Requêtes en 1605, intendant en Normandie et en Dauphiné. Mais une épitaphe, copiée dans Chérin 14, indique le 19 juillet 1620 pour sa mort. Ce serait alors son fils Charles, qui fut maître d'Hôtel ordinaire du Roi, maître ordinaire en sa Chambre des Comptes de Paris (Dossiers bleus 57, Carrés de d'Hozier 59, Chérin 14). A ne pas confondre avec Honoré Barentin, trésorier des Parties Casuelles.

BARIN : XXIII, 6.

Jacques Barin, sieur de la Galissonnière, conseiller au Parlement de Bretagne. Le 6 juillet 1610, le Roi lui donne l'office de maître des Requêtes de Jacques Poerier qui le résigne. Il est fait conseiller d'État par brevet du 11 et serment du 16 mars 1616. Par autre brevet du 1^{er} juin 1626, étant premier président en la Chambre des Comptes de Bretagne, est fait semestre ; réduit par lettres patentes du 21 novembre 1629 à servir par quartier ; fait ordinaire par lettres patentes du 7 décembre 1630 ; toujours au Conseil en février 1643.

BERNY : X, 1 (voir BRÛLART).

BÉTHUNES : XXIII, 2.

Philippe de Béthunes, comte de Selles et de Charost, frère de Sully, né en 1561. Conseiller d'État par brevet du 22 mai et serment du 4 juin 1599 ; lieutenant général en Bretagne, ambassadeur en Écosse ; le 3 septembre 1605 entre au Conseil des Finances ; ambassadeur à Rome (1601-1624), en Savoie (1616), en Allemagne (1619) ; par lettres du 3 mai 1631, retenu « au Conseil qui se tiendra pour la résolution de ses dépêches [du Roi], tant du dedans que du dehors du royaume, pour y servir ordinairement ».

BÉRULLE : XXIII, 4.

Maître des Requêtes, conseiller d'État par brevet du 8 mars et serment du 21 mars 1622 ; brevet du 6 juin 1626 pour servir aux Conseils des Finances et des parties et Direction des finances, à la place de feu Ladvocat, durant le quadrimestre de mai, juin, juillet, août, alors qu'il était procureur général de la Reine mère du Roi ; par lettres patentes du

21 novembre 1629, ordonné pour servir par quartier ; par brevet du 6 juillet 1634, fait semestre ; toujours semestre en 1643.

BISSEAU (SPIFAME) : X, 3 ; XIV, 2 ; XXI, 3, 4, 5, 8, 9, 10.

Samuel Spifame, sieur de Bisseau, conseiller au Parlement en 1587, maître des Requêtes, ambassadeur en Angleterre de 1611 à 1615.

BOISSISE : X, 4 ; XIV, 7 ; XXIII, 6.

Jean de Thumery, sieur de Boissise, né en 1549, conseiller au Parlement de Paris en 1573, conseiller d'État, ambassadeur à Londres de 1598 à 1602, en Allemagne en 1609 pour la succession de Clèves et de Juliers, auprès de Condé pour la paix de Sainte-Menehould en 1614, en Hollande en 1618, mort en 1625.

BOISSY : XIV, 2.

Le président de Boissy, fils aîné de l'ancien garde des Sceaux Louis Lefebvre de Caumartin.

BOUTHILLIER : XXIII, 3.

Peut-être de Rancé de Bouthillier, conseiller d'État par brevet du 18 et serment du 26 octobre 1624 ; par lettres patentes du 21 novembre 1629, fait ordinaire, alors qu'il était secrétaire des commandements de la Reine mère ; par brevet du 1^{er} décembre 1629, « Sa Majesté veut et ordonne qu'il serve doresnavant pendant deux quartiers de chacune année et qu'il y prenne présentement séance du jour qu'il y a presté le serment devant tous ceux qui y entreront par cy-après quoi qu'ils soient plus anciens que luy par la date de leurs brevets, si ce n'est qu'ils aient actuellement servy en sesdits Conseils en qualité de conseillers d'État avant que ledit sieur Rancé y ait pris séance » (ms. fr. 16218, fol. 334 v^o).

Ou bien Claude Bouthillier, seigneur de Fouilletourte (1584-1655), d'abord avocat au Parlement de Paris, puis conseiller au Parlement et commissaire aux Requêtes du Palais, depuis 1619 conseiller du Roi en ses Conseils d'État et privé, secrétaire des Commandements de la reine Marie de Médicis, secrétaire d'État en 1628, surintendant des finances de 1632 à juillet 1644, baron de Crancé, seigneur de Pont-sur-Seine, commandeur et grand trésorier des Ordres de Sa Majesté (pièces originales 479).

BRÈVES (DE) : XXIII, 2.

Ancien gouverneur du duc d'Anjou, frère de Louis XIII ; reçut, le 24 avril 1618, 150,000 livres pour ses services ; était déjà à cette époque conseiller d'État (pièces originales 508).

BRÛLART DE SILLERY : I, 4.

Nicolas Brûlart, sieur de Sillery, ancien président au Parlement de Paris, ancien ambassadeur en Suisse et à Rome, garde des Sceaux par lettres de décembre 1604, chancelier depuis le 10 septembre 1607 par la mort du chancelier Bellièvre. Il est disgracié en mai 1616 et les sceaux donnés à du Vair, premier président du Parlement de Provence. Il est rétabli dans la première place du Conseil en avril 1617, mais les sceaux restent dans les mains de plusieurs personnes successivement, et il ne les recouvre que de janvier 1623 à février 1624. Il meurt en octobre 1624,

BRULART DE PUISIEUX : I, 4 ; X, 4.

Pierre, vicomte de Puisieux, puis marquis de Sillery, né en 1583 ; ambassadeur en Espagne en 1612, secrétaire d'État de mars 1606 à août 1616, remplacé par Claude Mangot d'août à novembre 1616, et par Richelieu de novembre 1616 à mai 1617, puis à nouveau en charge d'avril 1617 à février 1624. Il était grand trésorier des Ordres du Roi. Il épousa, en 1606, Madeleine de Neufville-Villeroy, fille de Charles, gouverneur de Lyonnais, et petite-fille de l'homme d'État, puis, en 1615, Charlotte d'Estampes de Valençay ; mort en 1640.

BRÛLART DE LÉON : voir LÉON.

BULLION : X, 4 ; XIV, 2 ; XXI, 1, 6, 8, 9.

Claude de Bullion, surintendant des finances avec Bouthillier de 1632 à fin décembre 1641.

CASTILLE (DE) : X, 2 ; XXI, 10.

Pierre-Jeannin de Castille, sieur du Blanc-Buisson, conseiller au Grand Conseil en 1601, grand rapporteur en la Chancellerie en 1604, maître des Requêtes en 1611, ambassadeur en Suisse de 1611 à 1616, conseiller d'État, intendant des finances de 1616 à 1619, contrôleur général des finances le 25 septembre 1619, disgracié en 1623, poursuivi pour péculat devant la Cour de justice en octobre 1624, rétabli dans sa charge d'intendant des finances en 1627 ; mort en 1629.

CAUMARTIN : X, 3.

Louis Lefebvre, sieur de Caumartin et de Boissy-en-Brie, conseiller au Parlement, maître des Requêtes, président au Grand Conseil, ambassadeur en Suisse, conseiller d'État, garde des Sceaux du 23 septembre 1622 à sa mort, le 21 janvier 1623.

CHAMPIGNY : X, 2 ; XIV^e, 2 ; XVI, 1, 2 ; XXI, 1, 2, 3, 6, 9, 10.

Jean Bochart, seigneur de Champigny, fils d'un conseiller d'État, maître des Requêtes sous Henri III et Henri IV, conseiller d'État, président aux Enquêtes, ambassadeur à Venise sous Henri IV, intendant de la justice en Poitou, contrôleur général des finances, surintendant des finances de septembre 1624 à février 1626, premier président au Parlement de Paris en novembre 1628 ; mort en 1630.

CHÂTEAUNEUF (VOIR LAUBESPINE, PRÉAUX) : III, 14 ; X, 1 ; XIV, 2 ; XXI, 1, 3.

Guillaume de Laubespine, marquis de Châteauneuf, doyen du Conseil du Roi, chancelier de l'Ordre du Saint-Esprit, fils de Guillaume de Laubespine, secrétaire d'État, petit-neveu de Jean de Morvilliers, garde des Sceaux, époux de Marie de La Châtre, sœur de messire Claude de La Châtre, maréchal de France, père de Charles de Laubespine, qui fut garde des Sceaux.

CHAUMONT : XIV, 7 ; XXIII, 4.

Jean de Chaumont, garde des livres du Cabinet du Roi, conseiller d'État par brevet du 28 août et serment du 1^{er} septembre 1614 ; confirmé par lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier ; brevet du 21 mars 1633 pour servir au Conseil d'État et privé et en celui des finances par semestre. Faisait partie du semestre d'été en 1643. Conseiller ordinaire en 1657.

CHEVALLIER : XV, 2.

CHEVRY : I, 1 ; X, 3 ; XXI, 1, 10.

Louis Duret, sieur de Chevry, intendant des finances.

COLEMOULINS (COURMOULINS, etc.) : XIV, 7 ; XXI, 8 ; XXIII, 4.

Nicolas Langlois, sieur de Collemolins ou de Colmoulins, conseiller au Grand Conseil, conseiller d'État par brevet du 11 mars et serment du 4 avril 1614, premier président à la Chambre des Comptes de Rouen de 1618 à 1641, retenu par brevet du 10 août 1626 pour servir à la Direction des finances par semestre, lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier. Était ordinaire en février 1643.

CONDÉ : VIII, titre et 23-24.

Henri II, prince de Condé, 1588-1646.

CORNUEL : XXVIII, 11.

COURMOULINS : voir COLEMOULINS.

DALIGRE : voir HALIGRE.

DERBIGNI : voir HERBIGNY.

DESPORTES-BAUDOUIN : X, 4.

Pierre Baudouin, dit Desportes-Baudouin, secrétaire des finances en 1595, secrétaire du Conseil d'État le 18 juillet 1617, intendant des finances du mois de mai 1618 jusqu'en 1627.

DOLÉ : I, 1.

DOUY : III, 14.

DURET : voir CHEVRY.

DU VAIR : X, 4.

Guillaume du Vair, garde des Sceaux, conseiller d'Église au Parlement de Paris en 1584, maître des Requêtes en 1594, premier président du Parlement de Provence, garde des Sceaux du 16 au 23 novembre 1616, puis du 25 avril 1617 au 3 août 1621, évêque et comte de Lisieux depuis 1618 ; mort en 1621.

EFFIAT (D') : XXI, 5, 8 ; XXVIII, 9.

Antoine Coeffier, dit Ruzé (Martin Ruzé, secrétaire d'État de septembre 1588 à novembre 1613, était son grand-oncle maternel), marquis d'Effiat, premier écuyer de la Grande Écurie en 1616, capitaine de cheval-légers en 1617, ambassadeur en Flandre en 1619, puis en Angleterre, surintendant des finances de juin 1626 à sa mort, grand maître de l'Artillerie en 1629, lieutenant général des armées en Piémont en 1630, maréchal de France en 1631, sénéchal de Bourbonnais et d'Auvergne, gouverneur d'Anjou ; mort le 27 juillet 1632, à la tête de l'armée d'Alsace.

FAVIER : XXIII, 6.

Jacques Favier, sieur de Merry, conseiller au Parlement, maître des Requêtes en 1605, conseiller d'État par brevet du 22 janvier et serment du 6 février 1615, conseiller ordinaire au Conseil d'État et privé et en celui des finances par lettres patentes du 1^{er} septembre 1631, toujours en fonction en 1643.

FIEBRUN : XIV, 7 ; XXIII, 5.

Conseiller d'État par brevet du 6 mai 1616, serment du 8 août ; lettres patentes du 25 novembre 1629 pour servir comme ordinaire.

FOUQUET : XIV, 6 ; XXI, 2, 3, 6, 9, 10.

François Foucquet, conseiller au Parlement de Rennes en 1608, maître des Requêtes, puis conseiller d'État par brevet du 6 février 1616, serment du 10 avril 1617, ordinaire par lettres patentes du 25 novembre 1629. Il avait épousé Marie Maupeou et fut père du surintendant Foucquet.

FREMIOT : XIV, 6.

André Fremiot, né en 1573 ; conseiller au Parlement de Dijon en 1599, archevêque de Bourges de 1603 à 1621, conseiller d'État par brevet du 31 mars 1604 et serment du 12 janvier 1605, ambassadeur à Rome en 1626, ordinaire par lettres patentes du 12 décembre 1630. Il était frère de sainte Jeanne de Chantal ; mort en 1641.

GRANGER : XIV, 7 ; XXIII, 3.

GUEFFIER : XIV, 7 ; XXIII, 5.

Étienne Gueffier, ambassadeur aux Grisons, conseiller d'État par brevet du 30 octobre 1617 ; serment du 24 mai 1623 ; confirmé en sa charge par brevet du 10 mai 1624 ; par plusieurs brevets postérieurs confirmé dans ses honneurs, prérogatives et gages, comme s'il servait effectivement au Conseil ; chargé d'affaires à Rome de 1623 à 1660.

HALIGRE (Étienne) : X, 4 ; XXIII, 3.

Estienne Haligre (Aligre, d'Aligre, d'Haligre, Daligre), sieur de Chauvilliers, conseiller au Grand Conseil en 1588, intendant de Charles de Bourbon, comte de Soissons, conseiller d'État en 1610, chargé de plusieurs emplois dans les provinces de Languedoc et Bretagne, garde des Sceaux le 6 janvier 1624, chancelier de France le 3 octobre, dépossédé des Sceaux le 1^{er} juin 1626, mais, suivant la coutume, conserve sa charge de chancelier jusqu'à sa mort, le 5 ou le 11 décembre 1635, le poste de chancelier étant un office et non une commission.

HALIGRE (Étienne, fils du précédent) : XIV, 6.

Conseiller au Grand Conseil, fait conseiller d'État en considération de ses services en cette charge par brevet du 18 février 1624 et serment du 19. Par brevet du 1^{er} avril 1624, fut retenu pour l'un des conseillers de la Direction des finances. Fut fait semestre. Nommé ambassadeur à Venise, il perdit sa place de semestre, mais resta conseiller d'État avec des appointements d'ordinaire (25 novembre 1624)¹. Par lettres patentes du 21 novembre 1629, il fut ordonné pour servir par quartier ; par lettres patentes du 26 avril 1635, fut fait ordinaire sans être obligé à nouveau serment. Il était en service en 1643 et fut retenu en 1657.

1. « ... par ledit brevet du 25 nov. 1624, une place de Conseiller servant actuellement en seditz Conseils avec les mesmes appointements que les autres ordinaires... Pour restreindre autant [que sa Majesté] pourra le nombre des conseillers ordinaires... que la première place desditz Conseillers ordinaires qui viendra à vacquer soit supprimée pour les réduire au nombre de six... »

HARLAY : XXIII, 1.

François de Harlay, abbé de Saint-Victor, coadjuteur de l'archevêque de Rouen, fut fait conseiller d'État par brevet du 4 et serment du 7 mars 1614. Devenu archevêque de Rouen, il fut retenu, par brevet du 5 décembre 1625, comme ordinaire en tous les Conseils, notamment en la Direction des finances. Il fut confirmé par lettres patentes du 21 novembre 1629, à cause de la révocation des brevets, pour servir par quartier.

HERBIGNY (D') : XXIII, 4.

François Lambert, sieur d'Herbigny, gendre du sieur de Roissy, maître des Requêtes, conseiller d'État par brevet du 15 mars et serment du 2 août 1622 ; brevet de quadrimestre du 3 août 1626, lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier. Il était du semestre d'hiver en 1643.

HOUSSAY : voir MALIER.

JEANNIN : I, 1 ; III, 14 ; X, 4.

Le président Jeannin, ancien président au Parlement de Bourgogne, ligueur et conseiller de Mayenne, il devint un des principaux conseillers de Henri IV, puis de Marie de Médicis ; contrôleur général des finances de 1611 à 1616, surintendant des finances de mai 1616 à septembre 1619.

LADVOCAT : XIV, 7.

Sans doute Nicolas Ladvoat, président en la Chambre des Comptes ; mort avant le 6 juin 1626.

LA POTERIE : XIV, 7 ; XXIII, 6.

N'a pas de brevet d'entrée au Conseil, ni d'acte de serment ; lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier ; fait ordinaire par lettres patentes du 1^{er} décembre 1641 ; retenu comme ordinaire en 1657 ; plusieurs fois intendant, notamment en Provence de 1629 à 1634.

LA ROCHE-HABERT : XIV, 6.

Maître des Requêtes, conseiller d'État par brevet du 31 janvier 1613, retenu par brevet du 21 juillet 1623 pour servir le Roi en « Conseil étroit et Direction de ses finances ». Devenu évêque de Cahors, fut retenu le 21 novembre 1629 pour servir par quartier, en vertu de la révocation des brevets de janvier 1629.

LAUBESPINE : voir CHÂTEAUNEUF, PRÉAUX.

LA VIEUVILLE : XIV, 2.

Charles, marquis de La Vieuville, capitaine des Gardes, lieutenant général au gouvernement de Champagne et Rethelais, gouverneur de Reims, surintendant des finances le 21 janvier 1623, emprisonné pour malversations en septembre 1624, évadé en 1625, condamné par contumace, revenu après la mort de Louis XIII, à nouveau surintendant du 8 septembre 1651 à sa mort, le 2 janvier 1653.

LE BRET : XIV, 6 ; XXIII, 5.

Cardin Le Bret, seigneur de Flacourt, né en 1558 ; avocat général à la Cour des Aides, puis au Parlement de Paris jusqu'en 1619. Étant au Parlement, fut fait conseiller d'État par brevet du 7 mai 1605 et serment du 8 juin. S'étant démis en 1619 de sa charge d'avocat général,

reçut 3,000 livres de pension à prendre sur l'État des appointements de Messieurs du Conseil : « ... En considération des dépenses qu'il luy faudra faire à la suite de Sa Majesté, comme Conseiller servant en ses Conseils... » Auteur d'un célèbre « Traité de la souveraineté du Roi » (1632). Plus tard, premier président au Parlement de Metz. Il était toujours conseiller ordinaire en 1643. Il mourut en 1655, doyen du Conseil.

LE CONGNEUX : XXI, 2, 4, 10.

Jacques Le Coigneux, chevalier, seigneur de Lierville et de Bachaumont, fils unique d'Antoine Le Coigneux, maître ordinaire en la Chambre des Comptes, fut conseiller au Parlement en 1611, président aux Requêtes de 1616 à 1619, conseiller d'État en 1619, président en la Chambre des Comptes.

LE GRAS : XXIII, 6.

Trésorier général de France à Paris, comme son père, il reçut plusieurs commissions importantes, devint conseiller d'État par brevet du 31 janvier et serment du 18 novembre 1621 ; retenu par brevet du 30 avril 1626 pour servir aux Conseils des Finances et des Parties durant les mois de mai, juin, juillet et août ; lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier. Il était du semestre d'été en 1643.

LÉON (DE) : XIV, 2 ; XV, 2 ; XXI, 2, 4, 9, 10.

Charles Brûlart, de la branche des Brûlart de Genlis, cousin des Brûlart de Sillery, d'abord conseiller du Roi en sa Cour de Parlement de Paris et abbé des abbayes de Joyenval (vers 1599), de Neauphle, puis prieur de Saint-Léon en Bretagne, conseiller du Roi en ses Conseils d'État et privé, ambassadeur à Venise de 1612 à 1617, à Ratisbonne, doyen des conseillers d'État en 1643 et mort dans cette situation en 1649 (pièces originales 535).

LESSONGÈRE : XIV, 7 ; XXIII, 5.

Procureur général en la Chambre des Comptes de Bretagne, conseiller d'État par brevet du 23 août 1614 et serment du 1^{er} mars 1619, confirmé par lettres patentes du 15 novembre 1629, ordinaire par lettres du 12 août 1643.

MALIER (DU HOUSSAY) : VI, 9 ; XXI, 10.

Claude, secrétaire des finances de Henri III en 1581, secrétaire du Conseil, intendant des finances en 1621, contrôleur général des finances en 1629 ; mort en 1642.

MARILLAC (Michel DE) : X, 3 ; XIV, 2 ; XV, 2 ; XVI, 1, 2 ; XXV ; XXVIII, 9.

Sieur du Fayet, conseiller au Parlement en 1586, maître des Requêtes en 1595, conseiller d'État en 1612, surintendant des finances de septembre 1624 à juin 1626, garde des Sceaux du 1^{er} juin 1626 au 12 novembre 1630 ; mort à Châteaudun le 7 août 1632. Voir sa biographie manuscrite par Nicolas Lefèvre de Lézeau, bibl. Sainte-Genève, n^{os} 2005-2006.

MARILLAC (Louis DE) : XXIII, 2.

Frère du garde des Sceaux, comte de Beaumont-le-Roger, maréchal de France en 1629, arrêté en 1630, condamné à mort pour péculat en 1632.

MAUPEOU : I, 1 ; III, 14 ; X, 1.

Gilles de Maupeou, fils d'un notaire au Châtelet, seigneur d'Allorges et de La Villeneuve, avait épousé la fille du secrétaire du Roi Morely, devint protestant en 1600, intendant des finances depuis 1605, très apprécié de Henri IV et de Sully, grand-père maternel du surintendant Fouquet.

MAURIER (Benjamin Aubery, du) : XIV, 7 ; XXIII, 5.

Secrétaire ordinaire de Henri IV depuis 1590, ambassadeur à La Haye de septembre 1613 à octobre 1623, conseiller d'État par brevet du 3 septembre 1615, confirmé le 30 mai 1624 à cause de ses services de onze ans comme ambassadeur, retenu le 21 novembre 1629 pour servir par quartier.

MESMES : voir ROISSY.

MIRON : XXIII, 4.

Robert Miron, président aux Requêtes du Palais à Paris, charge qu'il abandonna entre 1616 et 1621 ; conseiller du Roi en ses Conseils d'État et privé depuis 1610, puis chevalier, sieur du Tremblay, ambassadeur pour Sa Majesté aux Ligues de Suisse en 1625, intendant de la justice, police et finances en Languedoc en 1641 (pièces originales, 1973).

OLIER : XIV, 6 ; XXI, 2, 6, 10.

Jacques Ollier, conseiller au Parlement en 1595, maître des Requêtes en 1617, intendant à Lyon ; mort en 1632. C'est le père du fondateur de Saint-Sulpice.

ORMESSON (d') : XXIII, 3.

Voir l'Introduction et Chéruef, *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, t. I, Introduction. Il s'agit d'André Lefèvre d'Ormesson, maître des Requêtes, conseiller d'État par brevet du 10 et serment du 14 avril 1615, retenu par lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier. Il était ordinaire en 1643 et fut doyen du Conseil du Roi.

PÉRICARD : XIV, 7.

Peut-être Jean Péricard, seigneur de Méridon, La Boissière et Poissy, secrétaire de la Chambre du Roi, fait conseiller d'État et nommé ambassadeur en Flandre par Henri IV. Il était sixième fils de Jean Péricard, procureur général au Parlement de Rouen (Dossiers bleus, 516).

PONTCARRÉ : X, 2.

Peut-être Nicolas Camus de Pontcarré, conseiller au Parlement de Paris (pièces originales, 2335).

PRÉAUX (DE LAUBESPINE) : X, 4 ; XIV, 2 ; XXI, 1, 2, 8, 9, 10.

Charles, seigneur de Préaux, puis marquis de Chasteauneuf, neveu du secrétaire d'État Villeroy par sa tante Madeleine, fils de Guillaume de Laubespine. Il fut conseiller d'Église au Parlement de Paris, puis conseiller au Conseil d'État et Direction des finances, ambassadeur aux Pays-Bas espagnols, puis en 1609 en Hollande, où il servit de médiateur pour la trêve avec l'Espagne, auprès de l'Empereur, à Venise, aux Grisons, en Suisse, en Savoie, en Angleterre. Il fut un des six conseillers retenus en vertu du règlement de Compiègne pour servir comme ordinaires, intendant à l'armée pour le siège de La Rochelle en 1628, chancelier de l'Ordre du Saint-Esprit, garde des Sceaux du 14 novembre 1630

au 25 février 1633, où le Roi lui reprend les Sceaux et le fait se retirer à Angoulême. Il revint à la Cour à la mort de Louis XIII et joua un rôle important au Conseil à plusieurs reprises. Voir le *Journal d'Olivier Lefèvre d'Ormesson*, édition Chéruel.

RAMBOUILLET : XXIII, 2.

Charles d'Angennes, marquis de Rambouillet, sénéchal et vidame du Mans, capitaine des Cent-Gentilshommes de la maison du Roi, conseiller d'État par brevet du 3 janvier 1607 et serment du 6 février ensuivant, grand maître de la garde-robe du Roi de 1611 à 1634, colonel général de l'infanterie italienne au service du Roi en 1608, maréchal de camp, lieutenant général, ambassadeur extraordinaire en Italie en 1614 et 1615, en Suisse en 1621, en Espagne de novembre 1626 à novembre 1627, retenu par lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier. Il avait épousé Catherine de Vivonne, qui tint le célèbre salon littéraire.

RIBIER : X, 2 ; XIV, 6.

Jacques Ribier, neveu de Guillaume du Vair, garde des Sceaux, par sa femme Françoise Alleaume, fille de Nicolas Alleaume, conseiller au Parlement, et d'Antoinette du Vair. Après avoir rendu de longs services à Henri IV dans plusieurs charges et commissions, il fut appelé au Conseil par brevet du 31 mai 1617 et prêta serment le 20 octobre. Il reçut un autre brevet le 31 juillet 1618 pour servir au Conseil des Finances et de Direction, aux appointements de 8,000 livres par an. Par lettres patentes du 25 novembre 1629, après la réforme du Conseil, il fut retenu pour servir par quartier. Il était du semestre d'hiver en 1643. Son frère, Guillaume Ribier, lieutenant général au bailliage de Blois, fut député du Tiers aux États-Généraux de 1614.

RICHELIEU : XXI, 8 ; XXIII, 3 ; XXVIII, 9.

ROISSY : X, 1 ; XXI, 1, 4, 5, 6, 9, 10.

Jean-Jacques de Mesmes, seigneur de Roissy, comte d'Avaux, né en 1559, conseiller au Parlement de Paris en 1583, maître des Requêtes en 1594, conseiller d'État en 1600, retenu pour servir au Conseil des Finances en 1613, célèbre pour la splendeur de sa bibliothèque ; mort en 1642. Il était père du négociateur du traité de Münster.

SAINT-JULIEN : XIV, 7 ; XXIII, 4.

De Sène Saint-Jullien, conseiller d'État par brevet du 30 avril 1618 et serment du 4 avril 1619 pour services faits à Henri IV ; retenu par brevet du 2 juin 1625 pour servir à la Direction des finances par quatre mois aux appointements de 4,000 livres ; par lettres patentes du 21 novembre 1629, retenu pour servir par quartier.

SCHOMBERG : XXI, 5 ; XXVIII, 9.

Henry, comte de Nanteuil, gouverneur de la Haute et Basse-Marche, maréchal de camp, colonel général des troupes allemandes au service du Roi, lieutenant du Roi en Limousin en 1608, ambassadeur extraordinaire en Angleterre en 1615, surintendant des finances de 1619 à 1623 ; mort en 1632.

SPIFAME : voir BISSEAX.

THOU (DE) : III, 14.

Jacques-Auguste de Thou (1553-1617), fils du premier président

Christophe de Thou, maître des Requêtes, conseiller d'État, grand maître de la Librairie du Roi depuis 1595, président à mortier au Parlement de Paris.

TONNELIER (LE) : XIV, 7 ; XV, 6-7 ; XXIII, 6.

Claude, sieur de Breteuil. Son père, Claude, était secrétaire de la Chambre du Roi en 1578, devenu trésorier de France à Orléans en 1593. Lui-même fut procureur général en la Cour des Aides. Il épousa Marie Le Fèvre de Caumartin. Il mourut en 1630 ou 1639. De ses deux fils, Louis, sieur de Breteuil, fut conseiller au Parlement de Bretagne, puis à celui de Paris, maître des Requêtes, intendant en Languedoc et Roussillon, contrôleur général des finances, conseiller d'État, et mourut en 1685 ; Claude, baron d'Escouché, fut conseiller au Parlement de Paris (pièces originales, 2852 ; Carrés de d'Hozier, 605).

TRÉLON : XIV, 7 ; XXIII, 3.

Mr. de Treslon, maître des Requêtes, conseiller d'État par brevet du 31 janvier 1606 et serment du 26 avril 1610 ; retenu pour servir par quartier par lettres du 21 novembre 1629.

TURPIN : XIV, 7^b ; XXIII, 5.

Conseiller à la Cour des Aides, conseiller d'État par brevet du 6 mars 1624 et serment de ce jour, a eu des lettres patentes du 21 novembre 1629 pour servir par quartier.

VIC (DE) : X, 3.

Merry de Vic, sieur d'Ermonville, conseiller au Parlement, maître des Requêtes, ambassadeur en Suisse, intendant de la justice en Guyenne, garde des Sceaux du 24 septembre 1621 au 2 septembre 1622 ; mort à Pignan, comme le siège de Montpellier commençait.

VIGUIER : XIV, 6 ; XXI, 4, 5, 6, 10.

Jacques Viguier, intendant de justice à l'armée de Champagne en 1630.

VILLIERS-COURTIN : XXIII, 3.

Saint-Rémy, sieur de Villiers-Courtin, maître des Requêtes en récompense de services rendus à Henri IV, conseiller d'État par brevet de 7 octobre et serment du 29 décembre 1613 ; retenu par brevet du 20 novembre 1624, en récompense de cinq ans passés à l'ambassade de Venise, « pour servir aux Conseils de justice, finance et de Direction, au lieu du sieur Haligre, ambassadeur » ; lettres patentes expédiées le 21 novembre 1629 pour servir par quartier.

INDEX DES MATIÈRES

Les chiffres romains indiquent les règlements ; les chiffres arabes, les paragraphes des règlements.

Acquit-patent : I, 5 ; II, 3 ; IV, 2, 15, 16 ; XI, XVI, 11.	Ambassadeurs : IV, 14 ; VII, 8.
Aides (Cour des) : VII, 1, 5 ; XXVII, 1 ; XXVIII, 3.	Archers des gardes françaises et écossaises : XXVIII, 2.
	Argenterie : VII, 39 ; XXVIII, 2.

- Arrêts : VII, 22, 23.
 Artillerie : VII, 39 ; XXVIII, 2.
 Arts (métiers) : XXI, 4.
 Assemblée des Notables de Rouen : XII.
 Assignations : VI, 4, 6.
 Avance : VI, 4.
 Ban et arrière-ban : I, 12, 13.
 Bois : I, 13 ; II, 1, 11 ; V, 35 ; VI, 4.
 Brevet (de la taille) : IV, 5 ; V, 1, 15 ; VII, 36.
 Brevet particulier (de la taille) : V, 3.
 Brevet (de conseiller d'État) : XXII, 2.
 Chambre aux deniers : VII, 39 ; XXVIII, 2.
 Chambre de l'Édit : VII, 45.
 Chambre des Comptes : IV, 16, 20, 23 ; V, 13, 16, 17, 18, 34, 38 ; VI, 3, 8 ; XXVIII, 5.
 Chancelier : I, 4, 7 ; II, 3 ; VII, 11, 12 ; VIII, 12, 37, 37 ; XIV, 8 ; XXI ; XXII, 2, 3 ; XXVII, 4, 5, 6 ; XXVIII, 3, 4.
 Chevalier d'honneur de la Reine : VII, 14.
 Clergé : VII, 26 ; XXI, 1 ; XXII, 5 ; XXIII, 1 ; XXVII, 18.
 Commerce : XXI, 7.
 Commis (des secrétaires d'État, des intendants, etc.) : XXVIII, 9.
 Commissions : IV, 2, 4 ; V, 5 ; VII, 36, 41 ; XXVII, 3, 6 ; XXVIII, 6.
 Communautés : VII, 24 ; XXVII, 34, 35.
 Comptables : VI, 8 ; XVI, 6 ; XXVIII, 11.
 Comptabilité de Bordeaux : X, 4.
 Comptants : IV, 17 ; XVI, 4.
 Conflits de juridiction : VII, 45, 46 ; XXI, 6 ; XXVII, 16 ; XXVII, 24.
 Conseil ; en général : VIII, 50 ; XXV.
 — des Affaires : VII, 7, 8 ; VIII, 6.
 — des Affaires et Dépêches : XXVII, 4, 43 et suiv. ; XXVIII, 3, 4, 6.
 Conseil d'État et des Finances : VII, 40 ; VIII, 6, 12, 19, 21 ; XXVII, 4, 5, 6, 7, 17, 19.
 — des Finances : XXVII, 4, 32 et suiv.
 — de la Direction des finances : VII, 12 ; IX ; XVI, 8 ; XXVII, 5.
 — privé : VII, VI ; VIII, 6, 37 et suiv. ; XXVII, 4, 24 et suiv.
 — spécial : XVIII, 6, 8.
 — Parentés : VII, 19 ; XXVII, 11.
 — Rang : VII, 21 ; XXVII, 13.
 Contentieux administratif : XXVII, 17.
 Contrôleur général des finances : I, 1, 4, 7, 10 ; XXII, 4 ; XXVII, 8, 41.
 Cours souveraines : VII, 23 ; XXVII, 2.
 Crue extraordinaire : IV, 5 ; V, 1, 2, 3, 15.
 Décharge : IV, 20.
 Deniers extraordinaires : II, 10 ; IV, 15, 19.
 Dépêches : VII, 8.
 Dettes du Roi : I, 12 ; II, 9 ; IV, 16 ; XV, 10 ; XXI, 3.
 Domaine du Roi : I, 13 ; III, 8 ; V, 7 ; XXI, 2.
 — de Calais : X, 1.
 Dons : I, 13, 14 ; II, 3, 10, 11 ; IV, 14, 18, 19 ; XVI, 19.
 Écurie : VII, 39 ; XXVIII, 2.
 Élus, Élections : V, 5, 6, 42.
 Épargne (Trésor de l') : III, 12, 14 ; VII, 39.
 États des finances : I, 3, 4, 12 ; II, 2, 7 ; III, 2, 3, 6 ; IV, 2, 7, 9, 12, 16 ; V, 7, 8, 11, 16 ; VI, 6 ; VII, 36 ; XVI, 5 ; XXVII, 32 ; XXVIII, 1.
 Étrangers : XXI, 9.
 Évêques et archevêques (au Conseil) : XIV, 11.
 Évocations : VII, 45 ; XXVII, 24.
 Fauconnerie : XXVIII, 2.
 Fermes : I, 13, 17 ; II, 1, 11 ; IV, 8, 9 ; V, 39 ; VII, 3, 28, 30, 36, 40 ; XXI, 2 ; XXVII, 2, 21, 33, 40.
 — Les cinq grosses fermes : X, 3.
 Fermiers : I, 9 ; II, 6 ; VII, 5 ; XXVII, 3.

- Fortifications : VII, 39.
 Gabelles : IV, 8 ; X, 1 ; XXI, 2.
 — de Lyonnais : X, 2.
 — de Languedoc : X, 3.
 Gages : VII, 44 ; XXVII, 39 ;
 XXVIII, 6.
 Garde des Sceaux : XIV, 8 ; XVI,
 2, 4 ; XXI ; XXII, 2, 3 ; XXVII,
 4, 5, 6 ; XXVIII, 3, 4.
 Garnisons : IV, 5 ; V, 2 ; VII, 9, 39 ;
 XXVII, 46.
 Gendarmerie : IV, 11 ; VII, 39.
 Généralités : III, 11 ; V, 8, 15, 17 ;
 VII, 36.
 Gens de guerre : VII, 9.
 Gouverneurs : IV, 14 ; VII, 12, 14 ;
 XIV, 10 ; XXVII, 34 ; XXVIII,
 8.
 Grand Conseil : VII, 1, 48 ;
 XXVIII, 1, 28.
 Greffiers du Conseil : XXVII, 10,
 15.
 Guerre : XXI, 5.
 Imposition de Charente : X, 2.
 Intendants des finances : I, 1, 10 ;
 II, 1, 2, 5, 7, 8 ; IV, 7, 23 ; VII,
 12 ; X ; XIV, 3 ; XVI, 1, 4, 6 ;
 XXII, 4 ; XXVII, 8, 41 ;
 XXVIII, 9.
 Inventions : XXI, 4.
 Lettres de cachet : XXVIII, 8.
 Levées de deniers : IV, 4 ; XXI, 3 ;
 XXVII, 3.
 Lieutenants généraux des pro-
 vinces : VII, 13, 24 ; XIV, 10 ;
 XXVII, 34.
 Maison du Roi : IV, 10 ; VII, 39 ;
 XXVIII, 4.
 Maîtres des Eaux et Forêts
 (grands) : V, 34, 35.
 Maîtres des Requêtes : VII, 12,
 45, 49, 50, 51 ; VIII, 50 ; XIV,
 8 ; XXII, 6 ; XXVII, 7, 24, 29,
 30, 31.
 Malversations : V, 15.
 Mandements : IV, 2, 4 ; XVI, 11.
 Manufactures : XXI, 4.
 Maréchal des logis (grand) :
 XXVIII, 10.
 Marine : XXI, 7.
 — de Ponant et de Levant :
 XXVIII, 2.
 Menues offrandes : XXVIII, 2.
 Mesurage d'Ingrande : X, 2.
 Ministres : XVI, 8 ; XVIII, 7 ;
 XXVIII, 3.
 Noblesse : XXII, 5 ; XXIII, 2.
 Offices : VII, 27 ; XXI, 2 ; XXVII,
 19, 42 ; XXVIII, 9.
 Officiers domestiques : VII, 27 ;
 XXVIII, 2.
 Oppositions au sceau : VII, 47 ;
 XXVII, 27.
 Ordinaire des guerres : XXVIII, 4.
 Ordonnances de paiements : I, 5,
 6 ; II, 3, 4.
 Parlements : VII, 1, 4, 24, 45 ;
 XXVII, 1, 2.
 Parties casuelles : I, 13 ; II, 11 ;
 IV, 8, 21, 22 ; V, 37 ; XVI, 11.
 Parties inopinées : IV, 19.
 Partis (financiers avec le Roi) :
 XXVII, 20, 33.
 Pauvres : XXI, 4.
 Pensions : IV, 13 ; XXVIII, 5.
 Places frontières : XXVII, 23.
 Prévôt des maréchaux : V, 1.
 Prévôt de la prévôté (grand) :
 XXVIII, 10.
 Protestants : voir Religion préten-
 due réformée.
 Provinces : VII, 8, 15, 16, 24 ; IX ;
 XVIII, 5 ; XXI, 9 ; XXVI, 8 ;
 XXVII, 34, 35.
 Réassignations : I, 15, 16.
 Recettes des bois : IV, 7 ; V, 13.
 Recettes générales : II, 1 ; III, 12,
 14 ; IV, 7.
 Receveurs : I, 9 ; II, 6.
 Receveurs généraux des finances :
 I, 10 ; II, 7 ; V, 9, 13 ; VI, 3 ;
 XVI, 6, 7.
 Récusations : VII, 20 ; XXVII, 12.
 Religion prétendue réformée : VII,
 3 ; XXI, 7.
 Remontrances : XXVII, 26.
 Rentes : VII, 44 ; XXVII, 39.
 Reprises : V, 13.
 Requêtes : VII, 17, 18, 24, 44, 51 ;
 XVI, 11 ; XXVII, 9, 25.
 Revenants-bons : IV, 9 ; V, 7.
 Roi (et Reine) : I, 1, 4, 5, 7, 15 ;
 II, 1, 2, 3, 5, 8 ; IV, 1, 5, 17, 18 ;
 V, 1 ; XVI, 8 ; XVIII, 8.

Rôles (de l'Épargne, etc.) : I, 4, 6, 7; II, 3, 4, 5; III, 10; IV, 19.	Taxes (des commissaires) : V, 33, 34; XXVIII, 7.
Secrétaires du Conseil : IV, 2; VIII, 21; XIV, 4; XXVII, 10, 15.	Traite domaniale d'Anjou : X, 3.
— du Conseil des Finances : XXVIII, 9.	Travaux publics : XXVII, 22.
— d'État et des Commandements : I, 4, 6; III, 8; IV, 2; VII, 12; XIV, 10; XVI, 2, 4; XVIII, 3, 5, 7; XXI; XXVII, 47; XXVII, 4, 5.	Trésoriers de l'Épargne : I, 2, 4, 6, 7, 9, 10; II, 2, 3, 4, 5, 6, 8; III, 8; IV, 2, 7, 9, 13, 16, 19, 23; V, 16, 17; VI, 8; VII, 38; XIV, 3; XVI, 1, 2, 7; XXVIII, 9, 11.
Sol pour livre : IV, 6.	— de France : III, 2; V, 3, 5, 7, 8, 9, 11, 15, 42; VI, 3; VII, 43.
Subvention des villes : IV, 6; XXVII, 40.	— des Parties Casuelles : XIV, 5.
Surintendant des finances : I; XVI, 1, 2, 4, 5, 6, 7; XXII, 4; XXVIII, 3.	— divers des Maisons du Roi, de la Reine, de Monsieur : VI, 6; XXVIII, 2, 3.
Suisses (Cent-) : XXVIII, 2, 4, 5.	Vacations : XXVII, 41.
Taille : V, 42; XXVII, 40.	Vénerie : XXVIII, 2.
Taillon : IV, 11; V, 1; VI, 4; XXVIII, 4.	Villes : VII, 24; XXVII, 34, 35.
	Voyages : II, 3, 4; IV, 18; XXVIII, 10.

TABLE DES MATIÈRES¹

I. 5 février 1611, Paris, Règlement établi par le Roi pour la Direction et administration des finances	40
II*. 5 février 1611, Avis sommaire sur la Direction des finances	43
III*. 9 février 1611, Maximes de Messieurs des finances . .	45
IV. 9 février 1611, Paris, Autre Règlement sur le fait des finances	48
V. 21 juin 1611, Fontainebleau, Règlement des finances fait ensuite du règlement de la Direction des finances du cinquième jour de février dernier	52
VI*. 2 mars 1613, Paris, Règlement pour les comptables. .	56
VII. 21 mai 1615, Paris, Règlement concernant l'ordre que S. M. veut être tenu et observé en son Conseil d'État et des finances, en son Conseil établi pour la Direction de ses finances et en son Conseil privé ²	58

1. Les quelques textes qui ne figuraient pas sur la liste de Léopold Delisle sont marqués d'un astérisque.

2. Delisle indique, en février 1614, un règlement pour les Parties. Je ne connais à cette date qu'un règlement pour les Parties Casuelles. Je n'en dis rien ici, pas plus que d'aucun autre règlement des Parties Casuelles au

VIII*. Avril 1616, Loudun, Règlement du Conseil projeté avec Monseigneur le Prince en la Conférence de Loudun	65
IX*. Avril 1616, Conseil pour la Direction des finances ¹	67
X. 5 août 1619, Tours, Règlement sommaire pour le Conseil de la Direction des finances.	68
XI*. 22 août 1619, Tours, Règlement du Conseil pour l'acquit des dons assignez sur les deniers extraordinaires.	70
XII. 12 octobre 1622, Montpellier, Déclaration du Roy, touchant certains brevets du Conseil, octroyés à aucuns des officiers des Cours souveraines.	70
XIII. 22 mai 1624, Compiègne, Règlement fait par le Roy Louis XIII sur la fonction des charges des Maîtres des Requêtes estans à sa Cour et suite.	71
XIV. 1 ^{er} juin 1624, Compiègne, Règlement que le Roy veut estre doresnavant observé en son Conseil de la Direction de ses finances, en celuy d'Estat et finances et en son Conseil privé ou des partyes	72
XV. Première version du même règlement.	75
XVI. 2 septembre 1624, Saint-Germain, Règlement fait par le Roy pour la Direction de ses finances.	75
XVII*. 18 novembre 1624, Paris, Brevet accordé par le Roy aux Présidens de la Cour d'avoir séance au Conseil d'Estat du jour de leur réception audit Conseil.	78
XVIII. 11 février 1625, Paris, Règlement pour les affaires des particuliers.	78
XIX*. 18 février 1625, Brevet accordé par le Roy aux Présidens de la Cour.	79
XX. 26 août 1626, Châteaubriand, Brevet du Roy par lequel le Roy ordonne qu'il y aura doresnavant douze conseillers ordinaires au Conseil de la Direction de ses finances	80
XXI. 26 juin 1627, Paris, Règlement que le Roi veut être observé en son Conseil pour la plus prompte et meilleure expédition des affaires qui s'y doivent traiter	81

temps de Louis XIII parce que j'en ai suffisamment parlé dans ma thèse principale sur *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*. Rouen, Éditions Manguard, 1945, in-8°, p. 81-86, 133-141, 148-149, 152-153.

1. Delisle signale un règlement du 3 janvier 1618, pour les personnes qui seront reçues et auront entrée au Conseil, que je n'ai pas retrouvé.

XXII. 3 janvier 1628, La Rochelle, Règlement fait par le Roy pour l'ordre et l'établissement de ses Conseils et des Conseillers de son Conseil.	85
XXIII. 3 janvier 1628, État des personnes que Sa Majesté a ordonnées pour servir en son Conseil par quartier. . .	88
XXIV*. 13 septembre 1628, La Rochelle, Arrêt du Conseil d'État par lequel le Roi ordonne qu'il sera fait un registre en son Conseil de tous les titres, brevets et autres actes concernant les affaires de Sa Majesté.	89
XXV. 14 juin 1629, Alès, Lettres patentes du Roi relatives aux négligences apportées en leur service par certains officiers de son Conseil ¹	93
XXVI*. 21 novembre 1629, Lettres patentes du Roi nommant conseillers d'État les doyens des Maîtres des Requêtes.	94
XXVII. 18 janvier 1630, Paris, Règlement fait par le Roi touchant l'ordre de ses Conseils et des affaires qui y seront traitées	95
XXVIII. 18 janvier 1630, Paris, Règlement fait par le Roy pour la Direction de ses finances ²	103
INDEX DES NOMS PROPRES CONTENUS DANS LES RÈGLEMENTS DU CONSEIL	108
INDEX DES MATIÈRES TRAITÉES DANS LES RÈGLEMENTS DU CONSEIL ³	118

1. Je crois inutile de mettre dans la liste l'Ordonnance de Marillac de janvier 1629, publiée dans le *Recueil des anciennes lois françaises* d'Isambert, dont les articles 38, 58, 61 à 67, 202, 344 à 371, 378 concernent, de près ou de loin, le Conseil.

2. Delisle met dans sa liste l'édit de décembre 1639 qui crée seize nouveaux offices de maîtres des Requêtes. J'ai cru pouvoir négliger cet édit bursal. L'édit du 8 janvier 1633, relatif aux conditions d'âge et de capacité des maîtres des Requêtes, n'est dans aucun manuscrit.

3. Les règlements reproduits ici ont été utilisés par R. Mousnier, *Le Conseil du Roi de la mort de Henri IV au gouvernement personnel de Louis XIV*, publ. dans *Études d'histoire moderne et contemporaine* (Soc. d'hist. mod.), t. I. Hatier éd., 1947, p. 29-67, et à part.

NOGENT-LE-ROTRON
IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

2488 — 2 - 1949
Dépôt légal :
1^{er} trim. 1949 — 241.

